

LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE
(Centre international de reconstruction)



SOMMAIRE

| | |
|---|---------|
| PRESENTATION | page 5 |
| Un sommet du G7... pour constater la crise Miguel CRISTOBAL | page 7 |
| La situation en Bulgarie Victor LEPAGE | page 31 |
| L'Amérique latine dans la nouvelle situation mondiale Secrétariat latino-américain | page 69 |
| Préparation de la Conférence de reproclamation de la IV^e Internationale (premières contributions) | |
| Les conséquences de la crise de la LIT Andreu CAMPS | page 87 |
| Défense de la méthode du Programme de Transition Markus KARLSFELD | page 93 |
| Forces et faiblesses du « cannonisme » Frank WAINWRIGHT | page 99 |

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution.»

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE
(Centre international de reconstruction)

SOMMAIRE

PRESENTATION.....page 5

Un sommet du G7...
pour constater la crise
Miguel CRISTOBAL.....page 7

La situation en Bulgarie
Victor LEPAGE.....page 31

L'Amérique latine dans
la nouvelle situation mondiale
Secrétariat latino-américainpage 69

**Préparation de la Conférence
de reproclamation de la
IV^e Internationale (premières
contributions)**

Les conséquences
de la crise de la LIT
Andreu CAMPS.....page 87

Défense de la méthode
du Programme de Transition
Markus KARLSFELD.....page 93

Forces et faiblesses
du « cannonisme »
Frank WAINWRIGHTpage 99

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
1285 EAST 58TH STREET
CHICAGO, ILLINOIS 60637

STATEMENT OF WORK

1. PROJECT TITLE: [Faint text]

2. PROJECT NUMBER: [Faint text]

3. PROJECT START DATE: [Faint text]

4. PROJECT END DATE: [Faint text]

5. PROJECT BUDGET: [Faint text]

6. PROJECT DESCRIPTION: [Faint text]

7. PROJECT OBJECTIVES: [Faint text]

8. PROJECT DELIVERABLES: [Faint text]

9. PROJECT RISK ASSESSMENT: [Faint text]

10. PROJECT CONTACT INFORMATION: [Faint text]

11. PROJECT APPROVAL: [Faint text]

12. PROJECT SIGNATURE: [Faint text]

13. PROJECT DATE: [Faint text]

14. PROJECT VERSION: [Faint text]

Présentation

Au mois de juin prochain se tiendra la Conférence des sections de la IVème Internationale, Centre international de reconstruction. A l'ordre du jour de cette conférence : la proposition de reproclamer la IVE Internationale.

Nous avons publié dans le dernier numéro de *la Vérité* deux documents dont le Conseil Général de la IVE Internationale CIR réuni au mois de janvier dernier a considéré qu'ils fournissaient les éléments pour fonder cette reproclamation. La discussion au sein des sections de la IVE Internationale, et plus largement encore, s'est développée et se développe.

Le bilan de l'activité des sections dans le monde, c'est leur combat pour ouvrir la voie à l'échelle internationale et dans chaque pays à la constitution de nouvelles représentations politiques des travailleurs, pour aider au combat d'émancipation des peuples. De la Conférence contre le paiement de la dette à Caracas en 1987 à la rencontre Europe-Asie contre les plans du FMI les 10 et 12 avril dernier, un long chemin a été parcouru. Depuis l'effondrement de l'appareil dépendant du Kremlin, accéléré par la chute du Mur et le putsch raté du 10 août 1991 à Moscou, les dirigeants des PC partent en véritable débandade, leurs différentes fractions engagées dans une course folle pour apparaître les meilleurs défenseurs des plans du FMI. Les crises des partis adhérents à l'Internationale socialiste se développent de même. La débâcle électorale du Parti socialiste français, l'implosion qui l'a suivie, et ses répercussions internationales, sont une expression majeure de cette crise. Obligés, du fait de l'affaiblissement de l'appareil stalinien, de prendre en charge l'essentiel de la politique des régimes capitalistes, des institutions internatio-

nales du FMI, de la Banque mondiale et la CEE, ils subissent de plein fouet le contrecoup de la résistance des masses. L'usure du PSOE (Espagne), la dislocation du PSI (Italie) et de bien d'autres n'est que le résultat logique de la défense de l'ordre de la propriété privée des grands moyens de production.

C'est là l'expression de la crise de toutes les représentations politiques liées de près ou de loin à la défense des plans du FMI.

• • •

L'unité des politiques proposées à l'échelle planétaire peut paraître étonnante. Après 12 ans de gouvernement Bush-Reagan, Clinton, en assurant la continuité, a exprimé encore plus clairement les buts réels de son programme d'austérité. Et ce programme a des relents de "*plan d'ajustement structurel*" pareil à ceux qui sont imposés aujourd'hui par le FMI dans les pays dépendants : mesures d'austérité et privatisations qui mettent en péril les retraites, les systèmes de sécurité sociale, les acquis sociaux. Les mesures prises par les impérialistes européens vont dans le même sens, avec l'application des accords du traité de Maastricht, traité qui exprime la volonté de la bourgeoisie européenne de tenter "d'unifier" sa politique contre les travailleurs, les jeunes, les paysans.

Ces politiques sont l'expression du pourrissement accéléré du système de production basé sur la propriété privée, et représentent un désaveu cinglant pour ceux qui avaient songé au "nouvel âge" du développement capitaliste. Elles apportent a contrario les éléments de vérification du programme de la IVE Internationale, elles prouvent son actualité. La discussion initiée

par les deux textes de la dernière *Vérité* permet de proposer une réponse à des milliers de militants et responsables ouvriers et syndicaux, déboussolés par la rapidité et la forme que prend la crise des grandes organisations qui, pendant des décennies, se sont réclamées de la lutte pour le socialisme.

La multiplication des affaires de corruption inhérentes au fonctionnement du système prend un caractère tragi-comique au moment où le groupe des 7 (les gouvernements impérialistes et le FMI) décide d'insister sur les privatisations en ex-URSS, sans donner d'autres moyens à Eltsine d'y parvenir que les discours politiques, le rééchelonnement de la dette, et quelques fonds pour créer des petites entreprises. Quant à la BERD, Banque européenne de reconstruction et de développement, présidée par l'ancien conseiller de Mitterrand, Jacques Attali, elle a à son actif - deux ans après sa constitution - la dépense de la plus grande partie de ses avoirs en frais de fonctionnement, déplacements, etc, mais il n'y a guère eu d'investissements par delà l'ancien rideau de fer.

Il y a une véritable "dérive mafieuse" de l'économie mondiale, la politique des privatisations ne visant en fait qu'à libérer les capitaux pour la spéculation; et cela donne sa véritable dimension au combat international contre les privatisations.

• • •

L'opposition de la classe ouvrière, des peuples à cette politique, s'appuie sur l'existence des conquêtes, des acquis et des organisations, des syndicats et des partis. Il n'est pas étonnant par conséquent de voir se multiplier les tentatives d'intégrer-détruire les organisations syndicales, en les associant à la mise en application de la politique des gouvernements, comme le président général du FMI, Michel Camdessus, l'a proposé à maintes

reprises dans les séances du BIT, aux syndicalistes, patrons, gouvernements. Cela s'accompagne aussi d'une offensive pour détruire les partis politiques, leurs "structures archaïques", au nom des "rénovations" et "refondations" de toutes sortes. Cela s'accompagne aussi bien évidemment de l'attaque systématique contre les droits et libertés démocratiques, contre la démocratie, contre les institutions mêmes de la bourgeoisie parlementaire. Contrairement, les formes "bonapartistes" qui renforcent les pouvoirs de l'exécutif, le système électoral majoritaire et les politiques sécuritaires, ne renforcent pas les appareils d'état et leurs institutions, parce qu'elles sont le produit d'une politique de décomposition des bases mêmes de l'économie, base sur laquelle elles s'appuient.

La Conférence des sections de la IVe Internationale se prépare dans le cadre du combat pour la conférence mondiale ouverte pour l'internationale ouvrière. C'est à dire par l'effort conscient pour rassembler les partis, forces et militants qui cherchent les voies pour s'opposer à cette entreprise de destruction.

La résistance aux privatisations comme à toutes les mesures prises par l'impérialisme et ses institutions exprime le fait que la classe ouvrière est à l'initiative de la défense des bases de l'économie mondiale, des bases de la civilisation.

Les documents que nous présentons à nos lecteurs, produits du débat que nous développons, ajoutent de nouveaux éléments pour établir les bases de la reproclamation de la IVe Internationale, inséparable de l'effort pour construire de nouvelles représentations politiques fidèles au combat pour l'émancipation des travailleurs et des peuples.

A. Camps, 20 avril 1993

Un sommet du G7 ... pour constater la "crise"

par Miguel Cristobal

Il y a moins d'un an, le sommet du G7 (groupe des 7 pays les plus riches du monde) recevait triomphalement Boris Eltsine afin de célébrer - disaient-ils - la "victoire" de l'économie de marché.

Dix mois plus tard, en avril 1993, un sommet extraordinaire du G7 est convoqué dans l'urgence à Tokyo pour traiter du cas "Russie".

Comment ne pas constater aujourd'hui, à travers cette même presse qui, il y a un an, chantait le "nouvel ordre mondial" (qui devait "durer 100 ans" selon Bush) et prédisait une "nouvelle ère de stabilité", l'inquiétude, voire l'effroi, devant ce qui devait, hier encore, permettre au capitalisme de passer victorieux le cap du deuxième millénaire : la réforme en Russie.

Tous s'accordent aujourd'hui à reconnaître une période d'instabilité générale, incluant les régions et les pays dont dépend la stabilité du système dans son ensemble.

Les "grandes locomotives" qui devaient tirer l'économie mondiale en avant (USA, CEE, Japon) sont "en panne".

C'est la crise de tout un système qui s'accélère. Et ce n'est qu'un paradoxe apparent de constater que l'effondrement de l'ex-URSS - présenté alors comme la victoire du capitalisme - n'est en réalité qu'un des principaux facteurs d'accélération de toute la crise du système capitaliste.

LES "7 GRANDS" DU G7 SE RÉUNISSENT POUR SAUVER ELTSINE ...

"43 milliards pour aider la Russie" titrent la plupart des journaux au lendemain du sommet extraordinaire du G7.

La réalité - on s'en douterait - est un peu différente. Tout d'abord plus de la moitié de cette aide n'est que la reconduction des 24 milliards de "crédits" octroyés il y a un an au précédent G7 et dont seuls 4 milliards - dit-on officiellement - auraient été versés !

Ensuite le "flou" signalé par la presse, concernant les sommes issues du G7, traduit en réalité les profondes contradictions des sept grandes puissances : "Les USA ont notamment lancé l'idée d'un "fonds de privatisation et de restructuration" destiné aux petites et moyennes entreprises russes et surtout à la reconversion des combinats. Ce fonds d'un montant total de 4 milliards de dollars serait financé à hauteur de 2 milliards par le FMI, la Banque mondiale et la BERD, de 500 millions de dollars par les USA et de 1,5 milliard par les autres partenaires du G7." (Libération du 15 avril 1993).

Mais si "La Grande-Bretagne s'est engagée à octroyer 500 millions de crédits à l'exportation (ce qui n'est rien d'autre qu'un financement des exportations de Grande-Bretagne ! - NDR) ... L'Allemagne en revanche, qui a fourni à elle seule plus de la moitié de l'aide internationale - de quelques 80

milliards de dollars - à la Russie, a clairement fait savoir qu'elle n'entendait pas consentir d'assistance supplémentaire. "Nous avons atteint la limite" a mis au point un responsable allemand." (Le Figaro du 16 avril 1993)

Quant au Japon, "« du bout des lèvres », il a proposé un crédit de 1,8 milliard de dollars à Moscou. Comme la plupart des autres prêts bilatéraux, il sera destiné presque exclusivement à permettre aux Russes d'acheter des produits nippons." (Le Monde du 16 avril 1993)

Une fois passés les fastes du G7, la réalité apparaît pour ce qu'elle est : "Les dissensions au sein des Sept, qui s'ajoutent à l'extrême complexité de la situation économique russe, se sont traduites à Tokyo par un exercice devenu habituel : les additions de milliards, censées rassurer la population russe, font figure de tours de passe-passe. 24 milliards de dollars l'an dernier, 43,4 milliards cette année, et pourquoi pas 70 milliards l'an prochain ? A titre de comparaison, la Banque mondiale a engagé l'an dernier environ 22 milliards de dollars pour ses opérations dans le monde entier ! Ces sommes astronomiques ont finalement peu d'importance en dehors du message politique de soutien aux autorités russes. Car elles comprennent principalement des engagements pluriannuels ou des dépenses non réalisées. Un peu comme si, en cours d'exercice budgétaire, un ministre des finances annonçait un plan de relance reprenant le total des programmes déjà votés et échelonnés sur plusieurs années." (Le Monde du 17 avril 1993)

"Un message politique" selon Le Monde car, comme le soulignait M. Miyazawa, Premier ministre nippon, en ouvrant le sommet du G7 : "La communauté internationale doit envoyer un message clair exprimant son espoir de voir les réformes réussir en Russie".

... POUR CONSTATER SURTOUT LEUR IMPUISSANCE.

Le contenu des "réformes" dont parle M. Miyazawa, c'est en réalité, sous le drapeau des privatisations, un fantastique plan de liquidation sociale. A plusieurs reprises les dirigeants du FMI l'ont affirmé : "Il faut restructurer le vaste secteur des entreprises publiques, briser les monopoles, encourager la concurrence en privatisant les formes existantes." C'est-à-dire la fin des subventions d'Etat aux entreprises, entraînant, selon les estimations officielles, la faillite immédiate pour la moitié d'entre elles, la restructuration des autres par un "dégraissage" massif conduisant à une nouvelle paupérisation de la population déjà réduite à la misère, par un chômage de plusieurs dizaines de millions de personnes, la destruction de toutes les bases économiques du pays.

Tel est le plan que proposent les différents conseillers de Boris Eltsine depuis trois ans. Tel est aussi le plan qui n'a jamais été mis en oeuvre. Tel est également l'argument des responsables du FMI pour bloquer les fonds destinés à la Russie, car ceux-ci, disent-ils, servent essentiellement à maintenir à flot des entreprises qu'il faudrait fermer et à payer les salaires de ceux qu'il faudrait licencier.

Le FMI a considéré comme une "grande erreur" le fait que la Banque centrale russe ait accordé "3.500 milliards de roubles aux entreprises" (6 milliards de dollars). Le Premier ministre russe V. Tchernomydine a affirmé que « 80 % de ces crédits auraient été consacrés à des dépenses stériles telles que des augmentations de salaires » (La Tribune Desfossés). C'est pourquoi, sous le coup des exigences du FMI, leurs "représentants" en Russie exigent la hausse des taux d'intérêts de la Banque russe, afin de rendre les prêts

moins accessibles aux directions d'entreprises qui empruntent pour survivre et parce qu'elles n'osent pas affronter les travailleurs. Augmenter le taux va entraîner beaucoup de faillites et correspond donc exactement à l'objectif des privatisations-liquidations. Gaidar - ancien Premier ministre d'Eltsine - établit d'ailleurs lui-même le lien : *"M. Gaidar estime qu'il faut d'urgence augmenter les taux d'intérêts, ce que refuse toujours de faire la Banque centrale. Par ailleurs, l'ancien Premier ministre réaffirme que les subventions gouvernementales ne doivent pas permettre de maintenir en survie des entreprises insolubles"*. (Le Figaro du 5 février 1993)

L'un des participants au G7 confiait à un journaliste : *"Si les ministres russes concernés ne se décident pas à se réunir autour d'une table pour prendre des décisions concertées en décidant lesquelles de ces entreprises sont viables et lesquelles doivent être fermées, l'efficacité des mesures du G7 sera réduite"*.

Mais, à la veille du G7, un des conseillers de Clinton déclarait : *"Il faut tordre le bras du G7 pour aider la Russie"*. De larges fractions des cercles dirigeants de l'impérialisme sont en effet conscients que la limite à la mise en oeuvre des plans de réformes se marque dans la crise du pouvoir en Russie.

La "réforme" est en panne car, comme le constatait récemment le journal français *Libération* : *"Ni le gouvernement russe, ni les Occidentaux n'osent s'attaquer franchement à la question, car une véritable réforme supposerait un choc social et donc un risque de crise"*.

Voilà donc la question de l'avenir de la Russie (et plus généralement de l'ex-URSS) posée en termes clairs : Eltsine est rejeté par les masses tout comme l'était Gorbatchev. La crise au sommet (l'affrontement entre la présidence et le Parlement) n'est due pour l'essentiel qu'à la crainte de la réaction du peuple et de la classe ouvrière

aux processus de privatisations et de pillage. Réaction de la classe ouvrière dont la récente grève des mineurs a rappelé la puissance.

Si pendant un temps les représentants du capital croyaient pouvoir se réjouir de la "passivité", de "l'indifférence" du peuple à l'égard de ces affrontements au sommet, aujourd'hui cette même "indifférence" devient facteur d'inquiétude. Le capital international n'arrive à trouver dans aucune des fractions de l'ex-nomenklatura une représentation politique ayant des assises politiques sérieuses. L'effondrement de la bureaucratie du Kremlin et l'explosion de l'URSS ont signifié la désarticulation de l'appareil d'Etat basé sur le monopole du pouvoir politique et sur la dictature. Tous les débris de la nomenklatura cherchent à passer au service de l'impérialisme, comme agents et mercenaires de la restauration capitaliste. Ils n'ont d'autre soutien que celui de l'impérialisme et ne disposent d'aucune base sociale parmi les masses. Et comment pourrait-il en être autrement quand le peuple russe constate que ces différentes fractions sont toutes liées au pillage et à la politique de misère, la réalité de ce qu'il vit tous les jours ?

C'est pourquoi un des conseillers US au G7 déclarait que le but des "crédits" *"est d'apporter un soutien politique au président Eltsine et aux réformateurs"*, tandis que Warren Christopher soulignait qu'à la veille du référendum en Russie il fallait soutenir Eltsine : *"J'ai dit qu'Eltsine était bien supérieur à tous ses successeurs potentiels"*. C'est la crise du gouvernement, la crise de l'Etat, la crise du pouvoir en Russie, sa désarticulation sous l'effet de l'effondrement de la bureaucratie qui est au centre des préoccupations de l'impérialisme. Aller plus avant dans la mise en oeuvre des réformes, c'est risquer l'explosion sociale dont parle le *Financial Times*, du fait de la résistance des

travailleurs à ces plans de liquidation, et des contradictions au sein de la nomenklatura. C'est risquer une crise sociale et politique majeure, des explosions de guerre civile comme celles qui ont commencé dans le Caucase, dans une situation où l'impérialisme US ne peut assurer une intervention dans toutes les régions du monde.

Le *Financial Times* insiste : *“Les Occidentaux ne peuvent pas faire grand chose pour aider Boris Eltsine à l'emporter ... Les roulements de tambour entendus à l'Ouest pour convoquer d'urgence une conférence internationale dans le but d'aider M. Eltsine paraissent peu judicieux et risquent d'aggraver la situation ...”*. Et le *Financial Times* de situer aux yeux avertis de ses lecteurs (“investisseurs” et “décideurs”) le véritable enjeu du processus qui se développe en Russie. Les divergences au sommet ? C'est un élément de la crise mais ce n'est pas le problème essentiel : *“La façon dont les pays occidentaux perçoivent la lutte pour le pouvoir à Moscou semble être déformée par des simplifications manichéennes : pour les gentils, “Battling Boris”, le libéral démocrate ; pour les méchants, “Retrograd Rouslan”, le conservateur avide de pouvoir. [...] Les déclarations de soutien des pays occidentaux n'ont pas aidé Mikhaïl Gorbatchev ; pourquoi devraient-elles aider Boris Eltsine ? Elles risquent fort d'aggraver la situation en envenimant le conflit entre M. Eltsine et le Congrès. Les pays occidentaux préfèrent peut-être une victoire de M. Eltsine et du libéralisme ; mais une victoire du Congrès ne serait que demi-mal.”*

Mais, dans le même temps, les exigences mêmes de la crise du système capitaliste ne peuvent laisser les choses en l'état. Ne pas “réformer” en Russie conduit également, de leur point de vue, à la poursuite de l'instabilité généralisée. Et également à l'impasse, dans une situation de crise généralisée du système mondial.

DE L'IMPOSSIBILITÉ D'ISOLER LES DEVELOPPEMENTS DE LA CRISE EN RUSSIE DE CELLE PLUS GÉNÉRALE DU SYSTÈME CAPITALISTE MONDIAL

Les développements de la crise en Russie, dans l'ex-URSS et plus largement dans les pays de l'Est de l'Europe ne sont qu'une expression exacerbée de la crise plus générale de la domination capitaliste. Une crise dont un récent éditorial du journal français *Libération* souligne *“qu'aucun gouvernement n'est en mesure de l'endiguer”* et dont un grand représentant du système bancaire belge dit : *“On sait que les crises économiques provoquent des révolutions politiques. La pièce se joue cette fois en deux actes. Le rideau vient de tomber sur le premier: la profonde crise économique qui sévit à l'Est a, en quelques mois, balayé un système que l'on croyait ancré pour longtemps. Le Mur de Berlin est tombé et la classe politique a été limogée. Nous avons été spectateurs de ce premier acte et avons applaudi, persuadés que nous assistions à la démonstration de la supériorité de notre système économique. Mais le deuxième acte va commencer et nous serons cette fois sur la scène : la crise économique va s'installer à l'Ouest aussi et risque de balayer pas mal de structures politiques dans le sens de la radicalisation. Je crains que, finalement, ce ne soit “la rue” qui trouve la solution à certains problèmes ...”*. (Roland Leuschel, directeur de stratégie de la BBL, deuxième banque belge).

La “récession” s'installe comme un phénomène mondial, alors même qu'il y a deux ans à peine les pronostics étaient euphoriques. Avec la marche forcée vers une “économie de marché” dans les pays de l'Est, le capital ne s'ouvrira-t-il pas la voie à un nouveau marché de centaines de millions

d'habitants au coeur même de l'Europe ? Et avec les privatisations n'avait-il pas des débouchés nouveaux pour les masses financières énormes flottant au gré des spéculations mais menacées à tout moment d'effondrement ?

C'est exactement le contraire qui est arrivé. Le capitalisme en crise opère l'intégration accrue des pays de l'Est et de l'URSS au marché capitaliste dans des conditions qui aggravent sa propre crise.

Et il ne s'agit pas là, comme on le prétend de moins en moins, des "difficultés transitoires de la transition". Le contenu général des privatisations (là où il y en a) ou de la mainmise sur l'appareil productif ne laisse aucune place à une éventuelle relance. Que pourrait-il rester d'ici quelques années de l'appareil productif quand celui-ci est livré à un pillage qui, non seulement interdit toute "capitalisation", mais aussi tout maintien à moyen terme de l'appareil industriel, comme conséquence de ce que décrit très bien *Le Monde Diplomatique* : "L'effondrement du rouble facilite le pillage des ressources naturelles du pays : pétrole, métaux non ferreux et matières premières stratégiques peuvent être achetés en roubles à des entreprises d'Etat, puis revendus dix fois plus cher (contre des devises) à des acheteurs de la Communauté européenne. Le pétrole brut, par exemple, s'achète à 5.200 roubles la tonne (17 dollars). Une fois acquise la licence d'exportation, qu'il est facile d'obtenir en graissant la patte d'un fonctionnaire corrompu, il se revend au cours mondial de 150 dollars la tonne."

Pillage spéculatif accéléré par les réformes bancaires : les banques n'ont presque plus aucun lien avec le processus productif, mais ont été restructurées pour capter, à la base même, l'ensemble de la masse financière et la jeter sur le marché de la spéculation internationale

(rappelons qu'il s'échange par jour sur ce marché 50 fois le volume des devises nécessaires à l'échange de marchandises).

Spéculation, alimentation de véritables maffias au coeur même de l'Europe du capital, comme le scandale qui vient d'éclater à propos de la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement) installée à Londres et qui était censée financer la "reconstruction dans les pays de l'Est et dans l'ex-URSS".

C'est ainsi que se maintiennent les profits spéculatifs sur le marché mondial. Mais pour combien de temps ? L'"intégration" sous forme de pillage de l'ex-URSS et des pays de l'Est est un facteur d'accélération de la désindustrialisation (comme phénomène mondial et plus spécialement dans les pays dits du capitalisme "avancé"), confortant un écart moyen de presque trois entre le taux de profit réalisé dans la production et celui des opérations financières spéculatives, avec les conséquences désastreuses que l'on connaît sur le terrain social et économique. La crise économique de continents entiers s'accélère, comme l'Afrique qui a vu presque toutes ses exportations de matières premières vers l'ex-URSS et les pays de l'Est s'interrompre, accentuant la baisse des prix des produits d'exportation.

La crise économique de l'ex-URSS et des pays de l'Est est une expression de la crise mondiale. En retour, elle la conforte et l'accélère. Ainsi, trois ans après la généralisation de l'effondrement des bureaucraties (censé à cette époque ouvrir des perspectives nouvelles au système capitaliste), le réveil est amer pour les cercles du grand capital : "Ce n'est pas une crise dans le système, c'est une crise du système" s'exclame le directeur d'une revue exprimant les vus du grand patronat français, dans un numéro spécial : "Crise, comment s'en sortir ?" (*L'Expansion* du 17 mars 1993).

Dans ce dossier, une enquête auprès d' "économistes" connus, dont quelques-uns avancent que la "théorie" des cycles (périodes de récession préparant les conditions d'une nouvelle période de relance) peut être difficilement appliquée à la phase actuelle de la crise économique du capitalisme. A la question "*Le marasme économique actuel se distingue-t-il des récessions cycliques précédentes ?*", Vassily Leontieff (Nobel 1973 de l'économie) répond : "*C'est la combinaison d'une dépression cyclique avec un ralentissement de la croissance à long terme des économies européenne et américaine ...*". James Tabin (Nobel 1981) précise : "*Il se distingue par la longueur de la récession, la faiblesse de la reprise, le pessimisme, la permanence des licenciements et du "rétrécissement" des entreprises et par son caractère mondial*". Enfin Kurt Richebücher (directeur de *Currencies and Credit Markets*) souligne que "*Cette stagnation diffère fondamentalement des récessions passées. Elle est internationalement synchronisée.*"

Surtout elle résulte de déformations structurelles profondes, causées par l'inflation de crédit."

Tous les mécanismes imaginés par un capitalisme en crise pour maintenir ses taux de profit commencent à s'épuiser les uns après les autres, comme les profits réalisés grâce à la spéculation boursière et immobilière, ainsi que le démontre un tableau publié dans cette même revue :

Baisses des prix d'actifs depuis leur sommet :

- Bourse de Tokyo (Japon) : - 60%
- Bourse d'Helsinki (Finlande) : - 55%
- Immobilier commercial, Londres (Royaume-Uni) : - 45%
- Prix des logements (Norvège) : - 30%
- Bourse d'Oslo (Norvège) : - 25%
- Immobilier commercial, Nord-Est (USA) : - 25%
- Logement, primo-acquéreur,

Sud-Est (Royaume-Uni) : - 25%

- Terrains résidentiels, six grandes villes (Japon) : - 20%

Les "déficits budgétaires" des principales puissances capitalistes (qui résident pour l'essentiel du transfert de fonds publics vers les entreprises privées : exonération d'impôts et de charges sociales, subventions massives et arbitraires) ont atteint un tel degré de croissance que ces subventions parasitaires au capital ne peuvent continuer sans mettre en cause la stabilité politique des régimes, c'est-à-dire sans épreuve de force majeure contre le mouvement ouvrier.

ELTSINE VEUT S'ACCROCHER À LA "LOCOMOTIVE" USA, MAIS CELLE-CI EST EN PANNE. CLINTON, À PEINE ELU, AGGRAVE LA POLITIQUE DE REAGAN-BUSH CONTRE LES MASSES

L'administration Clinton est confrontée, aux Etats-Unis mêmes, aux conséquences de la gestion parasitaire et spéculative avec laquelle le capital américain a alimenté son propre profit. La dette intérieure (publique et privée) des USA atteint des sommets astronomiques, qui ne peuvent être réduits qu'au moyen d'une offensive brutale contre la population laborieuse des Etats-Unis.

Dans le projet soumis à la discussion de son prochain congrès, l'organisation *Socialist Organizer* écrit :

« Depuis 1980, les restructurations et fermetures d'usines dans tous les pays capitalistes développés ont été de pair avec les déréglementations et la remise en cause généralisée des droits des travailleurs, de leurs acquis sociaux, de la protection sociale, des lois du travail. La façon dont Reagan a brisé la grève du PACTO était d'une certaine façon le coup d'envoi

de la guerre entamée dernièrement par le capitalisme US pour imposer aux syndicats une position de repli en exigeant les diminutions de salaire, en menaçant de délocalisation, en cassant ouvertement les syndicats.

Les capitalistes prétendent généralement qu'ils manquent de capitaux et n'ont d'autre choix que de lancer un assaut généralisé contre les conditions de vie des travailleurs. Dans les faits le capital ne manque pas, en dépit de la décomposition même du système capitaliste.

Pendant que la Général Motors annonçait des plans pour fermer 21 usines en Amérique du Nord et supprimer 74 000 emplois aux USA dans les 3 prochaines années, elle investissait plus d'un milliard de dollar dans des usines d'assemblage et de fabrication en Europe de l'Est et coopérait à des joint ventures en Chine pour construire de nouvelles usines pour la production de camionnettes et de mini bus.

Pendant qu'il réduit les horaires de travail aux usines Ford à St Paul et ailleurs, Ford met la touche finale à ses nouvelles usines à Chihuahua, pourvues des dernières nouveautés technologiques. Les raisons en sont évidentes. Bas salaires, pas de syndicats ou syndicats trop faibles pour résister, absence de lois sur l'environnement, la santé et la sécurité du travail, tout cela pousse le capital à liquider les emplois et transférer les usines. (...)

Selon l'OCDE, l'investissement des capitalistes dans la production est en déclin dans tous les pays de l'OCDE, tandis que leurs portefeuilles boursiers sont en expansion régulière.

Pour nombre de firmes, les bénéfices rapportés par le capital investi sur le marché boursier et dans les services financiers comme le G.E. Capital sont supérieurs aux profits réalisés par l'investissement productif.

Ainsi, que ce soit en spéculant ou en investissant à l'étranger ou en restructurant - en réduisant la taille de l'entreprise, en vendant ses actifs et ses dividendes, les principales corporations américaines obtiennent des profits substantiels en dépit des déclarations catastrophistes faites quotidiennement dans la presse pour justifier l'austérité. Voilà ce qu'ils font sur le dos des travailleurs dans notre pays comme ailleurs.

Une étude du Wall Street Journal portant sur 619 compagnies (16 février 1993) relève une croissance globale de 62% des revenus nets au dernier trimestre 1992 comparé à celui de l'année précédente. Les revenus nets d'impôts ont augmenté de 57%. "Les spécialistes prévoient que cette tendance à la hausse va continuer cette année et l'année suivante".

Voilà dans quel contexte la classe dominante américaine - par le biais de Clinton - annonce son programme d'austérité. La nécessité de "participer au sacrifice national" pour résoudre la crise et le déficit croissant est l'argument officiel. Cependant les problèmes auxquels le capitalisme se trouve confrontés du fait du déficit sont réels.

La dette - en particulier la dette publique - est une composante majeure de la crise qui nourrit la spéculation capitaliste croissante et la baisse des investissements productifs. L'endettement total à l'échelle mondiale est estimé à 30 000 milliards de dollars. L'économie américaine n'a jamais été plus endettée. La dette atteint plus de 11 000 milliards de dollars, dont 4 000 milliards de dette publique. En 1992, le paiement des intérêts de la dette publique sont arrivés au troisième rang des dépenses du budget fédéral américain.

La dette publique américaine est la principale source de spéculation internationale, cependant qu'une

somme de capital fictif étourdissante circule à toute vitesse sur les marchés financiers et crée les conditions pour un krach financier et bancaire. Le gouvernement américain, qui dépend de l'achat des bons du trésor, rechigne à baisser le taux d'escompte bancaire (coût de l'emprunt bancaire au jour le jour) par crainte que les offres du Trésor n'apparaissent moins lucratives comparées aux intérêts offerts par les banques allemandes et d'autres pays.

Alors que la récession s'approfondissait et que les plus grandes banques commerciales du pays étaient au bord de la faillite, la Banque fédérale se tournait vers les taux d'intérêt, les baissant encore et encore jusqu'à ce que les hypothèques sur les habitations tombent à un niveau sans précédent depuis 30 ans.

Les Banques ont fait dériver leurs profits des revenus générés par le refinancement des hypothèques et l'accroissement sans précédent du hiatus entre les taux des prêts bancaires et les intérêts réduits payés aux déposants.

Et pourtant le système bancaire est en crise. Une étude officielle considère que le nombre de banques américaines insolvables aujourd'hui atteint 1150; 1500 autres sont handicapées par des prêts douteux. Depuis 1989, les autorités fédérales ont fermé 585 banques et 721 organismes d'épargne. La Fédération des organismes de dépôts fédéraux (FDIC) rapporte que les banques qui avaient 44 milliards de dollars d'actifs ont fait faillite en 1992 et que ce seraient les banques avec 25 milliards d'actifs immobilisés qui feraient faillite en 1993. Escroquant ouvertement le peuple américain, le gouvernement se tourne vers les travailleurs américains pour sauver de la faillite les industries d'épargne et de prêt et couvrir les pertes colossales (qui atteignent selon certaines estimations des centaines de milliards de dollars) par le biais des augmentations d'impôts et en ven-

dant les banques et leurs avoirs à des amis du Parti démocrate ou du parti républicain. (...)

Clinton a été chargée par la classe dominante américaine de prendre toutes les mesures nécessaires pour résoudre la crise du capital. Et ils attendent de lui - et il répondra à leur attente - qu'il fasse peser tout le poids de l'appareil d'état américain dans la compétition impérialiste pour maintenir l'hégémonie américaines dans tous les coins du monde. »

Mais la brutalité de la politique poursuivie par Clinton ne peut qu'entraîner une crise au sein de l'organisation syndicale AFL-CIO dont le "partenariat" avec les exigences du capital trouvait sa base politique dans une alliance avec le parti démocrate. La direction de l'AFL-CIO a appelé à voter Clinton et à se prononcer contre une situation catastrophique que la politique de Clinton ne peut qu'aggraver.

La politique de Clinton va notamment augmenter la précarité alors que, selon un rapport officiel du département économique de l'AFL-CIO : "Les chiffres officiels du mois de septembre indiquent que 9,6 millions d'Américains - soit 7,5 % de la main d'oeuvre - sont au chômage. Il faut leur ajouter 1,1 million de gens qui n'ont même plus le courage de chercher un emploi et 6,3 millions de personnes qui, cherchant un travail à temps plein, n'ont dû se contenter que d'un emploi à temps partiel. Cela nous conduit à un taux de chômage véritable de 13 %. Le filet de sécurité que constituait l'assurance-chômage a été érodé par les administrations Reagan et Bush. Moins de la moitié des chômeurs reçoivent effectivement une allocation et celle-ci n'atteint dans le meilleur des cas qu'un tiers de leur dernier salaire. Il est de plus en plus rare, pour un chef de famille, de trouver un emploi suffisamment bien payé pour entretenir une famille."

Le chômage ne sera donc pas résorbé alors que ce même rapport signale que *"le secteur industriel, qui avait déjà perdu 675.000 emplois dans les années 80 s'est encore vu amputé de plus d'un million de postes. Le secteur de la construction connaît un taux de chômage de 17,5 %. Les pertes constantes d'emplois aggravent encore la dureté de cette récession. Lors des crises précédentes, un licencié sur deux avait plus ou moins la certitude de retrouver un emploi dès que la situation économique reprenait le dessus. Aujourd'hui ce taux est dégringolé à 15 %. Les entreprises annoncent qu'elles se restructurent ou qu'elles diminuent leur production, ce qui signifie que les réductions d'emplois sont permanentes. Or, le plus gros est loin d'être passé puisque plusieurs grosses firmes ont déjà annoncé de nouvelles réductions dans les prochains mois ou années."*

Les contraintes auxquelles la crise du capitalisme en général et celle des USA en particulier soumet le gouvernement démocrate mettent d'ores et déjà en cause le mécanisme de l'alternance républicains-démocrates comme base du contrôle par ces derniers du mouvement ouvrier organisé. C'est ce qui explique un foisonnement d'initiatives impliquant des responsables syndicaux posant la question du Labor Party : c'est-à-dire d'un parti ouvrier indépendant s'appuyant sur et appuyant la résistance ouvrière aux plans destructeurs des gouvernements US successifs.

CETTE CRISE, C'EST CELLE DU "NOUVEL ORDRE MONDIAL"

George Bush avait déclaré la guerre au peuple irakien au nom de la mise en place d'un *"nouvel ordre mondial"*. Il voulait exprimer ainsi aux yeux de tous qu'au milieu de la crise générale des systèmes

capitalistes, l'impérialisme le plus puissant allait intervenir partout où l'ordre actuel serait contesté par la résistance des peuples. Supplément même à la défaillance des autres puissances impérialistes dans les régions du monde qui, traditionnellement, ne relevaient pas de la "compétence" des USA.

Qu'en est-il aujourd'hui de ce *"nouvel ordre mondial"* ? Ce que nous avons caractérisé à l'époque comme un *"nouveau désordre mondial"* est maintenant une évidence pour tous. Cette formule consacre une réalité bien entendu contradictoire. Elle souligne les capacités certaines de l'impérialisme US à remettre en cause certains fondements des conquêtes des peuples et des travailleurs. Mais le *"désordre"* comme instrument du maintien du profit a ses limites. Celles de la multiplication de crises qui peuvent ouvrir la porte à des bouleversements révolutionnaires de l'ordre établi. Le *"nouvel ordre mondial"* était la volonté affirmée par l'impérialisme américain d'intervenir partout dans le monde, spécialement dans des régions clés pour le maintien de sa stabilité.

Le nouvel ordre devait avant tout consacrer, une fois l'Irak défait militairement, la capacité d'écraser définitivement les aspirations nationales du peuple palestinien, c'est-à-dire d'une revendication qui a affirmé son rôle central dans les grandes luttes de classes qui ébranlent toutes les structures héritées du passé colonial, lesquelles constituent, aujourd'hui encore, l'armature de la présence et des intérêts impérialistes dans la région. Il fallait d'autant plus imposer une solution que l'Etat d'Israël s'avérait incapable, malgré une répression inégale dans son histoire, de maîtriser le soulèvement. L'objectif même de sa création avait été de former une force de police surarmée au cœur de la région pour le compte du capital financier, cherchant à épauler les régimes arabes, tous

condamnés à s'entendre avec lui, et à l'épauler eux aussi, pour exister. Or, c'est sur le terrain même qui lui avait été accordé en 1948 et en 1967 qu'il s'avérait impuissant. L'ampleur de la répression devenait un facteur de déstabilisation de l'ensemble de la région. Les dimensions que l'Etat d'Israël avait prises depuis 1967 (occupation du restant de la Palestine), les relations préférentielles que l'impérialisme américain avaient nouées avec lui, étaient désormais caduques. L'ordre impérialiste au Moyen-Orient, devant l'explosion de la révolution palestinienne, exigeait aussi d'être réaménagé, "rééquilibré".

Or, que doit-on constater ? L'impassé de la conférence où une représentation palestinienne frelatée doit entériner une "solution" de la question nationale palestinienne sous la forme d'une "autonomie" embrigadée par l'armée israélienne et gérée par la direction de l'OLP. Il n'y a dans le mandat de ces conférences aucune émancipation nationale, aucune souveraineté nationale, aucune indépendance, aucun droit au retour des "réfugiés", aucune unité du territoire national, aucun retour des terres aux dépossédés, aucune démocratie politique. Cette "autonomie", si elle venait à voir le jour, ne serait qu'un nouveau maillon dans les chaînes de l'asservissement palestinien.

C'est dans ce cadre et dans les conditions les plus difficiles que les masses prennent leur sort entre leurs mains : tous les "territoires occupés" voient des manifestations et des affrontements dans les rues avec l'armée israélienne. Le soulèvement continue malgré la lourde répression : des centaines de manifestants tués, des milliers de blessés, des dizaines de milliers d'arrestations, expulsions, dynamitages de maisons, couvre-feux prolongés, 24 heures sur 24, qui affament les populations.

Une autre région-clé est constituée par l'Afrique australe et en particulier l'Afrique du Sud, car c'est le pays où la classe ouvrière est la plus nombreuse et la plus organisée du continent africain.

L'assassinat de Chris Hani (secrétaire général du Parti communiste d'Afrique du Sud et principal dirigeant, avec Nelson Mandela, de l'ANC) ouvre une phase nouvelle dans la crise du pays. Du fait de la place politique et économique assignée par les puissances impérialistes au régime sud-africain, cette crise aura certainement des conséquences en chaîne sur tout le reste du continent.

La crise actuelle consacre le fait que la "réforme progressive" (mais non la réelle abolition) du régime de l'apartheid est impossible, car il est impossible d'éliminer totalement le droit de tout un peuple à sa souveraineté nationale.

L'explosion actuelle (et celles qui vont certainement suivre) exprime les limites des négociations qui voulaient consacrer :

- le maintien des bases économiques de l'apartheid par l'abandon de la revendication de la nationalisation des grands moyens de production et de la terre ;
- la préservation de l'armée et de l'appareil répressif de l'apartheid, renforcé par l'intégration à celui-ci des débris de l'appareil armé de l'ANC ;
- un co-gouvernement avec le parti national, principal parti politique du régime de l'apartheid, sous la forme d'un gouvernement provisoire.
- l'élection d'une assemblée qui n'aurait de Constituante que le nom, dans la mesure où elle n'aurait qu'à entériner une constitution rédigée à l'avance et dont le projet aura servi de base au co-gouvernement parti national - ANC.

La phase de crise dans laquelle est entré la "négociation" ouvre une période de reconstitution de l'unité du peuple noir qu'elle

voulait précisément briser. En effet, la violence telle qu'elle s'est développée au sein même du peuple noir est la conséquence du processus de la négociation entre l'ANC, le Parti communiste sud-africain et le gouvernement, en particulier par les implications politiques de l'abandon par l'ANC de la revendication fondamentale de la récupération des terres dont les noirs ont été chassés par l'apartheid.

Si les "négociations" devaient conduire à l'abolition "légale" des bantoustans où s'entassaient des millions de noirs dans des terres improductives, le cadre des négociations, en évacuant le droit pour les noirs à récupérer leurs terres, implique qu'ils soient condamnés à vivre dans la misère à côté de leurs anciennes terres.

Par ailleurs, la majorité de la minorité blanche ne peut accepter le principe de l'issue négociée. Certes, des secteurs du capital en Afrique du Sud, confrontés à la crise généralisée de l'économie capitaliste et à la réduction brutale du taux de profit dans des secteurs clés de l'économie africaine, ont en théorie intérêt à abroger des sources de privilèges de couches entières de la population blanche. Mais toute cela n'est que théorie, car la base économique du capital accumulé à partir de la spoliation du peuple noir se trouve étroitement liée au maintien de sa base politique. Et celle-ci est constituée des privilèges que se sont octroyés l'ensemble des blancs: petits et moyens fermiers qui perdront tout si les noirs récupèrent leurs terres ancestrales. "Salariés" blancs dont la place actuelle dans la production ainsi que leurs salaires n'ont de base que dans l'oppression de l'ensemble du peuple noir.

Politique et économie étant étroitement liés, le capital (blanc) en Afrique du Sud ne peut pas mettre en question fondamentalement les rapports politiques dans lesquels il s'est développé, et donc

la forme de système qui dénie aux noirs le droit de se constituer en nation.

L'impérialisme, et plus particulièrement l'impérialisme américain, avait fait des négociations en Afrique du Sud (et aussi au Moyen-Orient) un test de sa capacité à résoudre "les grands problèmes régionaux". Ce qui se passe en Afrique du Sud confirme que si les Etats-Unis sont bien une superpuissance, c'est dans le cadre du déclin des autres puissances impérialistes et non en rapport avec ses capacités à résoudre les problèmes posés par la crise mondiale.

Mais ce que la presse appelle les "problèmes régionaux", désignant du temps de la "coexistence pacifique" un prétendu contentieux à régler entre l'URSS et les USA, n'est rien d'autre qu'une expression concentrée des éléments essentiels de la situation mondiale, comme en témoignent les développements dans l'ex-Yougoslavie.

L'échec du plan américain Vance-Owen est celui de tous les plans visant à maintenir la guerre en ex-Yougoslavie dans des limites compatibles avec le maintien de "l'ordre" dans l'ensemble de l'Europe. Cet échec exprime les limites de l'utilisation du paravent de l'ONU pour masquer les interventions des Etats-Unis qui, aujourd'hui, doivent monter en première ligne pour tenter d'appliquer la mise sous tutelle de tous les peuples de la région, comme le soulignait la déclaration du dernier Conseil général de la IVe Internationale en janvier 1993 :

"Diviser la Bosnie en trois cantons serbes, 3 cantons musulmans et 3 cantons croates à côté d'une ville "libre", Sarajevo, alors que la Bosnie est un concentré de la Yougoslavie et des Balkans, où depuis des siècles vivent ensemble des populations différentes. Ce plan de dépeçage en cantons précise au point 1 que "ces provinces n'auront pas de statut légal international et ne pourront pas nouer d'accord avec les Etats étrangers ou des

organisations internationales". *En un mot, il est précisé que la "nouvelle" Bosnie n'aura "aucun caractère juridique international". Pas un pays, non, des provinces contrôlées par l'ONU avec les maffias-nomenklaturas comme relais !*

La conférence de Genève démontre bien le caractère de l'intervention de l'ONU à travers le plan de dépeçage en "cantons" qu'il prépare. Et cela n'empêche pas les dirigeants de l'ONU et des grandes puissances, pour justifier leur rôle et leur place dans la région, de dénoncer la "purification ethnique" qu'avalise précisément ce dépeçage. Là est le véritable sens de la "médiation" de l'ONU : il ne s'agit ni du droit des peuples, ni de la paix, mais de la mise sous tutelle des peuples avec l'aide des nomenklaturas face à la crainte d'une déstabilisation généralisée dans tous les Balkans, pour poursuivre et amplifier leur politique de privatisations et de pillage. Par là ils préparent les nouveaux conflits et guerres de demain, en divisant, en découpant les peuples, en privatisant, en livrant les terres, les usines et les peuples aux appétits des maffias."

Tous les développements actuels confirment l'analyse que nous établissons alors. Le regain des conflits meurtriers dans l'ex-Yougoslavie est bien le produit direct de l'action des fractions nomenklaturistes qui cherchent, dans le cadre des accords de Genève à se tailler la plus grande part, en jouant le rôle de mercenaires des grandes puissances. Pour les puissances impérialistes, il s'agit, à travers les prétendus "plans de paix", de rechercher au sein des débris de la nomenklatura - notamment de Croatie et de Serbie - un point d'appui, une courroie de transmission pour le maintien de l'"ordre" impérialiste sur la région. L'implication de la Turquie et de la Grèce vise cet objectif. En même temps, l'absence d'un

contrôle réel de ces développements est porteur des plus grandes inquiétudes pour l'impérialisme quant à leur extension à tous les Balkans, et aux développements similaires dans l'ex-URSS.

L'ampleur des "effondrements" dans toutes les régions, produits du maintien du système de la propriété privée, pousse l'impérialisme le plus puissant à tenter de conjurer ces "désordres" à l'échelle mondiale. Mais la crise de l'impérialisme américain l'empêche de jouer pleinement ce rôle. La crise du "nouvel ordre mondial" se concentre d'abord et avant tout dans la crise de domination de l'impérialisme US.

L'AGGRAVATION DE LA CRISE ECONOMIQUE ET SOCIALE AUX USA, ET LEUR REPERCUSSION INTERNATIONALE, NOTAMMENT EN EUROPE

Le gouvernement Clinton est aujourd'hui contraint de gouverner pour conserver la prédominance des intérêts financiers des USA dans des conditions qui aggravent l'instabilité des autres régimes et, pour commencer, ceux de l'Europe elle-même.

Aujourd'hui, l'impérialisme américain - pivot et coeur du système impérialiste mondial - est pris à la gorge par la crise de décomposition du système capitaliste dans son ensemble. Sa place à l'échelle mondiale l'amène à concentrer toutes les contradictions et, en lançant une offensive visant à la défense prioritaire de ses propres intérêts, à entrer en contradiction ouverte avec les besoins des autres impérialismes.

Tel est le contexte général aujourd'hui des relations entre les Etats-Unis et la CEE, où celle-ci se plie systématiquement aux exigences de Washington. Carla Hills, représentante commerciale du gouvernement Bush, avait fixé clairement les méthodes et les buts

à suivre : "Ouvrir les marchés étrangers avec une barre à mine". Mickey Kantor, successeur au poste de Carla Hills dans le gouvernement Clinton, ne dévie pas de cette ligne lorsqu'il déclare : "Le temps est fini où nous pouvions subordonner nos intérêts économiques à notre politique étrangère". Et Laura d'Andrea Tyson, chef des conseillers économiques de Bill Clinton, de préconiser pour les Etats-Unis un "unilatéralisme commercial agressif". C'est ainsi que l'impérialisme américain a imposé un "accord" à la fin de l'année dernière sur les diminutions des subventions aux produits agricoles et sur la limitation de la production européenne d'oléagineux, qui fait partie du pré-accord sur le volet agricole du GATT.

C'est ainsi que "les exportations agricoles subventionnées [...] devraient être réduites de 21 % par rapport aux performances moyennes de la période 1986-1990, c'est-à-dire, compte tenu des résultats des deux dernières années, de 25 à 30 % sur certains produits, notamment les céréales. Les Etats-Unis, qui subventionnent également leurs exportations dans ce domaine, avaient-ils à ce point besoin d'un "cadeau" de l'Europe ? Les chiffres sont parlants : en 1991-1992, sur un total mondial d'exportations de céréales de 198 millions de tonnes, leur part s'est élevée à 85,1 millions de tonnes contre 27,9 pour la Communauté.

Dix ans plus tôt, en 1981-1982, le total mondial était de 183,6 millions de tonnes ; la part des Etats-Unis, de 92,5 millions de tonnes ; et celle de l'Europe, de 17,9 millions de tonnes. Donc une hausse de 10 millions de tonnes pour la Communauté et une baisse de 7,4 millions de tonnes pour les Etats-Unis. Mais une situation encore très enviable pour les farmers américains, qui s'adjugent 44 % des exportations mondiales de céréales contre 13 %

pour l'Europe, alors que l'écart entre les productions est très inférieur : respectivement 20 % et 13 % de la production mondiale. L'accord de Washington, s'il est finalement entériné, va donc permettre de diminuer, sur les marchés, la part des céréales européennes subventionnées et d'augmenter d'autant, non pas les exportations des pays tiers mais celles des céréales américaines subventionnées, ce qui, compte tenu des volumes respectifs, représentera, en valeur absolue, un montant d'aides publiques à l'exportation supérieur pour les Etats-Unis à ce qu'il est pour l'Europe." (*Le Monde Diplomatique*, décembre 1992).

On peut aisément prévoir les situations explosives créées par ces diktats qui ont toutes les allures des "projets d'ajustement structurel" que les USA ont l'habitude d'imposer aux pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie par le biais du FMI et de la Banque mondiale.

Or, le "contentieux agricole" ne concerne que 11 % des échanges commerciaux dans le monde, et les autres terrains de discussion ont à peine été abordés. Il y a eu l'imposition par Washington des droits "anti-dumping" et compensateurs aux importations de certains types d'acier en provenance de sept pays de la CEE, laquelle entend procéder à la suppression de 50.000 emplois supplémentaires dans la sidérurgie de ses Etats membres. Aussi, alors que le géant de l'aéronautique américaine Boeing annonce une chute de ses bénéfices et la suppression de 28.000 emplois, le gouvernement Clinton décide de lancer une offensive contre l'industrie aéronautique des pays de la CEE en leur reprochant de subventionner l'Airbus. Et la porte des marchés publics américains des télécommunications, des équipements électriques, des transports et du traitement de l'eau se fermera devant

les entreprises européennes, auxquelles Washington reproche la préférence tarifaire dont elles bénéficient dans les marchés publics des pays de la CEE, avec l'entrée en vigueur le 1er janvier d'une directive établie à ce sujet par Bruxelles.

En effet, Mickey Kantor a annoncé début février que si la CEE, au plus tard le 22 mars, ne renonçait pas à cette directive, toute commande d'équipements électriques, de transports et de télécommunications de l'Etat fédéral à des entreprises européennes serait interdite. M. Kantor a d'ailleurs souligné qu'il s'agissait là des "actions initiales" et a affirmé : "Nous n'hésiterons pas à faire respecter notre droit à être traités équitablement". L'enjeu étant en fait la pénétration par les sociétés américaines des marchés publics de la CEE, lesquels représentent 10 à 15 milliards de dollars par an. Si l'interdiction américaine est appliquée, elle concernerait dans un premier temps environ 50 millions de dollars de ventes d'Etats membres de la CEE aux Etats-Unis, mais elle pourrait être étendue annuellement à un ensemble de produits européens représentant 500 millions de dollars.

La brutalité avec laquelle l'impérialisme US fait pression pour structurer le marché mondial en sa faveur aggrave toutes les tensions et contradictions entre les USA et les impérialismes de la CEE. Ceux-ci doivent à la fois défendre leurs positions déjà rétrécies, et en même temps ils ne peuvent agir que dans les limites déterminées par leur dépendance à l'égard de l'impérialisme US, "gardien de l'ordre mondial", position qu'il occupe dans le cadre du déclin et de la décomposition généralisée de l'impérialisme. C'est pourquoi toutes les bourgeoisies tentent de transférer sur leurs populations laborieuses les conséquences de ces pressions accrues.

LA "CRISE" S'INSTALLE AU COEUR DE L'EUROPE : L'ALLEMAGNE REUNIFIEE

La "prospère Allemagne" était censée constituer le "modèle" de la capacité du capital à intégrer "par le haut" les populations et les économies soumises auparavant à la domination bureaucratique. C'était la référence en matière d'intégration du mouvement ouvrier aux règles et à la discipline de la gestion capitaliste.

Or, le 26 mars dernier, ce sont 100.000 sidérurgistes et métallurgistes venus de toute l'Allemagne qui ont manifesté à Bonn pour s'opposer aux 40.000 suppressions d'emplois qui les menacent et à la remise en cause des conventions collectives à l'Est, préparant l'attaque contre les conventions collectives dans toute l'Allemagne.

Au moment où se préparait la marche sur Bonn, un "Pacte de solidarité" était conclu entre les représentants du gouvernement Kohl et les dirigeants du SPD. Ce "Pacte de solidarité" est fondé sur l'acceptation de la baisse du niveau de vie (*"Les Allemands de l'Ouest devront ramener leur niveau de vie à ce qu'il était au début des années 80"*), explique ainsi l'ancien chancelier social-démocrate Helmut Schmidt). La marche sur Bonn des 100.000 sidérurgistes est l'expression du total rejet de ce "Pacte" par les travailleurs allemands.

En réalisant leur unité, à l'Est comme à l'Ouest, avec leurs organisations, au travers de grèves et de manifestations qui se sont multipliées depuis des semaines, les travailleurs allemands ont créé les conditions pour que la direction de l'IG Metall (le syndicat des métallos) appelle à cette marche sur Bonn. Cette marche est une manifestation contre les plans de la CEE et contre la politique de tous les Etats membres de la Communauté et a une signification politique très importante pour toute

l'Europe, y compris les pays de l'ex-URSS. L'importance actuelle de la situation en Allemagne tient à ce que, au coeur de l'Europe, la classe ouvrière numériquement la plus importante et la plus organisée est confrontée à une situation où ont fusionné les problèmes politiques de l'Europe de l'Est comme de l'Ouest. Contre les plans de destruction de l'emploi et des acquis sociaux, appliqués à l'Est comme à l'Ouest, les métallos de toute l'Allemagne viennent d'indiquer le chemin pour une issue. Ils savent qu'il n'y a pas d'avenir en dehors de la défense de l'emploi et des salaires.

Par leur unité, avec leur syndicat, ils avaient obtenu au lendemain de la réunification de l'Allemagne une convention garantissant l'alignement des salaires de l'Est sur ceux de l'Ouest. Ils ont ainsi montré que, pour les travailleurs, il ne peut y avoir d'unification de l'Allemagne, et donc de l'Europe, que dans le cadre d'un développement économique et social. Le patronat allemand et le gouvernement Kohl viennent de remettre en cause ces accords, car la loi du profit qu'ils défendent ne laisse plus aucune place au développement de l'économie. Ce sont ceux qui soutiennent les accords de Maastricht qui, en Allemagne, veulent diviser la classe ouvrière et maintenir les bas salaires de l'Est, montrant ainsi leur impuissance à unifier économiquement et socialement le pays.

Car la République Fédérale n'a jamais eu l'intention d'"avalier" la RDA. Jusqu'à la dernière limite, ils ont essayé d'éviter l'inévitable. Mais la mobilisation des masses ouvrières à l'Est a balayé toutes les résistances, entraînant l'effondrement du régime Honecker (déstabilisé par les développements en URSS), abattant le Mur de Berlin, dans des conditions où des millions d'Allemands de l'Ouest se sont reconnus dans le mot d'ordre : "*Wir sind das Volk !*" (Nous sommes le peuple !)

A partir de là tout a basculé. Tout l'équilibre institutionnel de la RFA, fondé sur la cogestion dans le cadre d'une Allemagne divisée, forme spécifique de collaboration des organisations de classe indépendantes avec le capital le plus puissant d'Europe, sur la base de sa prospérité et donc des concessions réelles que ces organisations étaient capables d'arracher pour le compte de la classe ouvrière la plus puissante d'Europe.

A propos de la crise de l'acier, le journal *La Tribune* du 26 mars dernier, se faisant le porte-parole du FMI et de la CEE, se plaint amèrement que "*l'Allemagne compte encore de nombreuses aciéries que le "consensus" capitaliste du pays a mises à l'écart des prises de contrôle et des fusions pendant de longues années*". *La Tribune* met le doigt sur le principal : le "*consensus capitaliste*" est terminé, les diktats du FMI doivent s'appliquer coûte que coûte au risque de provoquer la rupture de tous les équilibres politiques en Allemagne.

Les origines de la crise actuelle sont parfaitement résumées dans la citation de cet article du *Handelsblatt* : "*Les entreprises ouest-allemandes disposent d'un potentiel de liquidités qui suffirait à lui seul à financer trois réunifications (...). Sur le marché financier, le capital atteint aujourd'hui des rendements de 9 % (...). Dans ces conditions, pourquoi investir dans la production ? Cela ne vaudrait la peine que si l'Allemagne de l'Est était capable d'offrir des avantages substantiels, favorisant des importations ; c'eût été le cas, par exemple, si les salaires étaient restés nettement en dessous du niveau de ceux de l'Ouest.*"

Mais voilà, la classe ouvrière allemande s'est réunifiée dans ses organisations. Elle exige les mêmes salaires, elle se défend. C'est un ébranlement total.

Les élections de Hesse ont été, début mars, un coup de semonce.

Personne ne s'est trompé sur la portée de l'avertissement. L'électorat ouvrier a rejeté la politique du SPD, il a rejeté à l'avance la politique du "Pacte de solidarité", provoquant cette "déroute exceptionnelle, amère, considérable" pour employer les termes mêmes de son président, B. Engholm.

Le journal *Die Zeit* avait alors écrit : "Désastre pour le SPD en Hesse. Ce vote des électeurs est un refus du Pacte de solidarité". De nombreux militants et responsables régionaux du SPD ont élevé la voix contre Engholm : "La majorité des membres du SPD de Hesse est d'accord. Il faut que la direction nationale tire les conséquences de ces élections". "Il faut que le SPD se mette davantage à l'écoute des petites gens" a dit le Premier ministre SPD, Eichel. Et le député Karsten Voigt d'ajouter : "Il faut que le SPD défende de nouveau les positions des travailleurs". Le maire SPD de Hassel s'est même ouvertement prononcé contre "la politique du Pacte de solidarité".

Le 26 mars, ils étaient 100.000 à Bonn à manifester dans l'unité, à l'appel de leur syndicat, faisant pression sur leur direction pour se servir de l'organisation qui les rassemble dans l'unité, contre la direction du SPD qui venait de signer le "Pacte de solidarité" avec Kohl. Ils étaient 140.000 métallos en grève, à l'appel de l'IG Metall, les 1er et 2 avril, dans les Länder de l'ex-RDA ... exigeant le rétablissement de la convention collective, garantissant l'augmentation de 20 % de rattrapage, l'annulation des suppressions d'emplois et des fermetures de sites, contre les impératifs de l'économie de marché, traçant les contours pour toute la classe ouvrière européenne d'un véritable plan de relance de l'économie.

La position du président de l'IG Metall, Steinkühler, s'identifie à celle de son appareil. Sa puissance est liée à la force exercée par la classe dans le cadre du "consensus

capitalistique", de la cogestion. C'est la raison de sa politique de volte-face successives. Les exigences du nouvel ordre mondial sont en train de miner le cadre institutionnel et les bases mêmes de la puissance de l'IG Metall, provoquant une crise sans précédent et des contradictions multiples au niveau des sommets de l'appareil, ouvrant de gigantesques possibilités à la classe ouvrière engagée dans la bataille pour préserver son organisation de classe et ses positions. Quand Steinkühler, pour défendre ses prérogatives et la place qu'occupait jusqu'à maintenant son organisation, appelle à la grève, ce sont 140.000 métallos qui s'en saisissent pour la défense de leurs propres intérêts, pour leur indépendance de classe et font la grève la plus importante depuis 60 ans à Rostock, Leipzig, ... etc. En quoi ces développements nous projettent-ils au cœur des problèmes posés dans toute l'Europe ?

Ce que patronat et gouvernement font en Allemagne, la Commission de la CEE et tous les gouvernements le font dans toute l'Europe : fermer les usines, diminuer les salaires, liquider les acquis sociaux. Défendant emplois et acquis sociaux, se battant pour l'ex-tension à tous des meilleures conquêtes, les travailleurs d'Allemagne démontrent que dans toute l'Europe, c'est la classe ouvrière et elle seule qui est capable de construire une véritable unité européenne, basée sur la défense de l'emploi, des salaires, des acquis sociaux, sur la défense des conquêtes démocratiques et sur des rapports de libre coopération entre les peuples.

DANS TOUTE L'EUROPE : LA MEME RESISTANCE

Tirant toutes les leçons des combats sociaux en cours en Allemagne, on saisit mieux le lien qui existe entre les mobilisations ouvrières et populaires qui se multi-

plient et se développent au fil des mois dans toute l'Europe.

En Angleterre, le gouvernement Major avait décidé la fermeture de 31 puits de mines, pour démanteler ce qui reste de l'industrie minière. Une fois de plus, les spéculateurs allaient pouvoir bénéficier de la privatisation des puits les plus rentables par la liquidation de tout un secteur productif. En conséquence bien sûr, des milliers de licenciements, la ruine de villes et de régions entières dans un pays dont le paysage industriel sinistré illustre concrètement la destruction de l'économie productive.

Mais l'immense manifestation de soutien aux mineurs à Londres, à l'appel des mineurs et de leur syndicat, pour la défense de tous les emplois, contre toutes les privatisations, la plus puissante mobilisation enregistrée en Angleterre depuis que la lutte contre la Poll Tax a eu raison de Thatcher, cette manifestation a contraint Major à temporiser.

Il annonce aujourd'hui la fermeture immédiate de 13 des 31 puits. Mais le 2 avril, à l'appel de la NUM et des syndicats des chemins de fer, les travailleurs de la mine et du rail ont débrayé ensemble pour 24 heures contre les plans de privatisations et de liquidation d'emplois. La grève a été totale dans les chemins de fer, pas un train n'a roulé.

En Espagne, ce sont les paysans qui ont marché massivement sur Madrid en défense de la terre, parce qu'ils refusent de la mettre en jachère quand des peuples entiers meurent de faim.

Le 2 avril, à l'occasion de la journée d'action appelée par la CES (Confédération Européenne des Syndicats), à l'appel de leurs organisations syndicales, 200.000 travailleurs suédois ont manifesté à Stockholm contre la loi diminuant les allocations de chômage qui vient d'être votée par le Parlement.

Le même jour en Italie, 13 mil-

lions de salariés arrêtaient le travail alors que le 27 février, ils étaient 300.000 à manifester à Rome. Le 19 mars, c'était en Belgique que les syndicats appelaient à une manifestation nationale, en défense notamment de l'indexation des salaires, le président du syndicat FGTB menaçant le gouvernement de grèves si l'index (échelle mobile des salaires) était remis en cause. En France, c'était fin mars, les actions des marins pêcheurs que "le libre marché" des accords de Maastricht conduit à la ruine. C'était début avril 60.000 manifestants à Lyon pour la défense des droits syndicaux.

Il y a quelques mois, c'était en Roumanie une manifestation populaire contre la politique du gouvernement alors qu'en Pologne les grèves de mineurs s'étendaient. En Russie également où Eltsine est tout aussi rejeté par les masses que ne l'était Gorbatchev.

C'est dans tous les pays d'Europe que, semaine après semaine, s'accumulent des explosions sociales, des grèves, des manifestations témoignant du rejet massif d'une politique qui a comme seul contenu la liquidation de tous les acquis sociaux, la destruction massive d'emplois, la précarisation croissante des travailleurs, en particulier de la jeunesse.

LE RÉSULTAT DES ÉLECTIONS EN FRANCE, UNE MATERIALISATION DE LA CRISE EN EUROPE

Les élections législatives en France n'ont pas donné lieu, comme l'a parfois affirmé la presse, à un raz de marée de la droite. Les partis de la bourgeoisie ont eu moins de voix qu'en 1981 lorsqu'ils avaient été battus. Non, le fait marquant de ces élections a été avant tout l'effondrement sans précédent du PS rejeté par l'électorat ouvrier et populaire qui ne s'est pas tourné vers les partis bourgeois. 30 % d'abstentions, plus de 2 millions de votes blancs et nuls :

c'est avec approximativement 25 % des électeurs inscrits que les partis traditionnels de la Ve République (RPR et UDF) dominent de manière écrasante l'Assemblée. Sans aucun doute, c'est là la sanction d'une politique de soumission servile aux besoins du capitalisme. Mais c'est aussi l'expression d'une crise profonde, d'une crise politique qui ne se manifeste pas qu'en France, mais dont l'expression en France effraie tous les commentateurs : *"Ce vote semble refléter un malaise profond évident dans l'ensemble de l'Europe occidentale où les gouvernements aussi bien de droite que de gauche sont les cibles du mécontentement général de la population"* (New York Times).

Par ailleurs, gouvernant dans le cadre d'institutions en crise (crise aggravée par le rejet populaire), la marge de manoeuvre du couple Mitterrand-Balladur face à la guerre commerciale lancée par les États-Unis se trouve réduite, avec toutes les conséquences prévisibles d'explosions sociales, du fait de la nouvelle "majorité" au Parlement. Cette majorité, composée de représentants de la bourgeoisie française, aura en effet une tendance plus importante à s'opposer aux exigences américaines, qui ferment au capital français la porte de secteurs sans cesse croissants du marché mondial. Mais dans le même temps, cette "résistance" ne peut être effective. Car, le sens même de l'existence du gouvernement Balladur-Mitterrand (et donc du maintien de Mitterrand), c'est la conscience aiguë que l'impérialisme français ne pourra pas contester les exigences des États-Unis, et donc la nécessité dans ces conditions d'amener Balladur à s'élever au-dessus de la droite majoritaire. C'est ce qu'indiquait par ailleurs un journal français au lendemain des élections : *"la vraie cohabitation sera entre le couple Balladur-Mitterrand et la nouvelle majorité parlementaire ..."*. Résultat : des institutions déjà

déstabilisées parce que le président (centre du pouvoir) a vu sa "majorité" s'effondrer, vont de plus supporter les conséquences politiques de la crise inévitable au sein même de la "nouvelle majorité".

De manière immédiate, la perspective internationale du gouvernement Mitterrand-Balladur ne se distingue guère de la perspective des gouvernements Mitterrand précédents : d'abord et avant tout mettre en oeuvre Maastricht et toutes les directives de la CEE. Ce qui n'est pas sans soulever nombre de contradictions. D'une part, est réaffirmée "la solidité du couple franco-allemand". D'autre part, est évoquée la nécessité d'une renégociation de la PAC et du GATT, tout en affirmant que *"le traité d'union européenne a été ratifié et que "maintenant il faut avancer"*. Interrompu dans son discours par les délégués RPR exigeant *"Delors, dehors !"* Balladur n'a pas répondu. Les contradictions existent et ne font que se développer entre les intérêts de certains secteurs du capital financier français et des gros propriétaires agraires, et les besoins généraux du capital tels que les expriment les instances de la CEE et du FMI. L'un des ingrédients majeurs de la crise du bonapartisme en France, c'est le rétrécissement de la place spécifique de l'impérialisme français. La crise mondiale tend en effet à le reléguer en situation de capitalisme de seconde zone, les impérialismes les plus puissants accentuant leur pression pour amener le gouvernement français à accepter nombre de sacrifices ... contradictoires aux intérêts immédiats de sa propre base sociale.

La question centrale pour l'impérialisme français est celle de la préservation de ses institutions, comme seul cadre permettant de mettre en oeuvre les attaques contre la classe ouvrière et la jeunesse. Préserver les institutions de la Ve République, c'est sauver

l'Etat dont elles sont l'enveloppe.

Car, et Balladur le reconnaît : *"il y a crise de l'Etat qui ne joue plus de façon satisfaisante son rôle de garant de l'ordre social"*. Dès lors, la classe dominante se trouve confrontée à une contradiction : d'une part, les formes institutionnelles ne répondant plus aux rapports de force réels entre les classes, il faudrait pouvoir les modifier pour sauver l'essentiel, l'Etat ; d'autre part, toute modification de l'enveloppe institutionnelle risque, en période de crise, de bouleverser tout l'équilibre, à commencer par l'Etat lui-même et de favoriser l'irruption des masses. Cette contradiction, Mitterrand et Balladur vont tenter de la surmonter de concert, en optant, non seulement pour le maintien, mais encore le renforcement des institutions bonapartistes, précisément dans ce qu'elles ont de plus contraire à la démocratie. Ce qui rend en effet les institutions de la Ve République particulièrement impropres à résoudre les problèmes auxquels le capital financier est confronté, c'est leur caractère inachevé. Celui-ci s'exprime à la fois dans la persistance des partis politiques, et aussi et surtout dans l'incapacité à détruire les institutions de la démocratie ouvrière (incrystées dans l'Etat bourgeois) que sont les organisations syndicales indépendantes, les conquêtes telles que la Sécurité sociale ... etc. Chaque fois que la Ve République a tenté de pousser jusqu'au bout l'intégration des organisations syndicales, cette tentative s'est brisée sur la résistance de la classe ouvrière et de ses organisations, se retournant généralement contre ses auteurs.

UNE CRISE DE DOMINATION POLITIQUE DANS TOUTE L'EUROPE

Sous l'effet de la mobilisation des masses résistant aux plans destructeurs de l'impérialisme, des contradictions entre les différents impérialismes, et de l'instabilité

généralisée du système, tous les gouvernements sont entrés dans une profonde crise.

Dans ces conditions, la crise de l'Etat implique de s'attaquer aux conquêtes et institutions ouvrières que sont notamment les syndicats ouvriers, les caisses de Sécurité sociale, le droit à l'instruction ... Dans cette période de crise généralisée, la domination politique de la bourgeoisie tend à prendre une forme bonapartiste, y compris dans les pays de démocratie parlementaire, où elle emprunte des procédés bonapartistes.

Exemplaire est le cas de l'Italie. Reconstitué après la guerre sur une combinaison de la Démocratie chrétienne et de la Maffia dans un processus encadré par l'impérialisme américain, l'Etat italien a toujours pu compter sur la direction du PCI pour empêcher le mouvement ouvrier de dégager une issue au niveau du pouvoir. Cela n'a pas empêché que le développement pratiquement institutionnalisé de la corruption ait fini par devenir un facteur de paralysie en contradiction avec les besoins actuels de l'Etat. Mais l'incapacité de réformer ce régime s'est révélée dans l'opération "mains propres" et son impasse : le nombre extraordinaire d'arrestations, d'inculpations, de suicides et de démissions de dirigeants politiques et économiques ; la tentative du gouvernement, pris d'effroi devant ce qui risquait de conduire tout autant à la déstabilisation, d'imposer une loi équivalant à l'amnistie ; le refus de la présidence de la cautionner, pour éviter sans doute que l'incapacité de l'Etat à éradiquer sa propre corruption n'éclate comme un scandale plus évident encore que tous les autres. C'est véritablement la tendance à l'effondrement de l'Etat qui se manifeste, alors que les manifestations se succèdent depuis des mois contre les plans d'application de Maastricht, la dernière en date (fin février) ayant rassemblé 300.000 person-

nes à Rome. Que l'explosion des affaires de corruption soit directement liée au degré atteint par la décomposition de l'Etat n'est pas l'apanage de l'Italie, même si c'est dans ce pays qu'elle est la plus spectaculaire. Partout, notamment en France, en Espagne, en Belgique, "les affaires" éclatent les unes après les autres.

En Espagne, la prise en charge de la continuité du franquisme et des plans de la CEE a conduit le PCE et le PSOE au bord de l'effondrement, sans que, pour autant, les partis de la bourgeoisie soient en mesure d'imposer seuls les plans de fermetures et de recul social qu'exige la CEE. Le gouvernement PSOE et la bourgeoisie ont ainsi été incapables d'imposer à la classe ouvrière le "pacte social" signé avec les dirigeants de l'UGT et des CCOO. C'est dans ce contexte de crise que F. Gonzalez a été contraint d'appeler à des élections législatives anticipées. Les marches sur Madrid des mineurs, des sidérurgistes, puis des paysans, expriment la force de la résistance ouvrière et paysanne à l'origine de la crise qui frappe tous les partis soutenant la couronne et le régime lui-même.

Tandis qu'en Grande-Bretagne, le régime subit toujours les ondes de choc des mobilisations contre la Poll Tax qui ont eu raison de Thatcher dont la politique a dévasté l'économie du pays. En s'attaquant frontalement aux syndicats, Thatcher avait aidé la direction du Labour Party à se dégager de leur emprise, ce qui lui a permis de mettre en avant une politique facilitant le maintien au pouvoir des conservateurs.

La vague qui a eu raison de Thatcher montre que ce partage des tâches a commencé à s'épuiser. Le gouvernement Major a dû reculer précipitamment sur la fermeture des mines, alors même que les mineurs représentent

aujourd'hui une force sociale nettement plus réduite qu'à l'époque où Thatcher réussissait à imposer des fermetures massives.

L'EFFONDREMENT DU STALINISME ET L'ACCELERATION DE LA CRISE DE LA SOCIAL- DEMOCRATIE

L'explosion du PCUS, si elle n'est pas signifiée pour autant la disparition de la bureaucratie comme telle (ses diverses fractions se reconvertissant en agents directs du FMI), a en tout cas eu comme conséquence immédiate l'explosion de l'appareil stalinien à l'échelle mondiale portant à leur paroxysme la crise de tous les PC et réduisant considérablement ou supprimant, selon les pays, leur capacité à exercer un contrôle sur une fraction importante du mouvement ouvrier ...

En même temps, privés de centre international, les appareils des PC qui survivent s'orientent vers la prise en charge directe d'une politique correspondant aux besoins de leur bourgeoisie nationale, alors qu'auparavant cette prise en charge résultait de leur lien de subordination à l'appareil du Kremlin. Cela conduit certains d'entre eux à une intégration directe dans "l'Internationale socialiste" (comme l'ancien PCI italien, le PSD), d'autres comme le PCF se situant ouvertement sur le terrain de "l'économie de marché". Certaines fractions issues de la décomposition des PC (comme *Refondazione* en Italie) ou certains PC nationaux aux forces très réduites occupent une place plus spécifique d'obstacle à la constitution d'organisations ouvrières indépendantes, ce qu'ils font de toute manière comme couverture de la social-démocratie.

De larges fractions des directions des partis staliniens, sous couvert de "rénovation" passent directement sur le terrain de l'association capital-travail. P. Herzog (PCF)

écrit par exemple dans *L'Humanité*: "Dès aujourd'hui, le travail doit disputer la gestion au capital. Il doit le faire par une bataille acharnée pour obtenir le partage des pouvoirs et faire prévaloir d'autres prédominances. Une telle orientation exige confrontation et coopération avec le capital". Coéquent avec cette orientation, P. Herzog a constitué un "Club" de réflexion avec des représentants du CNPF (Centre national du patronat français).

Du fait de la crise de l'appareil international du Kremlin, la social-démocratie a dû occuper une place centrale dans tout le dispositif nécessaire aux gouvernements bourgeois pour tenter de priver le mouvement ouvrier de sa capacité de résistance. Aussi bien dans chaque pays que dans les institutions de la CEE elle-même, dont Jacques Delors, dirigeant du PS français, est le président. Là où ils sont au gouvernement, les partis socialistes ont été les artisans zélés du recul social, ce qui les a placés en situation d'affrontement direct avec les travailleurs. Il en résulte une crise qui dans certains pays atteint l'effondrement total, comme en France, en Italie, en Espagne où la montée de l'abstention devient un phénomène massif, indiquant l'amorce d'un processus de recherche d'une issue. En France c'est à la fois le président Mitterrand et le supposé présidentiable Rocard qui en appellent à la liquidation du PS. En Italie la combinaison d'une politique anti-sociale et de la corruption frappe le PS à son sommet. En Espagne tout indique la voie d'un effondrement, le parti se réduisant de plus en plus aux fonctionnaires de l'appareil d'Etat et à leurs obligés.

Mais même là où elle est dans l'opposition parlementaire, comme dans la majorité des pays d'Europe, la social-démocratie est tellement engagée dans une politique visant à entraver la capacité de

résistance des masses, à boucher toute issue politique aux travailleurs, que la crise s'y exprime aussi. Notamment par une modification de ses relations avec la classe ouvrière dans le sens où celle-ci, en recherchant la voie d'une politique indépendante, entre en conflit de plus en plus violemment avec l'appareil social-démocrate, ce qui se réfracte dans les syndicats qu'il contrôle. Cela conduit à une situation où le contrôle des masses par ces appareils se desserre. Ainsi en Allemagne, la marche sur Bonn le 26 mars, imposée par la pression de multiples manifestations, malgré des opérations ouvertes de division lancées par certains dirigeants sociaux-démocrates influents dans l'IG Metall.

En Angleterre, John Smith, dirigeant du Labour Party, a fait début février des déclarations allant dans le sens de l'union nationale : "Nous avons besoin à la fois des marchés et d'un gouvernement actif". L'ancien ministre Tony Benn répondait : "On dirait qu'on demande au Labour de se démanteler pour entrer dans un gouvernement de coalition". Pour le journal financier français, "La Tribune" (9 février 1993) tout va se jouer sur "la capacité du Parti travailliste à rompre ses liens organiques avec les syndicats dont il est issu, et qui pèsent toujours aussi lourd dans le choix de ses dirigeants et dans son financement". En France, le Parti socialiste a connu depuis les élections législatives les conséquences de son échec électoral. S'étant pendant douze ans transformé en instrument de mise en oeuvre de la défense des institutions de la Ve République, le Parti socialiste le paie aujourd'hui, dans le processus de destruction qui le frappe.

Certes, Fabius a prétendu opposer à Rocard la nécessité de reconstituer le Parti socialiste sur des bases de parti. Mais cela

signifierait remettre en cause l'existence des institutions de la Ve République qui, par essence, sont contraires aux fondements mêmes de la démocratie (dont l'existence de partis politiques est un élément), ce que, naturellement, Fabius n'est pas prêt à faire.

Le "Big Bang" de Rocard est de ce point de vue l'expression même du bonapartisme cherchant la voie de son achèvement, en accomplissant ce qui par essence le caractérise, la liquidation des partis et, sous la forme du "partage du travail", l'intégration des syndicats.

C'est ainsi - alors que ce n'est pas une nécessité du point de vue de l'arithmétique parlementaire - que le PS dans l'opposition est conséquent avec sa politique dans la majorité, c'est-à-dire la défense de la politique anti-ouvrière menée par Balladur dans le prolongement de celle de Béréguoy.

LA QUESTION DE L'INDEPENDANCE DES SYNDICATS

"Pactes de solidarité", "partage du travail", "l'austérité aujourd'hui pour avoir des emplois demain". Toutes ces formules recouvrent une même réalité : la tentative de détruire les acquis des classes ouvrières d'Europe, de précipiter une fraction croissante de la population européenne dans le chômage, et avant tout de détruire les fondements mêmes du mouvement ouvrier en y associant les organisations syndicales.

Ce n'est pas la moindre des conséquences de la crise qui secoue la social-démocratie, principal instrument du capital au sein du mouvement ouvrier organisé, que cette modification profonde des relations entre le capital, ses exigences meurtrières et les syndicats à l'échelle internationale. A quoi il faut ajouter les effets déstabilisateurs pour le capital du véritable effondrement de la FSM,

contrôlée par la bureaucratie de Moscou. En effet, le contrôle qu'exerçait la social-démocratie sur une partie du mouvement ouvrier s'appuyait sur le facteur de division "institutionnalisé" (et parfaitement intégré) que constituait l'existence de fédérations mondiales "concurrentes".

Pour ne citer qu'un exemple : en Afrique, c'est en prétendant éviter la division entre la CISL et la FSM qu'avait été constituée l'OUA (Organisation de l'Unité des Syndicats Africains) qui interdisait à tous ses membres l'affiliation internationale, empêchant ainsi tout lien des syndicats avec la lutte de classe internationale. Avec l'effondrement de la FSM (et le soulèvement généralisé des peuples et des travailleurs contre les dictatures), tout ce mécanisme a été modifié. L'affiliation à la CISL est devenue générale.

L'affaiblissement des possibilités d'emprise de la social-démocratie sur le mouvement syndical, l'effondrement de l'appareil international du stalinisme placent l'ensemble des organisations syndicales dans une situation nouvelle. Toutes les institutions officielles du grand capital se voient obligées de se passer d'intermédiaires politiques pour imposer directement aux organisations syndicales leurs exigences destructrices. Ainsi, fait sans précédent, au mois de juin 1991, Michel Camdessus, directeur général du FMI s'adressait à une réunion de l'OIT (Organisation Internationale du Travail regroupant représentants du patronat, des syndicats et des gouvernements). Il y affirmait : *"L'économie mondiale peut secréter l'épargne nécessaire pour faire face à ses besoins, à deux conditions : il faut que l'ajustement soit universel, il faut que les gouvernements de tous les pays rivalisent dans l'élimination des dépenses improductives (...) Songeons une fois de plus à notre expérience présente en Europe*

(pour) aider à la mise en place de structures nouvelles nécessaires : mécanismes de dialogue social et des systèmes de relations professionnelles fondées sur la participation". Il est clair que le "message" était avant tout adressé aux syndicats dans le but de les convaincre de mettre en place des structures permettant l'élimination de ce que le FMI appelle des "dépenses improductives", c'est-à-dire en fait les budgets sociaux, les emplois.

Il s'agit de tout autre chose que les mécanismes paritaires existant dans de nombreux pays d'Europe comme par exemple en Allemagne la "cogestion". Que ce soit précisément en Allemagne que le patronat vienne de dénoncer - brutalement et unilatéralement - une convention salariale officielle signée avec le plus puissant syndicat indique suffisamment ce que le FMI inclut dans la notion de "relations professionnelles fondées sur la participation". C'est véritablement exiger des syndicats une prise en charge de la régression sociale, ce qui signifie non pas une continuité des systèmes de relations sociales qui existaient sous des formes diverses (et quelle que soit l'opinion que l'on puisse avoir à leur égard), mais bien une rupture brutale de ces relations pour imposer aux organisations ouvrières - tout particulièrement aux syndicats - de se subordonner aux plans des gouvernements, et donc de cesser d'être véritablement des syndicats. Dès après la visite de M. Camdessus, l'OIT a d'ailleurs publié un rapport intitulé "Programme et budget pour la période biennale 1992-1993" qui n'est rien d'autre qu'un catalogue de mesures pratiques pour entraîner les syndicats dans l'acceptation de la diminution des "dépenses à caractère social".

Ces exigences sont inacceptables. C'est ce que l'on voit en Afrique par exemple, avec le refus généralisé des syndicats de se soumettre aux tentatives de liquidation des Codes du Travail exigée par la Banque mondiale et le FMI.

Ces contradictions nouvelles s'expriment dans une prise de distance avec les exigences centrales du FMI et de la Banque mondiale. Ainsi on peut lire dans une récente édition de la revue *Le Monde du Travail Libre* (organe de la CISL) :

"La croissance mondiale est restée faible, le chômage a augmenté, le secteur financier est instable et sali par la fraude, le commerce inté-rieur illicite et d'autres activités illégales. [...] La menace ne pèse pas uniquement sur les pays d'Europe centrale et de l'Est. Le rapport de la CISL indique que de telles théories économiques constituent une menace pour tous les travailleurs de la planète et qu'au-cun pays n'a surmonté l'application, même partielle, de la potion "dérégulation et gouvernement minimaux".

Bien que les grandes divisions politiques internationales se soient estompées, le fossé entre riches et pauvres s'élargit. Selon les chiffres du BIT, cités dans le rapport, le salaire minimum réel en Amérique latine a chuté de 25 % dans les années 80. Dans la plupart des pays africains, le salaire moyen d'un ouvrier urbain ne suffit pas à couvrir les besoins élémentaires d'une famille. La croissance spectaculaire de plusieurs pays asiatiques n'a pas changé grand-chose à la pauvreté qui hante les bidonvilles et les villages. Les chiffres relatifs à l'Europe occidentale et à l'Amérique du Nord indiquent qu'entre 10 et 15 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté à cause du chômage et de la réduction des politiques d'accompagnement social. [...]

Dans les pays industrialisés, les jeunes représentent 20 % de la main-d'oeuvre mais également une proportion non négligeable des chômeurs, allant de 22 à 60 % selon les pays. Les chiffres des pays en développement sont pires puisque là, entre 27 et 73 % des sans-emploi ont moins de 25 ans.

Les pays en développement sont encore liés par le remboursement d'une dette contractée le plus souvent par des dictateurs militaires avides d'arsenaux militaires ou par une élite corrompue pressée de voir gonfler son compte en banque. Il semble que les fuites de capitaux d'Amérique latine atteignent environ la moitié de la dette totale de la région.

[...] Le rapport critique durement la Banque mondiale et le FMI et ajoute que ces institutions devraient endosser leur part de responsabilité dans l'échec des programmes qui n'ont souvent été appliqués "qu'aux dépens d'un coût social et humain intolérable et compromettant sérieusement les perspectives de développement à long terme."

Une décennie de programmes d'ajustement structurel et d'austérité s'est soldée par un échec complet."

CONCLUSION

Les profonds bouleversements que connaît aujourd'hui l'humanité tiennent à ce que l'ordre mondial tel qu'il avait été fondé à Yalta et à Potsdam a été disloqué par le mouvement des masses cherchant sous les formes les plus diverses à s'émanciper partout dans le monde des régimes d'exploitation et d'oppression. Le système de la propriété privée des moyens de production étant entré dans sa phase de putréfaction spéculative et parasitaire, le stalinisme facteur décisif de l'ordre contre-révolutionnaire mondial s'étant définitivement effondré, l'impérialisme se trouve dans l'incapacité d'imposer un quelconque "nouvel ordre mondial" dont il devrait assurer la responsabilité. Le développement des guerres et de la dislocation de toutes les institutions existantes à l'échelle internationale en est une expression.

Dans cette nouvelle situation les peuples, les travailleurs, leurs organisations sont confrontés à des problèmes nouveaux et difficiles. Des Etats nationaux, cadres d'institutions et de législatures issues de conquêtes positives, sont désintégrés comme conséquence des exigences meurtrières du FMI et de la Banque mondiale. La "précarité", la déréglementation deviennent facteurs de concurrence entre Etats contre le mouvement ouvrier.

Les "délocalisations" deviennent le moyen pour un capital sans frontières de faire pression pour niveler tous les droits et garanties par le bas. La pression pour intégrer les organisations de la classe ouvrière aux plans destructeurs (ce qui signifie en fait leur destruction comme organisations syndicales) s'accroît et prend des formes toujours plus sophistiquées: "accompagnement social des mesures de restructuration" ou autres "implications actives aux processus de la transition démocratique".

Mais en même temps, tout témoigne de la réalité d'un mouvement en profondeur, qui voit la classe ouvrière internationale chercher par tous les moyens à se réapproprier ses organisations, en tirant les leçons du passé.

C'est ce qui donne toute sa signification au travail opiniâtre pour assurer la réussite du rassemblement international contre les privatisations, le pillage et les guerres, le 20 juin prochain à Paris, ainsi que celle de la Conférence mondiale ouverte qui rassemblera des délégués d'origines politiques diverses venus de tous les continents, et de la Conférence mondiale des sections de la IVe Internationale (CIR) qui posera la question de la proclamation de la IVe Internationale.

La situation en Bulgarie

par Victor Lepage

L'article que nous publions dans ce numéro de *La Vérité* a été rédigé de février à juillet 1992. Il fait partie d'une étude en cours sur la situation dans les pays de l'Est et dans l'ex-URSS.

Nous avons estimé devoir le présenter tel quel, bien que, depuis sa rédaction, la situation et les événements aient évolué. Le chapitre XI, rédigé en mars 1993, fournit quelques indications sur cette évolution.

Cet article est consacré à la Bulgarie, mais on verra que ce pays est représentatif de la débâcle économique et politique organisée conjointement, sous la direction du FMI, par la nomenklatura et le capitalisme financier international dans tous les pays de l'Est et de l'ex-URSS.

- I - LA BULGARIE D'AUJOURD'HUI

C'est un fait : l'appareil d'État n'a pas bougé. La police secrète, le ministère de l'Intérieur, les tribunaux, la justice, la "nomenklatura économique", la bureaucratie de l'administration sont toujours en place.

Il faut signaler que, physiquement, ce sont les mêmes individus qui hier investissaient l'État bureaucratique et qui aujourd'hui investissent l'État prétendument démocratique.

"L'opposition" aujourd'hui au pouvoir avec la bénédiction des USA est largement composée de politiciens issus de la nomenklatura, qui néanmoins a dû procéder à une "épuration" très limitée, surtout dans ses plus hauts sommets. C'est ainsi qu'en se camouflant dans "l'opposition" ils sont arrivés à duper les couches populaires, qui ont encore des illusions et l'espoir de voir régler les problèmes.

Les bureaucrates estiment naturelle leur volonté de rester en place, leur principal argument étant le suivant : c'est bien normal,

durant quarante-cinq ans nous n'avons pu réaliser qu'une carrière très limitée. Aujourd'hui les perspectives ouvertes par la restauration capitaliste de la propriété privée des moyens de production leur donnent des ailes, et surtout de larges possibilités d'enrichissement. C'est ce qui explique leur conversion aux lois du marché, avec une rapidité apparemment stupéfiante.

Pour ne prendre qu'un exemple : un dénommé Vassilev, ancien "scientifique" d'un ancien institut "idéologique" du système bureaucratique, s'est converti en président de la commission parlementaire de la Sécurité nationale. Il déclare que cette conversion est motivée par l'adaptation nécessaire aux nouvelles conditions. Pour lui, il faut y voir la preuve que les cadres de l'ancien système sont parfaitement capables d'évoluer ... Durant des dizaines d'années, ces gens, "cadres" du parti et de l'État, ont publiquement juré leur fidélité au "socialisme réel", ce

prétendu socialisme qui consistait, en expropriant les masses du contrôle démocratique de la propriété sociale, à se constituer comme caste privilégiée. Un moment interloqués par la perestroïka de Gorbatchev, ils ont compris que l'impasse du système bureaucratique ne permettait plus de camoufler leur position sociale. Dès lors, en Bulgarie, dans les pays de l'Est, dans l'ex-URSS, en Chine, "parfaitement capables d'évoluer" ils se sont convertis à "l'économie de marché". Constatons, ce qui n'est pas pour nous étonner, qu'à l'échelle internationale les "cadres" de ce qui a été dénommé le "mouvement communiste mondial" ont suivi, avec les "rénovateurs" et autres "reconstructeurs", la même évolution.

Le 10 novembre 1989, à la suite de la chute du Mur de Berlin, c'est la chute du dictateur stalinien Jivkov, en place depuis trente-cinq ans. Deux gouvernements vont se succéder sous la présidence de Loukhanov, dont la biographie est parfaitement illustratrice : membre du bureau politique, c'est un ancien vice-Premier ministre, dirigeant du secteur économique et financier du régime Jivkov. Il a immédiatement compris le sens du changement et s'est empressé de s'affirmer "social-démocrate". Corrompu parmi les corrompus, Loukhanov croit avoir trouvé son point de ralliement dans la IIe Internationale (Internationale socialiste), dont le vice-président Andres Perez, le très corrompu président du Venezuela, est représentatif des individus qui composent sa direction. Cela, dans une situation où le passage de l'économie de la propriété sociale à l'économie de la propriété privée des moyens de production entraîne chômage, hausse des prix, et aggrave considérablement les conditions de vie des masses populaires.

La grève de novembre 1990 entraîne la chute du second gouvernement Loukhanov. Ce dernier arrivera encore à se faire élire dé-

puté, mais sera arrêté le 9 juillet 1992, le procureur général ayant demandé la levée de l'immunité parlementaire. Malgré tout, les accusations portées contre lui seront d'une portée limitée : il aurait, comme dignitaire du PC bulgare et de l'ancien gouvernement, transféré de l'argent aux mouvements inféodés à Moscou d'Afrique et d'Amérique latine. Le procureur général omettant soigneusement de mentionner l'argent directement empoché par Loukhanov. L'arrestation de Loukhanov est motivée, d'un côté, par le mécontentement général suscité dans la population par la politique de réformes économiques, et, de l'autre, par les règlements de compte, cause et résultat des crises politiques incessantes qui secouent l'édifice étatique (1).

Examinons donc comment se présente aujourd'hui la situation au niveau de l'État.

Après l'éviction de Loukhanov en novembre 1990, un gouvernement national a été constitué sous la direction d'un dénommé Popov, qui était magistrat sous le régime Jivkov. Ce gouvernement groupe alors le PC bulgare et l'opposition dénommée Union des forces démocratiques (UFD).

Le 13 octobre 1991, après l'une des nombreuses crises qui secouent les régimes de transition "pacifique" vers "l'économie de marché et la démocratie", les élections donnent une majorité limitée à l'opposition et, quatre semaines plus tard, se constitue un premier gouvernement de l'UFD, dont le Premier ministre sera l'avocat Philippe Dimitrov.

Ce gouvernement, émanation de partis et groupes qui se sont rassemblés comme "opposition", est constitué de cinq avocats, quatre économistes, un spécialiste du "socialisme réel". Les autres viennent de l'Institut de philosophie et de littérature. Tous sont issus des instituts idéologiques de l'ancien

régime, véritables laquais intellectuels de la dictature. Ils sont âgés de 35 à 70 ans, mais leurs biographies commencent toutes en 1990, car ils n'osent avouer ce qu'ils disaient et faisaient auparavant.

Par exemple, le ministre des Affaires étrangères était professeur dans une école de la police secrète. C'est un juriste, professeur de droit constitutionnel, qui a fait ses études à Moscou. N'oublions pas que personne ne pouvait être avocat sans être accrédité par la police secrète et sans se soumettre à ses exigences.

Le ministère de l'Intérieur emploie actuellement 50 000 à 60 000 personnes, policiers de l'ancien régime, toujours en poste. Le nouveau ministre de l'Intérieur, Sokolov, également avocat, a rayé 81 personnes sur ces 50 000 à 60 000, dont 17 pour raisons politiques. Il a opéré des nominations dans les conditions suivantes: pour avancer dans la hiérarchie, il faut avoir été fonctionnaire de la police et avoir travaillé durant dix ans dans les mêmes services... Ce sont donc de "bons professionnels", comme on le voit. Ils ont parfaitement servi la dictature : ils sont donc bons pour le service dans le nouveau régime "démocratique".

La nomenklatura décomposée en clans

Dès avant la chute de Jivkov, les contradictions et les divergences se manifestaient dans la nomenklatura, dont les membres cherchaient une issue pour leurs propres intérêts de bureaucrates, pour leur propre sauvegarde. Aujourd'hui, après la chute de Jivkov, la nomenklatura a cru trouver l'issue dans la restauration capitaliste. Mais les réformes économiques dictées par le FMI renforcent tous les facteurs d'instabilité sur tous les plans : économique, politique, social. De nouvelles contradictions s'ajoutent aux anciennes, et le tout

crée une situation de décomposition qui voit la constitution d'une multitude de nouveaux clans qui se recourent, s'imbriquent, s'associent aux anciens clans du temps de Jivkov, voire du temps de Staline. Tous ces clans cherchent à accaparer les sources de richesse et les instruments du pouvoir d'État.

Par ailleurs, ces clans eux-mêmes ne sont pas homogènes (il serait d'ailleurs erroné d'estimer qu'hier la bureaucratie agissait sur une politique homogène). Il s'ensuit une aggravation de la décomposition politique. C'est ainsi que le nouveau gouvernement de l'UFD (opposition) s'attelle à s'ouvrir la voie dans l'appareil d'État, lequel reste largement aux mains de clans issus de l'ancienne nomenklatura. Les conflits les plus sévères se multiplient en permanence, se traduisant dans les combinaisons les plus sordides tant entre les clans et partis de la coalition gouvernementale qu'à l'intérieur de chacun d'eux, chacune des composantes de l'UFD voulant, pour sauvegarder ses intérêts de caste, asseoir ses propres positions dans tous les secteurs de la vie économique et politique.

Combinaisons et alliances ne cessent de se faire et de se défaire ; il en résulte une paralysie de tout l'appareil d'État, une aggravation incessante de la crise politique sur fond de délabrement économique.

Un fait parmi une multitude d'autres démontre parfaitement l'impasse politique du gouvernement. Il y a deux ans a été intenté un procès contre l'ancien chef de l'État et du PC, Jivkov, accusé officiellement d'avoir puisé à pleines mains dans le budget public (ce qui est exact, même s'il n'est pas le seul...).

Ce procès est toujours en cours, Jivkov est toujours en liberté. Il n'hésite d'ailleurs pas à déclarer, lorsqu'il est interviewé par les médias occidentaux et nationaux : *"Je suis le père de la nation, un jour l'histoire reconnaîtra mes*

mérites. Je n'ai rien à moi." Jivkov a été condamné à sept ans de prison et demande un pourvoi en cassation. Ses juges et procureurs, qui n'ont fait témoigner à son procès que des complices, ne l'ont accusé que de corruption individuelle -- corruption dont, pour certains, ils étaient bénéficiaires. Jamais dans le procès n'a été abordée la base de cette corruption : les procès, les assassinats, les camps, l'exploitation sans fin des richesses du pays et la soumission à la politique du Kremlin. Il vit chez sa petite-fille, dans une villa. Sa famille vit ailleurs. Le petit-fils de Jivkov, bien que poursuivi, s'est rendu aux USA et y a demandé la nationalité américaine. Le gouvernement bulgare ne demande pas son extradition. La Roumanie n'est pas le seul pays à avoir connu des "Ceausescu"...

Poursuivons l'examen de la situation réelle qui a succédé au "socialisme réel". Les diplomates des pays de l'Est, chacun le sait, ont toujours été des espions subordonnés au KGB. Nombre de ceux qu'avaient nommés Jivkov continuent de représenter le nouveau gouvernement bulgare. Si certains ambassadeurs ont été remerciés, le personnel diplomatique est resté en place. Rappelons que, dans le système bureaucratique constitué à l'époque de Staline, bien souvent le chauffeur ou le concierge de l'ambassade étaient directement liés à l'appareil international du KGB, dont la filiale bulgare était une des pièces maîtresses.

Quant aux diplomates qui ont cessé leur activité officielle, ils la poursuivent dans le domaine économique et financier en Occident. Ils constituent, particulièrement en Autriche, en Angleterre, en Belgique, en Afrique du Sud, des firmes en s'alliant avec le capital étranger. Les capitaux placés par la nomenklatura dans des circuits financiers au Luxembourg et en Suisse s'élèveraient à 25 milliards de dollars. Comparez avec la dette extérieure de la Bulgarie : 12 mil-

liards de dollars... Nous y revenons.

Une première approche se dégage du tableau des contradictions engendrées depuis la perestroïka initiée par Gorbatchev. Il s'agit d'un processus qui vise à organiser une transition vers l'économie de marché, vers la restauration de la propriété privée des moyens de production. Dans le cours de ce processus, nous voyons l'appareil d'Etat se décomposer, la nomenklatura n'ayant pas d'autre issue, pour tenter de conserver ses privilèges, que de se soumettre à ses maîtres impérialistes.

C'est ainsi par exemple que Colby, ancien directeur de la CIA, a séjourné en Bulgarie début janvier 1992. En véritable maître, il a convoqué à Sofia une réunion de tous les chefs des polices secrètes et des services de renseignement des pays de l'Est, y compris de l'ex-URSS. Les décisions sont restées secrètes, mais l'une d'elles est apparue dans la presse : l'envoi aux USA de policiers et "KGBistes", rebaptisés à présent, comme on dit en Bulgarie, "policiers dépolitisés" et "démocrates", pour se former aux traditions policières du monde libre ! Il en est de même pour les officiers de l'armée.

Ajoutons que Colby est revenu à Sofia une deuxième fois, en mars 1992. Devant le même forum, sous le patronage et en présence du président bulgare Jeleu et d'autres dignitaires de la hiérarchie "démocratisée", il a prononcé un discours. Il a défini en substance, devant ce parterre d'ex-KGBistes et "nouveaux démocrates", les nouvelles bases idéologiques de ces policiers défenseurs du monde libre, du nouvel ordre mondial, de la "démocratie" et des "droits de l'homme". Colby est expert en la matière : il a dirigé les opérations de police durant la guerre du Vietnam. La CIA dans son ensemble est, on le sait, non moins experte dans la défense des droits de l'homme à Panama et ailleurs, aux

États-Unis mêmes, comme on l'a vu à Los Angeles...

Le peuple bulgare constate avec philosophie : il y a quelques années c'était le KGB qui envoyait de Moscou des conseillers pour former au "socialisme réel" les policiers de Bulgarie (et de tous les pays de l'Est) ; aujourd'hui, c'est aux conseillers américains qu'incombe cette tâche hautement "démocratique". Ainsi, deux conseillers du gouvernement ont été fonction-

naires de la CIA : Alexiev, le conseiller aux affaires extérieures, à l'économie, aux finances et aux investissements étrangers, et Constantin Michev, conseiller en politique intérieure. Et cela est valable dans toutes les institutions de l'État, y compris économiques et financières.

Signalons enfin que la chaîne américaine CNN forme actuellement les futurs dirigeants des médias bulgares.

- II -

**LA DETTE EXTÉRIEURE, INSTRUMENT
DE LA RESTAURATION CAPITALISTE
ET DE LA RÉACTION POLITIQUE**

[Instrument de la nouvelle colonisation du pays]

C'est la Deutsche Bank, agissant au nom du FMI, qui gère la dette extérieure de la Bulgarie, laquelle atteint 12 milliards de dollars. Le premier gouvernement Loukhanov a décidé unilatéralement un moratoire des paiements. La Deutsche Bank a refusé. Cependant, le pays, son économie, ses finances sont dans un tel état de faillite que le gouvernement de coalition qui a succédé à Loukhanov a demandé l'annulation de la dette, arguant qu'elle était imputable à la gestion du régime Jivkov.

Le FMI a refusé. Il est intéressant de signaler l'argument utilisé par le FMI. Enjoignant au gouvernement d'assumer la dette, il lui déclare : Vous êtes les représentants de la continuité de l'État, c'est à vous de payer. Dès lors, des négociations sont ouvertes entre le FMI et le gouvernement. Elles se déroulent dans le secret le plus complet ; la presse a néanmoins signalé que le FMI a lancé un ultimatum, mais personne ne connaît ni le contenu de cet ultimatum, ni les décisions prises.

Les gouvernants sont dans l'impasse. Les combinaisons financières de toutes sortes asphyxient

littéralement le pays. Il y a certes un grain de vérité (et plus qu'un grain d'ailleurs) dans la position de l'agence internationale du capital financier qu'est le FMI : non seulement la nomenklatura à peine "déstalinisée" est au pouvoir, mais sa fonction et sa place ont précisément été, comme on le constate dans l'ex-Union soviétique, dans les pays de l'Est et en Chine, de se constituer en caste bureaucratique, fourrier de la restauration capitaliste. Aujourd'hui, la nomenklatura démantèle à son profit la propriété d'État, constitue des sociétés mixtes avec le capital étranger.

C'est ainsi que le FMI exige le paiement d'une dette que deux générations ne sauraient payer. Rien ne démontre mieux l'impasse de la restauration que les propos d'un expert de la Deutsche Bank qui, d'un côté, déclare : vous devez payer la dette, sinon vous ne recevrez aucune aide et cela vous conduira à la faillite ; et, de l'autre : si vous payez la dette et les intérêts, vous ferez également faillite, car de toute façon toute perspective de développement est impossible. Tout ce que vous produirez ira au paiement de la dette

et de ses intérêts, sans aucune possibilité d'investissement dans l'économie.

Ce cynisme n'a d'égal que celui des gouvernants bulgares, qui ont osé proposer d'échanger l'économie nationale pour l'extinction de la dette. On peut résumer en quelques points la situation où le pays a été amené par les tenants du "socialisme réel", qui aujourd'hui engagent le pays sur la voie de la restauration capitaliste.

1) Les premiers actes des gouvernements qui ont succédé à Jivkov ont offert toutes facilités à "l'investissement étranger". Il n'y a aucun investissement, mais les gouvernants continuent de prétendre que cela fera venir des capitaux étrangers.

2) Le gouvernement a promulgué une loi sur la restitution des biens de l'ancienne bourgeoisie, prétendument pour garantir la "paix sociale". Ils parlent de restituer la terre aux héritiers des propriétaires fonciers, remettant ainsi en cause les réformes agraires antérieures, dont celle de Stamboulüski, qui dès les années 1920 avait limité la propriété à 30 hectares. Stamboulüski, leader du Parti paysan (parti des petits paysans), a payé de sa vie sa réforme agraire : il a été assassiné en 1923 sur ordre du tsar de Bulgarie. Le gouvernement actuel décide de supprimer cette limitation et envisage de restituer des centaines et milliers d'hectares aux héritiers des grands propriétaires fonciers.

Le gouvernement fait croire aux paysans, aux héritiers des anciens petits paysans, que malgré les difficultés juridiques (disparition des titres de propriété, etc.), ils auront à nouveau accès aux terres de leurs ancêtres, et essaie ainsi de créer une base à la restauration.

Au nom de la restauration de la propriété aux grands propriétaires (en réalité, ils n'étaient que quelques centaines en Bulgarie), il

s'agit de faire croire que peuvent s'installer de grandes firmes industrielles, et de faciliter le rachat par des spéculateurs des petites fermes de 5 hectares ou moins.

Les gouvernants ont d'ailleurs institué des commissions de restitution de la propriété, dont les travaux aboutissent à faciliter l'adjudication à la nomenklatura des titres de propriété, en vue de s'approprier directement une partie des meilleures terres.

Les procès et règlements de comptes se multiplient, entraînant pillage et chaos. La nomenklatura se vend à elle-même, pour des sommes symboliques, les tracteurs et autres matériels agricoles des kolkhoziens. Par exemple, la presse a signalé la "vente" d'un tracteur pour 300 levas, soit quinze paquets de cigarettes...

3) Le gouvernement prépare la privatisation, mais il ne sait par où commencer. Avec l'artisanat ? Mais les artisans ont disparu. Les gouvernants entendent vendre aux enchères la propriété d'Etat à ceux qui ont de l'argent, nomenklaturistes et capitalistes étrangers.

A quoi s'ajoute la restitution des immeubles, magasins, etc., à leurs anciens propriétaires ou à leurs héritiers. Ils pensent reconstituer de cette manière une classe de capitalistes composée d'anciens propriétaires, de nomenklaturistes qui deviendront capitalistes privés liés aux capitalistes étrangers.

4) Les chantiers navals, la métallurgie, l'électronique, l'industrie d'armement, l'industrie des machines-outils, ont perdu les marchés de l'URSS et des pays de l'Est. Mais par crainte des masses ouvrières, les gouvernants hésitent à fermer ces branches. Ils espèrent y parvenir "en douceur", dans le temps, petit à petit.

Dans toutes les autres branches, les dégraissages, les licenciements se multiplient. Par exemple, dans

le bâtiment : dans une région, sur 6 000 ouvriers, il en reste 1 200. 80% ont été licenciés. Tous les secteurs de l'économie sont atteints, mais on constate qu'il y a bien moins de licenciements dans la bureaucratie administrative.

5) La situation est la suivante au moment où nous écrivons : 500 000 chômeurs fin 1991, 12% de la population active. Prévisions pour 1992 : un million, 24% de la population active. Les chômeurs sont indemnisés pendant neuf mois, d'une manière dégressive (de 90% à 40% du salaire du dernier mois). Les premiers chômeurs entrés dans ce système sont arrivés en fin de droits en décembre 1991. Ceux-là n'ont plus aucune couverture sociale.

La "restauration" ne s'arrête évidemment pas aux domaines économique et social, mais s'accompagne de mesures politiques qui ont une signification précise. Le gouvernement a réhabilité et restitué leurs titres à cinq académiciens du temps du tsar.

Parmi eux, le Professeur Alexandre Tsankov, chef du coup d'État du 9 juin 1923 contre le leader paysan Stamboulüski, alors Premier ministre et auteur de la réforme agraire, qui a été décapité sur l'ordre de Tsankov. Ce dernier est décédé en Argentine.

Autre réhabilitation, celle du Professeur Bogdan Filov, ancien

Premier ministre en 1942/1943 puis régent de Siméon II, fils du tsar, après la mort de celui-ci en 1943. Filov était un hitlérien. Après la chute de la monarchie bulgare s'est tenu un tribunal du même type que celui de Nuremberg. Avec le prince Cyril, frère du tsar, et d'autres, Filov a été exécuté. Réhabilité.

Les gouvernants préparent — la continuité de l'État l'exige — une loi pour réhabiliter tous les agents d'Hitler, de Himmler et de Goering, criminels de guerre. C'est ainsi que, sous la direction de l'impérialisme, les gouvernants préparent une restauration politique pour restaurer la propriété privée des grands moyens de production.

Autant dans la politique de restauration des héritiers des familles se sert-on de l'ancienne élite du pays, autant la cheville ouvrière de cette politique, la base humaine de la restauration, reste la bureaucratie.

Il ne s'agit pas même de restaurer la misérable démocratie nationale bulgare qui existait avant le coup d'État militaire du 19 mai 1934 ; et, si la lutte de classe des ouvriers et des peuples ne leur barre pas la route, les gouvernants, la nomenklatura, le capital étranger verraient d'un bon œil, comme nous le montrerons, s'instaurer une dictature fascisante et monarchiste.

- III -

"L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ" EN PRATIQUE

Il y a quatre ans, selon les statistiques officielles de l'ONU, le revenu moyen du Bulgare était de 6000 dollars par an (environ 2 500 F par mois). Un an après la chute de Jivkov, le revenu moyen s'établissait entre 4 000 et 4 500 dollars par an (environ 1 900 F par mois). Pour l'année 1991, selon les statis-

tiques de la Banque mondiale, le revenu annuel moyen est tombé à 2 250 dollars (un peu plus de 940 F par mois), soit une perte de plus de 60 %. Devrait-on en conclure que la situation était meilleure du temps de Jivkov ? La réponse est ailleurs : c'est la politique économique de Jivkov, dictée par la bu-

reaucratie du Kremlin et aggravée par la nomenklatura, qui a créé les conditions de l'effondrement actuel.

Il faut rappeler qu'en Occident, durant ce qu'on a appelé les "trente glorieuses", c'est-à-dire dans les années 1950, 1960 et 1970, il y eut indéniablement, sur la base du volant d'entraînement de l'économie d'armement, une hausse mondiale du pouvoir d'achat, consécutive aux luttes de la classe ouvrière et des peuples. Et pourtant, tout naturellement, les contradictions du système de la propriété privée des grands moyens de production ont entraîné la crise mondiale qui n'en finit pas de s'aggraver. C'est dans le cadre des lois économiques ré-gissant le marché mondial que l'on peut comprendre, à partir des faits, la situation dans tous les pays du monde et dans chacun d'entre eux. L'objet de cette étude n'est pas d'analyser la situation de l'économie mondiale mais, plus modestement, de montrer où ont conduit les pseudo théories du "socialisme dans un seul pays", dont les adeptes sont aujourd'hui devenus les chauds partisans de l'économie de marché et de la restauration capitaliste : successivement apôtres du "socialisme dans un seul pays" puis du "socialisme réel", ils ont conduit à la perte considérable du revenu par habitant, à l'abaissement du pouvoir d'achat réel des travailleurs.

Cela dit d'une part, sur le marché mondial, l'économie bulgare n'est pas compétitive. La destruction du Comecon a rendu "disproportionnée" et caduque une grande partie de l'appareil industriel bulgare, ce qui aggrave encore le manque de compétitivité de l'économie du pays. Les gouvernants cherchent à contrebalancer cette situation par des exportations à des prix dits concurrentiels, fondés sur une véritable spoliation du travail conduisant à une perte de substance de toute l'économie nationale. D'autre part, le FMI, la Banque mondiale imposent un

cours du leva (monnaie nationale) qui facilite considérablement le pillage de l'économie entraîné par le rétablissement capitaliste de l'économie de marché et l'ouverture au monde dit "libre". Pour bien comprendre : si en France il faut environ 1 dollar pour acheter un litre d'essence, en Bulgarie il ne vaut que 25 cents. Pour un kilo de fromage, il faut en France environ 10 dollars, et seulement 1 dollar en Bulgarie. Ce qui ne signifie pas que les Bulgares sont détenteurs d'un meilleur pouvoir d'achat (on a vu qu'il est au contraire en train de s'effondrer). Cela signifie que le cours du dollar permet au gouvernement bulgare d'exporter sur le marché mondial à un prix inférieur, et au capital étranger d'acheter des immeubles en Bulgarie pour des sommes quasiment symboliques.

Nous assistons donc, avec la restauration capitaliste à un véritable pillage de l'économie, dont les conséquences peuvent être mesurées dans le fait suivant :

Pour une famille de quatre personnes, il faudrait actuellement, en Bulgarie, selon les estimations les plus basses, un revenu annuel de 225 000 levas. Le revenu moyen réel d'une telle famille de quatre personnes se situe aujourd'hui de 36 000 levas.

Un simple calcul montre que cette famille voit son pouvoir d'achat amputé de 84% par la nomenklatura des maffieux (sur lesquels nous reviendrons). Les gouvernants, qui organisent cette spoliation, n'en expliquent pas moins à la population plongée dans la détresse : il est impossible d'augmenter les salaires et de baisser les prix, les travailleurs doivent accepter tous les sacrifices nécessaires pour accéder, dans un avenir d'ailleurs incertain, au "paradis" de l'économie de marché.

La réinsertion de l'économie bulgare dans l'économie mondiale structurée sur la propriété privée des grands moyens de production

passer par la destruction des monopoles d'État du commerce extérieur et intérieur, ce qui s'accompagne d'une augmentation de dix fois et plus du prix des objets de première nécessité.

Une économie maffieuse

Prenons un exemple pour montrer comment les choses se sont passées avec le monopole de la viande. Celui-ci a été divisé en treize filiales, chacune avec son PDG, la bureaucratie se multipliant ainsi elle-même par treize. Chacune de ces treize filiales conserve le monopole d'achat aux paysans privés et aux kolkhoziens, les prix étant dictés par le gouvernement. Les P-DG ont dit aux paysans et kolkhoziens : *"Nous n'avons pas les sommes nécessaires pour acheter votre production."* Il en a résulté, dans un premier temps, une quasi-cessation de toutes les activités. Parallèlement, les treize PDG, en collaboration avec la nomenklatura et les spéculateurs, ont créé 700 firmes privées d'exportation, lesquelles ont raflé la production en imposant aux paysans des prix surbaissés, pour revendre la viande à l'étranger avec un énorme profit. Un kilo de viande acheté 12 levas (un demi-dollar), soit une demi-journée de travail d'un salarié bulgare, est exporté pour trois dollars — ce qui, sur le marché mondial, est un prix compétitif.

Où vont les profits accumulés par ce véritable pillage ? Deux de ces trois dollars par kilo, les maffieux cherchent à les placer en Occident ou dans les sociétés mixtes constituées avec les capitalistes, en particulier sous la direction de la BERD présidée par Jacques Attali (l'argent n'a pas d'odeur). Le reste est utilisé pour renouveler l'opération, et ainsi doubler les profits spéculatifs, avec la bénédiction des "hommes d'État" des gouvernements "démocrates" de toutes couleurs politiques.

Durant les années où sévissait le système bureaucratique de Jivkov, une grande partie de la population bulgare rêvait de l'Occident capitaliste et de son "opulence". En Bulgarie, le marché est maintenant ouvert aux marchandises de l'Occident capitaliste. D'une part, ces importations, vendues à prix d'or, ne trouvent pas d'acquéreurs puisque trop chères pour l'immense majorité de la population. D'autre part, se généralisent les importations de produits qui ne trouvent pas d'acheteurs dans les pays capitalistes. Ils sont vendus sur les marchés aux puces (qui se multiplient dans tous les pays de l'Est et en ex-URSS), dans des magasins de style "Tati pour Orientaux", mais à des prix prohibitifs, répétons-le, pour l'écrasante majorité.

C'est sur ces bases que se constitue la mafia de nouveaux riches qui cherche à tout exporter : les produits de bonne qualité, par exemple le vin, vendu en Angleterre 100 levas le litre, alors que les maffieux l'achètent à moins de 10 levas aux viticulteurs bulgares. Mais cela a son revers : ainsi, en Bulgarie, le prix des pommes de mauvaise qualité est deux fois plus élevé que celui des oranges importées. Auparavant, les oranges valaient quatre fois plus cher. La mafia a importé tant et plus mais, aujourd'hui, même à bas prix les gens ne peuvent plus les acheter et les oranges pourrissent sur les étalages.

La décomposition du système entraînée par la marche à la restauration capitaliste prend les formes maffieuses les plus révélatrices.

Il y a déjà des banques privées. La première a été fondée par un agent du régime bureaucratique, un dénommé Molov. Quelques années avant la chute de Jivkov, il est parti en Autriche comme faux réfugié, avec des capitaux que lui avait confiés la nomenklatura. Dès

le 10 mars 1988, avant la chute de Jivkov, il est revenu et a créé sa banque, qui est devenue la première banque privée du pays. Son chiffre d'affaires annuel : 36 milliards de levass, presque la moitié du budget du pays. Il a créé un trust de presse (la moitié de la presse est actuellement contrôlée par sa banque), il intervient dans l'industrie et le commerce. Lui et d'autres parvenus ne cachent pas leur richesse : Molov a loué le train particulier de l'ancien tsar pour parcourir le pays durant un week-end.

Une partie de l'opposition (UFD) a exigé le contrôle des comptes de cette banque. La commission a constaté, selon le rapport officiel, qu'une petite somme de 500 000 levass n'avait pas été déclarée aux impôts. Peu de chose, a dit Molov, qui s'est bien entendu acquitté de cet impôt sans que personne ne lui demande l'origine de ses capitaux — qui se chiffrent par milliards.

Molov a été, durant un temps, l'une des cibles de l'opposition. A présent, celle-ci fraternise avec lui, et le banquier est devenu un "bienfaiteur". Cet individu a pour gardes du corps d'anciens membres de la police secrète ; il finance l'actuelle bureaucratie syndicale dirigée par le monarcho-syndicaliste Trentchev.

Il serait possible de montrer la fusion qui est en train de se réaliser entre de hauts dignitaires de l'ancien régime, devenus maffieux, des représentants de l'opposition, de prétendus syndicalistes "indépendants", et les anciens directeurs de la nomenklatura, devenus "employeurs". Il serait également possible de montrer comment interfèrent sans cesse, à l'intérieur de ce que l'on pourrait appeler la recombinaison maffieuse, des conflits internes dans chacune de ses composantes et entre toutes les composantes. Les ennemis d'hier deviennent les amis d'aujourd'hui, et vice versa.

Un autre cas significatif : une compagnie d'aviation privée qui

organise avec des Airbus 320 des vols vers Taïwan et Singapour. Il ne s'agit pas de tourisme : pas un Bulgare ne peut évidemment se payer ces voyages. Ces vols servent à l'économie de la drogue. Personne ne pose la question : d'où vient l'argent ? Beaucoup de gens pensent que la Bulgarie, comme du temps de Jivkov, est le pays de transit de la drogue.

Loukhanov, comme on l'a vu, ancien Premier ministre, ancien membre du bureau politique, ex-ministre du Commerce extérieur, deux fois Premier ministre après la chute de Jivkov, est l'un des principaux organisateurs de cette mafia, basée sur les institutions et l'économie de l'État. Il a été, rappelons-le, avant la levée de son immunité parlementaire, élu député du Parti socialiste, de la tendance qui s'affirme "social-démocrate", couverture d'anciens dignitaires du PC.

Nous voyons ainsi comment, sur la base de l'économie de marché, la nomenklatura se constitue en véritable mafia de spéculateurs, appuyant et s'appuyant sur l'appareil d'État bureaucratique en décomposition, qui prend le contrôle de toutes les branches de l'économie nationale pour avancer vers la restauration de la propriété privée des grands moyens de production. Cette mafia, générée par la bureaucratie par essence "restaurationniste", se subordonne "naturellement" au capital étranger, lequel, non moins "naturellement", unit ses propres spéculateurs à ceux de la nomenklatura.

Ainsi, pour prendre l'exemple de la Russie, le spéculateur français Pellerin, qui en France baigne dans le scandale immobilier de La Défense à Paris, avait pris contact avec la nomenklatura des spéculateurs groupés autour d'Eltsine pour acheter tout un quartier de Moscou pour un dollar l'hectare. Il y aurait lieu d'analyser comment (sous la direction de ces institutions piliers de l'ordre mondial de

la propriété privée des moyens de production que sont le FMI, la Banque mondiale, le G7, la BERD, la police, l'armée, les partis bourgeois et de l'Internationale socialiste, les gouvernements de toutes couleurs politiques), dans l'économie mondiale où les forces productives étouffent dans le carcan de propriété privée des moyens de production, s'organise le système économique de la spéculation, de la drogue, des scandales financiers, une économie tendant toujours plus au parasitisme, détruisant à l'échelle mondiale et dans tous les pays, dans l'industrie comme dans l'agriculture, les bases matérielles de la civilisation humaine. Mais une telle analyse dépasse le cadre que nous nous sommes fixé.

Une autre conséquence de cette économie de la spéculation : en Bulgarie, cette mafia tente à toutes forces, avec ses prix devenus concurrentiels parce que spoliateurs, de s'ouvrir le marché mondial, en Grèce, en Italie, au Moyen-Orient, en Turquie et dans les pays de la CEE. Tous les bavardages des Delors et compagnie sur les beautés de la CEE sont concrètement éclairés : le pillage des paysans bulgares (et des autres pays de l'Est), organisé par la marche à l'économie de marché, est en même temps, avec les exportations à bas prix, une arme contre les paysans français, également voués à la faillite par les mesures prises au nom de la politique agricole commune.

Voilà ce qu'est l'Europe de Maastricht, qui détruit tout avenir aux

travailleurs des pays de "l'Europe des Douze" comme pour les populations des pays de l'Est. Voilà à quoi aboutit le maintien du système capitaliste en Occident et ailleurs, et la restauration dans les pays de l'Est, dans l'ex-URSS et en Chine, de la propriété privée des moyens de production. Chômage, misère organisés par le FMI, la Banque mondiale, la CEE. Privatisations, inflation, augmentation fantastique des prix et des loyers. Chômage, misère, appauvrissement généralisé : C'est le premier résultat de la politique dite de réforme économique, qui met en place, avec la bénédiction de l'Occident, l'économie maffieuse.

Les gouvernants déclarent : on ne peut rien faire contre la mafia. C'est là l'explication officielle, mais l'État, sous la direction des gouvernants, se transforme lui-même en une vaste mafia. Le capital étranger et celui de la nomenklatura instituent dans tous les domaines cette économie maffieuse : cuivre, métaux précieux, tabac, uranium, lait, fruits...

Prenons les médicaments : selon le nouveau ministre de la Santé, la production annuelle de médicaments en Bulgarie représente 300 millions de dollars. Or on manque de médicaments en Bulgarie, particulièrement les vieillards et les enfants : 90% de la production sont exportés pour les devises, et les 10% restants sont vendus à des prix inaccessibles à la majorité de la population.

- IV - UN DÉTOUR DANS L'HISTOIRE

Il peut sembler paradoxal d'évoquer une restauration monarchiste en Bulgarie, un demi-siècle après l'effondrement de la dynastie bulgare qui avait activement collaboré avec Hitler tout au long de la Deuxième

Guerre mondiale. Ce n'est pas là une des moindres responsabilités du stalinisme, qui a tout dévoyé, y compris la république, et jusques et y compris la haine de la population envers le fascisme et la

monarchie. Effroyable responsabilité de la nomenklatura que celle d'avoir sali toutes les bases du socialisme, pour arriver à ce que le capitalisme, le système de la propriété privée des grands moyens de production, puisse apparaître, malgré les maux qu'il engendre, comme le système de l'avenir ; pour que l'héritier de la sanglante monarchie des Cobourg-Gotha, près d'un demi-siècle après l'instauration de la République, puisse penser revenir s'asseoir sur son trône, avec l'appui de toute une série de politiciens maffieux qui occupent la scène en Bulgarie.

Pour le *New York Times* du 11 avril 1992, Siméon de Bulgarie est "un roi très bien informé". Son grand-père, qui savait parfaitement manœuvrer, avait organisé, pour protéger la base militaire et sociale de la monarchie, trois coups d'État et pas mal de massacres. Quant à son père, Boris III, la haine de la démocratie l'a conduit à tout entreprendre pour décapiter l'intelligentsia bulgare, ses mercenaires frappant ceux qui étaient incorruptibles, et tous ceux qui avaient du talent, poètes, écrivains, journalistes... ceux qu'il ne pouvait acheter. Il a régné pendant un quart de siècle, et à part les cinq années où le pays fut gouverné par le leader du Parti paysan Stambouliski, son règne fut un régime dictatorial et semi-dictatorial, avec l'interdiction des partis politiques, surtout dans les dix dernières années, à partir de 1934 où Boris s'acoquine avec le fascisme.

Un agent "bon marché" du régime hitlérien

Durant la guerre de 1939-1944, le roi a signé le pacte de l'Axis avec Hitler, Mussolini et le Mikado. Il a ouvert le pays à l'armée hitlérienne pour frapper dans le dos Grecs et Yougoslaves. En remerciement de ses bons et loyaux services, Hitler lui octroie la Dobroudja, province dévolue à la

Roumanie après la Première Guerre mondiale : La Dobroudja est alors partagée entre la Bulgarie et la Roumanie. Boris III a accaparé toute l'actuelle République de Macédoine, l'annexant à la Bulgarie, ainsi que la région grecque de la Thrace, pour s'ouvrir un accès à la mer Egée. Un journaliste américain, John Gunther, a écrit un livre intitulé "*L'Europe sans masque*". Dans le chapitre consacré à la Bulgarie, il établit, faits à l'appui, que Boris III a été dans les Balkans l'agent du nazisme "qui coûtait le moins cher".

L'armée bulgare a participé à l'occupation d'une partie de la Grèce et de la Serbie avec les forces hitlériennes, massacrant les populations, rasant les villages. En 1942, lors de l'insurrection de la ville grecque de Drama, la population civile fut prise en otage et massacrée à la mitrailleuse.

Signalons qu'après la guerre, malgré de nombreuses protestations des Grecs et des Bulgares, la bureaucratie installée par Staline a refusé l'extradition de certains dignitaires, civils et militaires, qui avaient participé à ces exactions. La bureaucratie les garda en prison un certain temps, et en utilisa ensuite un bon nombre dans ses services.

Le roi a déclaré la guerre symbolique contre les États-Unis et l'Angleterre (signalons qu'il n'a pas déclaré la guerre à l'Union soviétique), et l'armée américaine a bombardé Sofia : un bombardement de terreur, pas si intense que celui organisé par Churchill sur Dresde, mais également dirigé contre les populations civiles.

Boris III n'était pas un roi marionnette, il tenait le pouvoir. Il a sa légende : il a fait voter une loi sur le racisme, mais lorsque Hitler a demandé qu'on lui livre les juifs bulgares, l'Église (le patriarche était anglophile), certains savants, des personnalités, s'y sont opposés. "*Nous allons nous occuper nous-mêmes de nos juifs en constituant*

des camps de travail forcé", a décidé Boris III, tout en accaparant leurs biens. Il est vrai que les juifs bulgares n'ont pas été exterminés dans les fours crématoires. C'est ce qui permet à présent aux monarchistes de dire : "Nous sommes l'unique pays en Europe qui, grâce au roi, s'est opposé à Hitler sur la question juive." Argumentation bien connue, au nom de laquelle, en France, la législation anti-juive de Vichy déclarait opérer une distinction entre les juifs français et les juifs étrangers. Et en Bulgarie, les 11 000 juifs venus de Grèce et de Yougoslavie qui étaient intégrés au royaume ont été livrés à Hitler et liquidés dans les camps de concentration en Allemagne.

Boris III aurait donc dû être jugé comme criminel de guerre à Nuremberg, mais il était malin, suffisamment malin pour mourir en 1943. Cela dit, il est douteux qu'il eût été jugé...

Autre légende : Hitler l'aurait assassiné. Mais son médecin a établi qu'il était mort de mort naturelle. Cette légende permet toutefois de le présenter aujourd'hui comme un antifasciste !

Tout de suite après sa mort, le 28 avril 1943, a été constituée la régence avec le prince Cyril, son frère, le ministre de la Guerre, et l'ancien Premier ministre, l'académicien Bogdan Filov (voir sa réhabilitation dans un chapitre précédent).

La régence et le gouvernement ont poursuivi la politique menée par Boris, renforçant même les liens avec Hitler. L'année suivante, en 1944, l'armée soviétique est entrée en Bulgarie avec le slogan : "Les Bulgares se libèrent par eux-mêmes." Il y eut un coup d'Etat avec une colonne de chars. Fut alors constitué par le PC, le parti agrarien, le parti social-démocrate, le parti radical et une ligue militaire, un gouvernement de front patriotique contrôlé par Staline, 300 000 soldats soviéti-

ques stationnant en Bulgarie. Les dirigeants du PC ont décapité la régence, les députés, les ministres, avec une loi comparable à celle qui a constitué le tribunal de Nuremberg. Ils ont désigné une nouvelle régence (Siméon II avait à l'époque 7 ans) composée d'académiciens. Le premier était un philosophe membre du bureau politique du PC, le deuxième un juriste.

Cette régence a duré deux ans. Le 8 septembre 1946, un référendum donnait 94% de "oui" à la République. Actuellement, les supporters monarchistes de Siméon II refusent la légitimité de la République, déclarant qu'elle a été imposée par la "dictature communiste", ce qui n'est pas totalement vrai. Le PC, fort de la victoire sur Hitler, avait sans conteste, avant qu'il commette ses exactions bureaucratiques, une base de masse ; le parti agrarien, majoritaire dans la population, était républicain, et le parti démocrate comportait une aile républicaine. Son dernier secrétaire général, un républicain bourgeois, a voté contre la monarchie. Emigré depuis, il refuse aujourd'hui de rentrer en Bulgarie et condamne l'actuel Parti démocrate qui se prononce pour la monarchie : "Petit à petit, je deviens anarchiste", déclare-t-il.

Siméon II est parti en exil avec sa mère et sa sœur Marie-Louise. La famille est allée s'installer en Égypte, où elle est accueillie par le roi Farouk. Siméon II se dit aujourd'hui "monarque constitutionnel". Sa première éducation, il l'a reçue sous la dictature royale de Farouk, jusqu'en 1952. A cette date la famille a été accueillie dans cette autre grande "démocratie", l'Espagne de Franco. La mère a entretenu des relations étroites avec le shah d'Iran et Salazar. Elle a vécu dans le Portugal de Salazar, tandis que Siméon, chez Franco, se lançait dans les affaires, construisant dans l'Iran du shah une usine de conserves pour chiens et chats !!

Héritier des Saxe-Cobourg-Gotha, Siméon possède des châteaux en Autriche, en Allemagne... Une histoire édifiante : lorsqu'il était enfant, son père Boris avait placé 5 millions de livres sterling sur son compte ; persuadé que la dynastie serait éternelle, Boris avait stipulé que son fils ne pourrait utiliser cette somme qu'à 21 ans, et cela avec deux signatures : le prince héritier et le Premier ministre. Lorsque Siméon eut 21 ans, la somme, avec les intérêts, avait quadruplé. Le Premier ministre était alors un membre du bureau politique du PC, Anton Jougov : le "prince héritier" Siméon et le Premier ministre ont entamé des pourparlers secrets qui ont duré des années. Un accord a été signé, partageant la somme en deux parties égales.

Siméon a fait ses études au lycée, terminant ses classes secondaires à 24 ans... Il n'a pas terminé l'université. Il parle néanmoins des langues étrangères : français, allemand, espagnol, anglais, et a passé un an dans une académie militaire aux USA. Malgré la richesse familiale, Siméon se montre très avare.

Il n'a jamais aidé sa propre émigration monarchiste, en dépit de ses déclarations sur sa générosité.

Il a épousé une aristocrate espagnole, la reine Margarita, dont le père est mort pendant la guerre civile dans les troupes franquistes. Avec des exilés monarchistes, Siméon avait constitué un Conseil de 101 sages, éditant un manifeste et des brochures. A l'âge de 25 ans, après son retour des États-Unis, il dissout le Conseil, déclarant qu'il cessait toute activité politique, que les problèmes bulgares ne pouvaient être résolus par le peuple bulgare et que tout dépendait de Moscou : *"N'étant ni un rêveur, ni un guérillero, j'abandonne la politique, je roule mon drapeau, je vais faire des affaires."*

En effet, en 1961-1962, il a commencé à faire des affaires avec l'URSS, les pays satellites et même avec la Bulgarie de Jivkov. Bénéficiant de l'hospitalité du général Franco il ne voulait pas gêner les relations économiques, diplomatiques et politiques de l'Espagne franquiste ainsi que ses propres relations avec Moscou.

- V -

SIMÉON ENTRE SUR LA SCÈNE DE LA RESTAURATION DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE

Prudent, Siméon II s'est tu jusqu'à son cinquantième anniversaire. Il a attendu 1987, deux ans après que Gorbatchev eut pris le pouvoir en 1985, pour être "convaincu" par ses conseillers occidentaux, et par lui-même, des bienfaits de la perestroïka qui ouvrait la voie des "réformes économiques", se dirigeant vers l'économie de marché de la privatisation.

Il décide alors de parler. Dans une première déclaration (décembre 1987) il disait en substance : "Je n'ai pas abdiqué de mon trône, mais tout en Bulgarie dépend de

Moscou. Je maintiens les contacts avec mes amis bulgares, et même avec les dignitaires du PC. Mais je ne pose pas actuellement le problème de la monarchie, parce que c'est un problème qui relève de l'avenir. Je continue de m'occuper de mes affaires et de ma famille."

Mais la chute du Mur de Berlin entraîne celle de Jivkhov, et les radios occidentales, surtout la BBC et les radios américaines, ont commencé à lui donner la parole et à lui faire de la publicité. Les médias bulgares, encore totalement contrôlés par le PC, lui don-

nent également la parole. Par exemple, une longue interview a été publiée dans le journal du Front patriotique, contrôlé par le PC, et il y eut une autre interview d'une heure et demie à la télévision bulgare, alors entièrement contrôlée par le PC.

Les journalistes, qui affluent à Madrid pour rencontrer Siméon, publient les conversations avec lui sur "l'histoire" de la monarchie. Grosso modo, la position du roi est actuellement celle-ci : il est optimiste sur le "processus de démocratisation", parce qu'il croit aux aspirations créatives du peuple bulgare et de ses spécialistes éminents : économistes, techniciens, etc. Il cite même deux d'entre eux, Loukhanov et Piriniski, deux dignitaires du PC bulgare, comme d'éminents spécialistes.

Arrêtons-nous là pour quelques commentaires. La position de Siméon confirme clairement ce qui se dégage déjà des chapitres précédents : l'impérialisme mondial, plus particulièrement les USA, en étroite liaison avec la nomenklatura rénovée et maffieuse, cherche, pour restaurer la propriété privée totale des grands moyens de production, à assurer la "continuité de l'État". Pour ce faire, il faut à la CIA, avec Colby et Siméon, assujettir à l'impérialisme la nomenklatura, agence de la bureaucratie stalinienne.

Colby, Siméon, les maffieux de la bureaucratie arriveront-ils à leurs fins ? C'est là une autre histoire, celle qui se déroule sous nos yeux et qui voit déjà la politique "continuiste" mise à mal par les effondrements des États bureaucratiques en cours dans l'ex-URSS, en Yougoslavie, en Tchécoslovaquie.

Deux ou trois mois après la chute de Jivkov, Siméon s'est rendu à Munich, où réside un noyau de monarchistes et fascistes bulgares, qui après la guerre sont tous devenus "démocrates", travaillant

avec les services occidentaux. A cette rencontre ont participé, venus de Bulgarie, le président du syndicat Prodkrepa, le Dr Trentchev, et le prêtre orthodoxe Sabev. L'un et l'autre ont déclaré être émerveillés par l'intelligence de l'ancien roi. D'autres personnalités bulgares de l'opposition ont suivi, et ont rencontré le roi à Madrid. Notamment le président de l'Assemblée nationale, le dirigeant du parti de la minorité turque. Tous ont plus ou moins affirmé leurs sentiments monarchistes, car pour eux la seule issue pour le peuple bulgare serait le retour de la monarchie, prenant en compte les relations du roi avec les milieux politiques, financiers, industriels de l'Occident. La désagrégation en cours dans tous les domaines, économique, social, politique, multiplie les conflits dans tous les secteurs de la vie du pays, menaçant leurs privilèges : pour eux, seul le roi devrait incarner l'unité du peuple bulgare, via l'institution monarchique. Nouvelle duperie, s'ajoutant à la duperie du "socialisme réel".

Dès lors, la position de Siméon s'est renforcée. Il a commencé à parler de son retour en Bulgarie, déclarant n'avoir jamais reconnu le référendum de 1946, être prêt à remplir son devoir pour l'avenir de la Bulgarie, etc. Pour tester les réactions en Bulgarie, Siméon y a envoyé, au printemps 1991, sa sœur la princesse Marie-Louise. Le Dr Trentchev, président du syndicat Prodkrepa, et des dirigeants des partis qui existent actuellement en Bulgarie ont constitué un comité d'accueil pour recevoir la princesse. Les monarchistes avaient soigneusement organisé les choses, demandant qu'elle soit accueillie aux cris de : "*Marie-Louise, Marie-Louise, retour du roi*", etc. Toute la presse a rendu compte de son séjour, pas seulement la presse "jaune" ou les hebdomadaires se proclamant ouvertement monarchistes.

Mais toutes ces manifestations royalistes ont provoqué la réaction du président et de l'aile républicaine, en particulier du Parti paysan. Le PC, actuellement dénommé Parti socialiste, ne prend pas position officiellement. Cependant, certains de ses dirigeants s'opposent à la monarchie.

République ou monarchie devient une question politique : est-ce que cela peut amener une guerre civile ? On dit qu'aujourd'hui dans les sondages 30% se prononcent pour le roi, afin qu'il puisse restaurer la monarchie. En juin 1992, le président a déclaré qu'il était d'accord pour que la reine mère visite la Bulgarie ; il s'est cependant montré insultant à l'égard du roi, le traitant de marchand ambulancier.

Continuité : dans un passé récent, le roi avait déclaré vouloir collaborer avec Jivkov et être désigné comme représentant de la République bulgare à l'ONU, pour servir "utilement" son pays. Ses offres de service avaient alors été refusées. Qu'en sera-t-il à présent ? Nous l'avons dit précédemment, cela est une autre histoire, celle de

l'avenir, celle que les forces de classe écriront à l'échelle mondiale et en Bulgarie.

En conclusion de ce point, signalons que parmi "l'intelligentsia bulgare", philosophes, journalistes..., nombreux sont ceux qui, hier laquais de Jivkov, s'empressent aujourd'hui de s'embaucher auprès du roi. Ils publient articles et analyses sur la monarchie, visant à réhabiliter celle-ci auprès des jeunes générations.

Hier, ils chantaient les louanges de Staline, Dimitrov et Jivkov, et de la caste bureaucratique privilégiée. Aujourd'hui, alors que le peuple s'enfonce dans la misère, et pour garantir leur pouvoir, ils écrivent tant et plus sur les beautés de la restauration de l'économie de marché, de la privatisation. Rien de plus normal que de les entendre abreuver la monarchie de louanges : n'est-ce pas là l'itinéraire suivi, dans le but de la restauration de la propriété privée des grands moyens de production, à travers toutes les agences staliennes du monde par les rénovateurs, recompositeurs de tous poils et de toutes nationalités ?

- VI -

SUR LA TRADITION : LE PARTI PAYSAN

Plus encore que dans le passé, d'énormes difficultés se dressent devant la lutte émancipatrice des masses exploitées et opprimées. En quelque sorte, elles sont amenées à refaire le chemin qui avait été "balisé" par les générations antérieures, lesquelles, s'appuyant sur les développements mêmes du système capitaliste à sa phase ascendante, ont à l'époque construit les organisations de classe, partis ouvriers et syndicats indépendants, pour résister à l'exploitation et à l'oppression, ainsi que des partis démocratiques de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes.

Certes, le combat des classes

laborieuses n'a jamais été "idyllique". Il a fallu aux générations antérieures conduire de durs et coûteux combats de classe. Mais le développement des forces productives, à l'époque ascendante du système capitaliste, amenait dans les fabriques, usines, mines, etc., toujours plus de prolétaires producteurs de plus-value. C'était là ce qu'on dénomme couramment les conditions objectives de la lutte des classes. La technique, alors facteur du développement des forces productives, permettait à la bourgeoisie de jeter sur le marché mondial en expansion toujours plus de marchandises, tandis que, le prolétariat se concentrant, se créaient

les conditions d'une cohésion accrue qui lui permettait d'arracher droits, garanties, conquêtes sociales, libertés.

Depuis des dizaines d'années, les conditions objectives inhérentes au capitalisme ascendant disparaissent ; il a fait place à l'impérialisme, au capitalisme décadent. Répétons-le, l'objet de ces articles n'est pas de dresser une analyse d'ensemble de la situation mondiale, mais d'en indiquer quelques tendances fondamentales, dans lesquelles s'inscrivent les problèmes soulevés en Bulgarie.

Signalons seulement la responsabilité écrasante des partis dégénérés de la IIe et de la IIIe Internationales qui, lors de leur constitution, avaient inscrit sur leur drapeau l'expropriation de la propriété privée, système de production devenu obstacle au développement des forces productives et dont les appareils de ces partis sont tous devenus les chantres. Cela dans une situation mondiale où le caractère *"réactionnaire sur toute la ligne"* du capitalisme pourrissant entraîne, sous la direction commune du FMI, de la Banque mondiale, de la CEE, de la BERD, avec la destruction des usines, la fermeture des mines, la mise en jachère des terres cultivées, la famine pour les quatre cinquièmes de l'humanité et la montée de la paupérisation, du chômage, dans les pays dits "riches". Partis dégénérés jusqu'à la moelle, ils n'hésitent pas à s'attaquer, en étroite collaboration avec la bourgeoisie dont ils sont les valets, aux droits et conquêtes sociales arrachés par les générations passées dans une dure lutte de classe. Ils n'hésitent pas même, dressant ainsi des obstacles supplémentaires aux luttes des classes laborieuses, à œuvrer à l'intégration corporatiste des organisations ouvrières, particulièrement les syndicats indépendants constitués pour arracher aux capitalistes des améliorations aux condi-

tions de vie et de travail.

Appliquons ces données générales et incontestables à la Bulgarie, en premier lieu au Parti paysan.

La Bulgarie était avant la guerre un pays que l'on pouvait classer parmi les pays arriérés, la débile et lâche bourgeoisie bulgare s'étant avérée incapable de réaliser une véritable réforme agraire, laissant la grande masse de la population du pays, composée de paysans sans terre ou de petits paysans, sous la domination des grands propriétaires fonciers du capital commercial et du capital étranger, et aussi de la politique budgétaire de l'État. La monarchie était le dénominateur commun de la domination et de l'exploitation exercée conjointement sur les masses ouvrières et paysannes par la bourgeoisie et les propriétaires fonciers, domination laissant une place importante à la pénétration du capital financier étranger, particulièrement celui de l'impérialisme allemand.

Le Parti paysan exprimait l'aspiration de la paysannerie à une véritable réforme agraire par la redistribution des grands domaines. On a vu que son leader, Stambouliski, devenu Premier ministre, avait amorcé une réforme agraire. Il fut assassiné en 1923 à la suite d'un coup d'État organisé sous la direction du tsar Boris III.

Il en fut du Parti paysan démocratique, à majorité républicaine, comme de tous les partis paysans dans le monde. Stambouliski pensait pouvoir concilier les aspirations de la paysannerie avec la monarchie représentant les intérêts des grands propriétaires fonciers, de la bourgeoisie bulgare et du capital étranger.

Ces partis, l'histoire l'a montré, ne peuvent seuls réaliser les aspirations de la paysannerie exploitée et opprimée. C'est seulement par la liaison entre les ouvriers et les paysans que les aspirations de ces derniers, qui recourent la démocratie, peuvent se réaliser en commun.

Qu'est-il advenu du Parti paysan après 1945 ?

En 1945, Staline et le PC bulgare, par le chantage et les pressions, organisent la scission du Parti paysan. Celui-ci ayant une longue histoire et une large assise de masse, c'était là une tâche primordiale pour le PC que de le lier à la bureaucratie stalinienne qui se mettait en place. Dès lors, ce nouveau parti a participé à tous les crimes du régime. Il est devenu un refuge pour tous les capitulards du vrai Parti paysan.

Le 10 novembre 1989, après la chute de Jivkov, ce parti a tenté de conquérir une prétendue indépendance. A son congrès a été élu premier secrétaire Victor Valkhov, fils d'un ingénieur condamné à mort par la Gestapo pendant la guerre. L'itinéraire de Valkhov est éloquent : ingénieur de formation, il a néanmoins travaillé dix ans dans la diplomatie du régime. Il a représenté le gouvernement Jivkov dans différents pays asiatiques et européens.

Après les premières élections libres de juin 1990, le Parlement bulgare, selon la Constitution, devait élire le président de la République. Il y eut trois candidats : un du PC bulgare rebaptisé "socialiste" selon la terminologie officielle (le Professeur Kuranov) ; un de l'opposition, de l'Union des forces démocratiques (le Docteur Dertliev), social-démocrate ; le troisième, Valkhov, du Parti paysan collaborationniste.

Au cinquième tour, le PC a retiré son candidat et voté pour Valkhov pour démontrer que, si l'UFD n'acceptait pas un compromis, Valkhov serait élu. Le PC était absolument contre Dertliev. Au sixième tour, il s'en est fallu de trois voix que Valkhov ne soit élu. Dans les coulisses, il y eut des pourparlers. L'opposition dite démocratique a sacrifié Dertliev, et, avec l'accord de tous, Valkhov inclus, tous les candidats se sont retirés. Un seul

candidat est resté en lice et c'est ainsi qu'a été élu l'actuel président, le Docteur Jelev (également de l'opposition UFD).

Des conditions précises furent formulées, dictées par le FMI, pour la poursuite de la politique de "transition pacifique". Toutes ces conditions ont été par la suite rigoureusement respectées par l'opposition. [L'une d'elles était l'élection au poste de vice-président du général Semerdjiev, chef d'état-major durant vingt ans de l'armée du régime Jivkov, puis ministre de l'Intérieur dans le premier cabinet PC après la chute de Jivkov. Semerdjiev est un expert, il a dirigé les opérations de l'armée bulgare en Tchécoslovaquie en 1968.]

Parmi les conditions du compromis figurait la constitution d'un gouvernement de coalition entre la nomenklatura du PC bulgare, l'UFD et le Parti paysan de Valkhov, ce dernier devenant vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères. Il existe un deuxième parti paysan, le Parti Nicolas-Petkov, qui peut être considéré comme l'héritier de l'ancien Parti paysan dirigé par Nicolas Petkov. Celui-ci a été pendu en 1947 sur ordre de Staline, qui a ensuite procédé à la dissolution du parti. Les militants et dirigeants de ce parti furent emprisonnés. Avant la chute de Jivkov, nombre d'entre eux avaient disparu, morts dans les prisons. Le secrétaire élu après 1989 est Milan Drentchev, 75 ans, condamné et emprisonné sous le régime du tsar, puis sous la dictature stalinienne. Il dirige un parti dont les cadres sont constitués par une deuxième génération, les plus jeunes ayant déjà atteint la cinquantaine.

Que représentent ces dirigeants ? La majorité d'entre eux sont sortis de prison et des camps de concentration en 1962, à l'époque de Khrouchtchev. Mais le PC bulgare et la police secrète n'ont cessé d'exercer des pressions sur eux pour les faire capituler. Nombre

d'entre eux, épuisés par de longues années de prison et de camp, n'ont pu résister à ces terribles pressions. Les uns ont abandonné toute activité politique, d'autres ont accepté toutes les conditions de la police secrète. Certains sont entrés dans le Parti paysan officiel.

Il faut comprendre leur attitude : durant trente années, jusqu'à la chute de Jivkov, presque tout le monde en Bulgarie pensait que la dictature serait "éternelle", nombre de dirigeants ont perdu tout espoir. Hier on subissait la répression du tsar, aujourd'hui celle de Staline... Que faire, sinon cesser toute activité politique ? Discuter en secret sans chercher à tirer les conclusions pratiques...

Une fraction minoritaire de ceux qui avaient adhéré au parti de Valkhov (Parti paysan officiel, collaborationniste, dont nous venons de parler) a rejoint au moment de sa constitution le Parti paysan Nicolas-Petkov, une des composantes de l'Union des forces démocratiques.

Les dirigeants expliquent ainsi leur position : *"Certes, dans l'UFD il y a des fascistes rebaptisés "démocrates", des staliniens qui se prétendent également "démocrates", mais l'intelligentsia bulgare, avec ses diplômés, est avec l'UFD. Nos militants du Parti Nicolas-Petkov sont peu cultivés. Si nous restons en dehors de l'Union, nous serons marginalisés."* Ceux qui se sont opposés à ce discours ont été éliminés de la direction.

La situation actuelle du Parti Nicolas-Petkov est celle-ci : un de ses leaders est Barev, emprisonné en 1945, évadé, émigré en Occident, ami personnel de Nicolas Petkov et du Dr G. Dimitrov, autre dirigeant du parti à l'époque et également exilé en Occident. Le parti est traversé de fractions qui se livrent aux luttes les plus âpres et les plus féroces, à l'image de toutes les autres formations issues

de la décomposition politique, dans tous les pays de l'Est et de l'ex-URSS, de tous les "partis", formations et groupements. Décomposition qui découle de la "transition" vers la restauration capitaliste de la propriété privée.

Barev, revenu au pays, avait groupé plus ou moins 25 des 35 députés du Parti Nicolas-Petkov, qui se prononcent pour l'unification avec le Parti paysan officiel. Ils pensaient ainsi se débarrasser de la nomenklatura qui a investi ce parti comme elle investit toutes les formations politiques. Un comité a été constitué, ayant pour charge de préparer la conférence d'unification qui s'est réunie le 27 juillet 1991. Durant les deux mois précédant la conférence, Barev a organisé dans le pays réunions et meetings, tandis que circulaient des rumeurs et écrits anonymes, véhiculés par le secrétaire Milan Drentchev et la nomenklatura pour le discréditer.

La conférence, composée pour une moitié de représentants du Parti paysan officiel et pour l'autre de représentants du Parti Nicolas-Petkov, a élu une direction dans les mêmes proportions. Barev avait été élu premier secrétaire du Parti paysan unifié ; une fraction limitée du Parti Nicolas-Petkov a accepté de s'y intégrer. En réalité, le Parti paysan unifié apparaît aux yeux de la population comme l'ancien parti officiel ayant changé de nom et de têtes. A l'image de tous les "partis", formations politiques et groupements qui se constituent dans le pays, les diverses fractions du Parti paysan se divisent pour se réunifier et se diviser à nouveau... Barev, en retournant en Bulgarie en mai 1991, a tenté la réunification du Parti Nicolas-Petkov avec les agrariens officiels, qui ont collaboré pendant un demi-siècle avec les staliniens.

La tentative a échoué. Barev, ex-leader du parti officiel agrarien rebaptisé, a été complètement

discrédité par ses ennemis dans son parti. Les causes de cette impasse se situent dans l'implacable détermination du FMI à promouvoir le "marché libre" et les réformes économiques de la restauration de la propriété privée capitaliste, à l'époque de l'impérialisme où les forces productives étouffent dans le carcan de la propriété privée.

La privatisation ouvre-t-elle une issue à l'agriculture ?

Si en 1947 les gouvernements bureaucratiques installés par Staline ont exproprié la grande propriété foncière, l'industrie, les banques et le commerce à l'exportation -- ce qui pouvait apparaître comme des mesures donnant satisfaction aux aspirations de la paysannerie, après 1948 ces gouvernements se sont lancés dans une politique de collectivisation forcée qui a renforcé les pouvoirs et les privilèges de la nomenklatura.

Néanmoins, l'exploitation collective a fait entrer la paysannerie dans une phase nouvelle.

Elle a provoqué des changements considérables dans ses conditions de vie et de travail, constituant une large fraction des agriculteurs en une main-d'œuvre salariée structurée, comme les salariés de l'industrie, par la propriété d'État dont la masse des ouvriers et agriculteurs a été expropriée par la caste bureaucratique.

La privatisation de la propriété sociale ouvre-t-elle une issue positive ? L'insertion dans l'économie de marché, qui entraîne, en Bulgarie comme dans tous les pays

de l'Est et de l'ex-URSS, la baisse catastrophique du niveau de vie, le chômage, la hausse des prix, la destruction des bases économiques de la nation, fournit un début de réponse. Les faits démontrent que la mise en œuvre des réformes économiques dictées par l'impérialisme à la nomenklatura dans le cadre de la restauration capitaliste ne laisse aucune place aux rêveries d'une société "démocratique" de petits agriculteurs et artisans.

La concurrence forcée des pays impérialistes, qui cherchent à toute force à commercialiser leur production agricole et industrielle excédentaire, ne laisse d'autre perspective à la politique de "réformes économiques" que celle de voir se constituer de nouvelles formes aggravées de colonisation.

Et même si l'on fait croire dans les pays de l'Est qu'après les difficultés "temporaires" de la période actuelle de transition vers l'économie de marché, ce sera le "paradis", il suffit de constater les ravages de la recolonisation en Afrique, en Amérique latine, en Asie, où l'économie de marché existe déjà, pour se convaincre de ce qui attend les populations de l'Est.

Avec le cynisme qui est le privilège de la nomenklatura, un dignitaire de l'équipe d'Eltsine n'a-t-il pas avoué : *"Ce serait bien si nous rattrapons le niveau de vie du Kenya"* ?

Dès lors, quel avenir pour le Parti paysan unifié ? Certes, la tradition démocratique du Parti paysan reste vivante, mais comme parti héritier du vieux parti il risque fort de disparaître.

- VII -

UN MOT SUR L'INSTITUTION DE L'ÉGLISE

Les Églises en tous temps et en tous lieux peuvent être considérées comme un miroir de la société d'exploitation et d'oppression. L'Église catholique a constitué indénia-

blement une force d'opposition dans la Pologne "socialiste" d'après-guerre. Ce qui, d'ailleurs, ne l'a pas empêchée de réaliser des compromis profitables avec le

régime : il faut bien vivre... Est-ce le fait du hasard si l'actuel pape Jean Paul II a été formé dans cette Pologne "socialiste" (stalinienne et bureaucratique), et s'il a reçu à Rome, avec tous les honneurs dus à son rang, le général Jaruzelksi, formé à Moscou, promu président pour réprimer et contenir la montée révolutionnaire ?

Ce n'est pas le moindre crime du stalinisme d'avoir permis, entre autres, par la répression et la corruption, d'avoir développé et fait renaître dans les populations le sentiment religieux.

En Bulgarie, l'Église orthodoxe représente la religion dominante.

A l'instar de toutes les Églises, elle s'est adaptée au système bureaucratique. Jivkov tombé, là comme ailleurs, dans la continuité historique de l'institution de l'Église, force de conservatisme social sous tous les régimes, les popes ont tourné casaque.

Examinons par exemple le rôle joué dans les événements récents par le pape Kristofor Sabev, qui avait terminé ses études à Moscou. (Il suffit de poser deux questions pour y répondre : qui était sélectionné pour faire ses études dans la métropole du KGB ? Qui pouvait le faire ?)

Ce saint homme est aujourd'hui membre du comité de coordination de l'Union des forces démocratiques, où il représente les forces religieuses. Il est également député, président de la commission parlementaire des affaires religieuses.

L'Église orthodoxe, qui entend incarner la continuité de la société, n'échappe pas à la crise de décomposition de celle-ci. Trois saints synodes se disputent sa direction.

Un premier est dirigé par un patriarche nommé à ce poste il y a une vingtaine d'années par le

gouvernement stalinien de Jivkov. A la tête du deuxième saint synode, un pape qui s'est autoproclamé évêque.

Chacun des deux synodes accuse l'autre d'avoir été l'agent de la police secrète (ce qui est vraisemblable mais en tous cas admis par tous). Enfin, un troisième saint synode s'est constitué sous l'autorité d'un obscur moine de l'Église orthodoxe russe, qui jette l'anathème sur les deux premiers, se déclarant sauveur de la Sainte Église.

Dans cette situation de dislocation manifeste, l'Église orthodoxe, comme toutes les institutions de la nomenklatura, s'avère incapable de jouer son rôle de facteur d'ordre dans la "transition pacifique" vers la propriété privée des grands moyens de production dont elle est partie prenante.

Dans ces conditions prolifèrent toutes sortes de sectes, surtout des sectes protestantes.

Et, tout naturellement, on voit arriver par dizaines des pasteurs américains qui sillonnent le pays, organisant des concerts de musique rock. (On le voit, les concerts de SOS Racisme ne sont pas une spécificité française : la concurrence sévit dans tous les domaines...).

Les saints synodes de l'Église orthodoxe décomposée, les pasteurs protestants venus des USA, la police secrète rénovée par la CIA avec Colby : telles sont quelques-unes des diverses enseignes de la restauration capitaliste "made in FMI".

Une dernière question pour clore ce chapitre : ces enseignes recouvriraient-elles une renaissance réelle et durable du Saint-Esprit et de l'esprit religieux dans la population ?

On peut légitimement en douter.

- VIII - QUELQUES ÉLÉMENTS SUR LA QUESTION NATIONALE

L'un des aspects de la question nationale en Bulgarie se concentre sur la question macédonienne.

Comme on le sait, l'histoire a créé dans les Balkans, et plus particulièrement en Macédoine, un nœud de contradictions entre toutes les capitales balkaniques. De ces contradictions s'est dégagée sous une certaine forme et à un certain moment une conscience nationale dans une Macédoine où la population est ainsi répartie : Dans la partie bulgare vit une population de 300 000 à 400 000 personnes. Dans l'ancienne République fédérale yougoslave s'est constituée la République de Macédoine (non reconnue), qui compte environ deux millions d'habitants. Dans la partie grecque, en relation avec la politique d'assimilation forcée, il est difficile de donner une appréciation objective sur le nombre de Macédoniens, qui ne sont pas reconnus comme tels : le citoyen qui se déclare macédonien subit immédiatement la répression, il est jugé et condamné. La position officielle du gouvernement grec est significative : il s'oppose farouchement à ce qu'une des autres parties de la Macédoine prenne officiellement cette appellation, par crainte que la constitution d'un État macédonien soulève la question nationale parmi les Macédoniens de Grèce.

Enfin, en Macédoine résident des populations d'origine turque et albanaise. Les Albanais représentent le tiers de toute la population macédonienne, ils sont concentrés de façon majoritaire à la frontière de l'Albanie. D'autre part, dans l'ex-Yougoslavie, existe la région autonome du Kosovo, dont la population est à 90 % albanaise.

La position des actuelles autorités bulgares et serbes peut se résumer ainsi : le gouvernement

bulgare accepte l'État macédonien, mais refuse de reconnaître la nation macédonienne — sauf si elle est englobée dans la prétendue fédération yougoslave qu'il voudrait constituer — car cette reconnaissance poserait le problème de l'autodétermination dans la partie bulgare de la Macédoine. La nomenklatura serbe qui gouverne avec Milosevic refuse et l'État macédonien indépendant, et la nation macédonienne. Pour l'instant, ni la CEE, ni les États-Unis ne reconnaissent l'indépendance de la Macédoine.

Signalons que la Turquie et la Bulgarie ont l'une et l'autre reconnu juridiquement la République de Macédoine. Lorsqu'on sait toute l'importance pour les USA de ce que représente la Turquie dans leur dispositif concernant les Balkans, le Proche-Orient et les républiques musulmanes de l'ex-URSS, il est permis d'en déduire une position nuancée de la part des USA sur cette question, au moins à terme.

D'ores et déjà, l'impérialisme US étend sa mainmise en installant ses propres positions pour contrôler et canaliser à son profit les problèmes, difficiles il le sait, qui ne manqueront pas de surgir en Macédoine. Washington et l'Europe occidentale ont conscience que, dans la déstabilisation générale de la région, la question macédonienne peut être un détonateur.

Il ne s'agit pas ici de fournir une élaboration complète sur la question nationale en Macédoine et dans les Balkans, question éminemment complexe. Nous formulons seulement quelques éléments de réflexion.

Fondamentalement, si la solution de cette question reste dans les mains des gouvernements de la région, gouvernements issus de la

nomenklatura et gouvernements bourgeois, tous inféodés aux puissances impérialistes, nous assisterons dans les Balkans à un déchaînement de conflits et guerres plus important encore que ceux qui se développent dans l'ex-Yougoslavie ou dans l'ex-URSS. D'ores et déjà, les gouvernements de cette région et les puissances impérialistes, qui s'avèrent impuissants à trouver des solutions positives, craignent fortement la généralisation des explosions.

Face au danger de multiplication de telles explosions incontrôlées, les puissances impérialistes sont amenées, bien qu'elles ne le désiraient pas, à une internationalisation sous l'égide de l'ONU, avec toutes les conséquences d'une occupation militaire par les casques bleus prétendument garants de la "paix". Et l'envoi de nouvelles troupes, dont les troupes turques (la Turquie étant la pièce maîtresse du dispositif américain), ferait resurgir tous les ressentiments accumulés pendant cinq siècles de présence ottomane.

Tel est le contenu pratique du "nouvel ordre mondial" que l'administration américaine cherche à mettre en place dans cette région, avec l'accord empressé d'Eltsine, après avoir reçu l'appui de Gorbatchev. Constituée comme caste parasitaire, la bureaucratie, avec Staline et ses successeurs, a développé systématiquement une politique forcenée d'oppression natio-

nale qui a entraîné des résultats catastrophiques non seulement pour l'idéal socialiste mais pour la survie de millions d'être humains.

Voilà les conséquences de la politique stalinienne de terreur, de dictature de la nomenklatura depuis 1945.

Et ces résultats sont directement la conséquence de toute la politique de restauration capitaliste de la propriété privée organisée par le FMI, la Banque mondiale, la CEE... s'appuyant sur leurs valets de la nomenklatura.

C'est ainsi qu'il n'y a d'autre issue positive pour des populations qui, en particulier en Madécoine, ont vécu pacifiquement ensemble durant des siècles, que la constitution de leur unité contre la restauration capitaliste et l'oppression nationale pour la défense de leur droit à la vie, directement relié au respect des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, dans un même combat solidaire pour leur émancipation sociale et nationale. Certes, cette solution est rendue difficile, mais il n'en est pas d'autre pour dégager la route vers la liberté, pour lever les obstacles accumulés par les partisans de la IIe Internationale, par les partis staliniens formellement déstalinisés, qui d'agences directes de la bureaucratie de Moscou sont devenus les agences directes de la restauration du passé.

- IX -

BREF EXAMEN SUR LA SITUATION DU MOUVEMENT SYNDICAL

La Bulgarie était avant-guerre, nous l'avons vu, un pays essentiellement paysan, avec une très faible industrie (une seule grande exploitation minière), et aucune industrie de base. Il y avait en revanche une industrie légère, du bâtiment, de l'artisanat, du commerce, avec un prolétariat limité

en nombre et préindustriel. Il y avait cependant une fraction de ce prolétariat dans les mines, dans les transports ferroviaires, les communications, qui étaient propriété d'État.

La monarchie n'avait résolu aucun des problèmes cruciaux se posant au pays, et plus particulière-

ment le problème agraire, tandis que le capital étranger (surtout allemand) concentrait ses investissements dans les quelques branches du textile et de l'agro-alimentaire.

Au moment de la mise en place du front populaire par l'Armée rouge, le nouveau régime procéda à une réforme agraire et établit des plans pour industrialiser le pays, expropriant le capital (étranger et bulgare) et nationalisant la propriété des moyens de production. Ces plans dirigèrent d'importants investissements vers les mines, les transports, le bâtiment, les services publics, avec des efforts particuliers sur les centrales hydroélectriques et thermoélectriques dont dépendaient l'industrialisation et les cultures intensives destinées à l'exportation.

Sans aucun doute, une importante partie du peuple bulgare accueillit favorablement ces réformes. Mais, en Bulgarie comme dans tous les pays de l'Est, très rapidement le PC installé par Staline a expulsé les masses du contrôle démocratique. C'est ainsi que le tournant impulsé par ces réformes inaugure un cours où tout à la fois, sur la base de l'industrialisation, la classe ouvrière se renforce en nombre, et la bureaucratie parasitaire se développe, caste privilégiée qui s'arroge tous les pouvoirs de gestion dans tous les domaines.

Ce cours est ponctué, en Bulgarie comme dans tous les pays de l'Est, par la politique de "collectivisation" forcée des terres, entraînant la prolétarianisation forcée de la paysannerie qui a provoqué ensuite la révolte d'une partie d'entre elle, son émigration ou sa liquidation dans les camps de concentration. Il n'y a jamais eu de coopération réelle entre l'État et les paysans, donc de coopération volontaire dans les kolkhozes. En Bulgarie comme dans tous les pays de l'Est,

l'intensification des mesures tendant à augmenter le rendement du travail dans les entreprises étatisées a été imposée. La caste bureaucratique justifie ses privilèges grandissants au nom de la lutte contre "l'égalitarisme petit-bourgeois". Dépendante de la bureaucratie du Kremlin, la caste bureaucratique axe l'économie en fonction des besoins du Kremlin. Politiquement, c'est la répression, la mise en place du système du parti unique et de l'intégration des syndicats à l'État.

Les syndicats, dont la place et le rôle sont d'être un instrument de représentation démocratique, de lutte et de défense des intérêts des travailleurs, deviennent les auxiliaires administratifs du gouvernement et du parti unique. C'est l'appareil bureaucratique des syndicats qui, en tant que tel, définit les normes, le montant des primes, élabore les contrats collectifs et les accords. Syndicats "d'accompagnement" de la politique gouvernementale, syndicats intégrés à l'État, ils n'ont plus de syndical que le nom.

Les syndicats aujourd'hui

Là comme dans tous les secteurs de la société, les processus suivent la ligne des contradictions analysées dans les points précédents. Deux "confédérations" se sont constituées : la "Confédération du travail-PODKREPA", et la "Confédération des syndicats indépendants". La Confédération des syndicats indépendants n'est que la continuité de l'ancienne centrale syndicale et de sa bureaucratie, qui a seulement changé de nom. PODKREPA a été constitué en février 1989, avant la chute de Jivkov, par sept personnes : médecins, poètes, un imprimeur. Parmi eux, le Docteur Trentchev, nommé président. Signalons que l'épouse du Dr Trentchev a séjourné aux USA... A la veille de la chute de Jivkov, aux USA, elle se déclarait

"ambassadeur du syndicat PODKREPA". Le Dr Trentchev est le fils d'un "nomenklaturiste" qui a été envoyé par l'ancien gouvernement Jivkov en Algérie comme conseiller. C'est en Algérie que le Dr Trentchev a fait ses études.

Les premières revendications du syndicat étaient la défense des droits de l'homme et de la minorité turque. A la suite d'une manifestation rassemblant essentiellement la minorité turque, le 21 mai 1989, le Dr Trentchev a été arrêté.

Le PC bulgare, en proie à une crise de désagrégation, a organisé des meetings réclamant la mort de Trentchev et de ses amis. La "figure" du Dr Trentchev commence alors à se construire. Au bout de quelques semaines, tous sont libérés contre paiement d'une caution minime (100 levas). En Bulgarie et ailleurs, des réputations se construisent à plus ou moins bon compte.

Comment définir la place assignée au syndicat par l'équipe dirigeante de PODKREPA ? Le Dr Trentchev se réclame, comme toutes les formations politiques nomenklaturistes et celles organisées dans l'opposition UFD (qui intègre également des secteurs de la nomenklatura), de la "philosophie" (sic) du marché libre et de la privatisation. Il a fait de nombreuses déclarations où il disait en substance : *"Il y aura des chômeurs, des centaines de milliers, nous les enverrons en Afrique."* Belle perspective pour le peuple bulgare.

Début 1990, le Dr Trentchev, nous l'avons vu, se rend à Munich pour une première rencontre avec l'ex-roi de Bulgarie : tous deux se déclarent très satisfaits. C'est à Munich qu'il manifeste pour la première fois ses convictions monarchistes : *"Je suis le plus à droite sur l'échiquier politique bulgare, celui qui tentera de s'asseoir à droite de moi tombera, car il n'y a pas de place à ma droite."*

Le Dr Trentchev voyage souvent en Occident. Les dirigeants des syndicats du monde "libre" ont octroyé une aide matérielle et technique à PODKREPA. Au récent congrès de la CISL, il est devenu l'un de ses vice-présidents.

Vers la fin de l'année 1990, des documents sont sortis dans la presse, accusant le Dr Trentchev d'avoir été un agent de la police secrète. Il a répondu que, du temps de ses études, il a effectivement eu des liaisons avec la police secrète pour détruire un réseau de fournisseurs de drogue. Noble cause !

Mais des documents publiés par la presse affirment qu'il aurait en réalité collaboré avec la police secrète dans bien d'autres domaines. Trentchev dément, déclarant qu'il intenterait des procès - ce qu'il n'a toujours pas fait à ce jour.

Tel est le portrait d'un maffieux parmi les maffieux de la restauration capitaliste.

Que représente PODKREPA ?

Apparaissant, aux yeux des travailleurs bulgares, comme un syndicat d'opposition aux syndicats officiels (d'État) du régime stalinien, PODKREPA a commencé à pénétrer dans les usines, les mines, le bâtiment. Dans une première phase, PODKREPA était entièrement composée de personnes issues de prétendues "professions libérales".

Plusieurs membres de la police secrète, d'anciens secrétaires de cellules du parti communiste sont entrés à PODKREPA et ont pris des positions dirigeantes à tous les niveaux.

En même temps sont entrés dans les syndicats PODKREPA des dizaines de milliers de travailleurs de la chimie, des mines, des usines, croyant à la formation de *Solidarnosc* de 1981.

En juin 1990, PODKREPA déclare organiser 300 000 adhérents, et les syndicats PODKREPA constituent la Confédération du travail-PODKREPA dont la direction n'est pas élue par le congrès, mais directement cooptée par le Dr Trentchev lui-même. Là comme dans tous les autres domaines sociaux, des secteurs de la nomenklatura vont adhérer aux syndicats PODKREPA, tandis que d'autres secteurs de l'appareil bureaucratique des syndicats officiels se constituaient, comme nous le verrons, en "Confédération des syndicats indépendants". (En Bulgarie et partout dans le monde, les bureaucrates sans vergogne ont parfaitement assimilé la leçon du moine Gorenflot, baptisant "carpe" un chapon pour en manger le vendredisaint...)

Revenons à PODKREPA. Une des sources de son développement est l'adhésion de secteurs des officiels de la nomenklatura syndicale ayant servi l'ancien régime de la dictature. D'autre part, y ont adhéré des secteurs de la nomenklatura dirigeant actuellement l'économie et les banques privées (il est établi par des documents officiels, parus dans la presse, que les banques privées financent PODKREPA).

Dans les entreprises, les syndicats PODKREPA engagent la lutte contre les directeurs et les nomenklaturistes (tous nommés sous le gouvernement Jivkov) : un petit nombre a été évincé, mais la majorité d'entre eux, se sentant sous la menace du "syndicat", ont préféré le financer et collaborer avec lui à la restauration capitaliste. La corruption s'est encore développée, la carte du syndicat garantissant le paquet d'actions. Il en est de même pour les institutions de l'État, où le syndicat fait pression sur les juges, la police, les douanes, etc. Abordons à présent la réponse à la question : quelle est la place de PODKREPA dans le jeu politique examiné dans les autres points

de cet article ? Ses méthodes dans le domaine politique sont, on s'en doute, de la même eau que celles qu'il utilise sur le plan "syndical". Ainsi, en avril 1990, un incendie s'est déclaré au siège du PC bulgare. Une grande foule s'est concentrée sur la place. Était présent le vice-président de la République de l'époque, qui se proclamait "sans parti" tout en ayant été membre du bureau politique du PC bulgare, chef de l'état-major de l'armée sous le régime Jivkov, puis ministre de l'Intérieur dans le gouvernement Loukhanov après la chute de Jivkov. Sur la place et devant la foule, le Dr Trentchev a demandé au vice-président de dissoudre le gouvernement pour en constituer un nouveau. Le gouvernement en place était alors un gouvernement PC qui avait succédé à celui de Jivkov. Et comme on l'a vu plus haut, le PC, bien qu'ayant la majorité absolue au gouvernement, proposait à l'opposition un gouvernement de coalition.

Retors parmi les retors, le Dr Trentchev, en novembre 1990, déclenche une "grève nationale" sur le mot d'ordre : démission du gouvernement. La grève est peu suivie (5 % de la population active). Au bout de quatre jours, le gouvernement PC démissionne et, après un mois de marchandages, un gouvernement de coalition est mis en place, présidé comme on l'a vu par un juge du régime Jivkov, dénommé Popov, qui se déclare sans parti.

Au moment où l'opposition fonde l'Union des forces démocratiques (UFD), le syndicat PODKREPA y adhère. Au début, le Dr Trentchev cherchait à imposer aux autres forces politiques de l'opposition la création d'un parti, dit "Parti bleu", où fusionneraient toutes les tendances, comme étape, à terme, vers un parti dit "travailleiste" issu de la centrale PODKREPA.

Ce plan n'a pas abouti, en raison de la résistance des sociaux-démocrates et des agrariens. Le Dr

Trentchev a néanmoins réussi à les expulser de l'UFD, les accusant de trahison, d'être des "antinatio-naux". C'est à partir de cette situation, nous le verrons, que l'UFD s'est disloquée, pour se recomposer en trois UFD concurrentes. A ce moment, le Dr Trentchev se fixe pour objectif de présenter aux élections des listes de candidats contrôlées par PODKREPA. Il cherche à placer des hommes sûrs à la tête des listes, et d'éliminer ceux qu'il qualifie "d'incontrôlables". Là où, dans les organisations de base de l'UFD et les conférences départementales, des difficultés se présentent, Trentchev en appelle au conseil de coordination dont il est membre, et où il pèse d'un grand poids. Il parviendra ainsi à faire croire qu'un peu plus de la moitié des candidats étaient à sa dévotion, ayant dû malgré tout accepter des compromis avec les autres composantes de l'UFD, en réalité certainement pas plus de 20 %, ce qui explique la faiblesse de l'action de Trentchev dans le gouvernement plus tard.

Les élections ont lieu le 13 octobre 1991. Au gouvernement de coalition PC-opposition qui avait remplacé le gouvernement PC de Loukhanov, succède le gouvernement actuel présidé par Philippe Dimitrov, alias "Kennedy" (sic). C'est un gouvernement de l'UFD soutenu par le parti de la minorité turque.

Trentchev s'oppose à la désignation de trois ministres : Loudjev, ministre de la Guerre, et deux ministres dit "économiques", celui de l'Économie et de l'Industrie, Puchkerov, et celui des Finances, Kostov. La nomination de ces trois ministres contre l'avis de PODKREPA ouvre un conflit majeur au sein du gouvernement.

Ces quelques éléments permettent de situer la place du syndicat PODKREPA sur l'échiquier politique. Son orientation politique vise à transformer le syndicat en parti politique -comme en Pologne où

Walesa a transformé *Solidarnosc* en instrument politique de la privatisation, conduisant le pays, sous l'égide du pape et du FMI, à la décomposition dans tous les domaines (politique, économique et social). Une politique tout entière dirigée contre les travailleurs, qui a été condamnée au dernier congrès par une fraction de militants et dirigeants de PODKREPA qui avaient organisé fin septembre 1991 une conférence à Sofia, refusant l'orientation que le Dr Trentchev et son entourage impriment au syndicat. Signalons également un fait hautement significatif : au congrès de la confédération (février 1992), la majorité des participants avaient adopté un amendement aux statuts interdisant aux agents de la police secrète, aux nomenklaturistes et aux fonctionnaires du parti l'accès aux postes de responsabilité dans le syndicat.

Trentchev s'y est opposé, menaçant de démissionner, déclarant ne pas vouloir être dirigeant d'une organisation "fasciste". La manœuvre a réussi, et les délégués sont revenus sur leur vote.

La dimension "politique" de l'action du Dr Trentchev consiste à ouvrir à un secteur maffieux de quelques milliers la perspective "hautement" et prétendument syndicaliste de l'enrichissement personnel, alors que le pays s'enfonce dans l'abîme.

Les syndicats officiels rebaptisés "Confédération des syndicats indépendants".

Les syndicats officiels constituent la deuxième centrale concurrente. Quelques mois après la chute de Jivkov, ils se sont rebaptisés "Confédération des syndicats indépendants", laquelle déclare organiser 2 millions et demi d'adhérents. Sous le régime stalinien, les syndicats officiels, avec un appareil de plusieurs dizaines de milliers de permanents, géraient les colonies de vacances et les

œuvres sociales. Ils étaient très riches, leur financement étant assuré par les cotisations obligatoires et des subsides prévus dans le budget de l'État. Leur fonction essentielle était de contrôler politiquement les travailleurs, d'organiser l'émulation dite socialiste (stakhanovisme), de participer à la distribution des primes.

Une autre de leurs fonctions était de "représenter" la dictature dans les manifestations internationales du syndicalisme mondial.

Cette prétendue Confédération des syndicats indépendants, après avoir éliminé son président, membre du bureau politique du temps de Jivkov, a élu comme président un dénommé Christian Petkov, membre éminent de la nomenklatura, professeur de la sociologie du travail, qui a longtemps représenté le gouvernement Jivkov au BIT.

En 1990, Christian Petkov a évoqué la possibilité, dans une interview au bulletin du Secrétariat unifié *Imprekor*, de constituer un "Labor Party" basé sur les syndicats.

En Bulgarie comme dans tous les pays de l'Est et dans l'ex-URSS, l'appareil des permanents syndicaux officiels rebaptisés syndicats indépendants prend ses distances avec le PC. Il est apparemment fort critique à l'égard de la nomenklatura et du PC, et "l'opposition" actuellement au pouvoir.

Néanmoins, les difficultés financières qui assaillent les syndicats "indépendants" ont conduit au licenciement de nombre de permanents. D'ores et déjà, on peut douter du nombre de syndiqués (2 millions et demi) revendiqués par la "confédération". Après l'effondrement de la bureaucratie de Moscou, le processus de décomposition de l'appareil bureaucratique mis en place sous la

direction de Staline se poursuit, et la décomposition des syndicats officiels va se poursuivre sous le poids du passé.

* * *

Les travailleurs bulgares ont ainsi affaire à deux confédérations dont les appareils sont constitués par des couches et clans de la nomenklatura, qui se combattent et se déchirent farouchement. Les appareils (que nous désignerons, pour plus de clarté, par le nom de leurs dirigeants) des deux confédérations Trentchev et Christian Petkov, pour défendre leurs intérêts particuliers, s'attaquent mutuellement.

Pour Trentchev, le syndicat officiel Christian Petkov est une filiale du PC bulgare reconverti.

Pour Christian Petkov, le syndicat Trentchev est dirigé par des agents de la police secrète. Il y a quelque chose de vrai dans les deux accusations. Cependant, depuis quelques mois, les accusations réciproques sont devenues plus discrètes, les dirigeants ayant conclu un accord.

Les syndicats Christian Petkov, tout en le critiquant, cherchent en fait un accord avec le gouvernement qui met en œuvre les plans du FMI et de la Banque mondiale.

Le syndicat Trentchev, qui constitue un véritable "lobby" politique, groupe de pression sur le gouvernement, dirige ses feux contre les ministres chargés du secteur économique, les dénonçant comme incapables de mener à bien les réformes économiques conduisant à la privatisation.

En réalité, pour les deux appareils, il s'agit du contrôle à leur profit de la marche à la privatisation. Un même intérêt aligne les appareils sur la restauration capitaliste au nom de l'économie de

marché. Ce n'est pas un hasard si, dans l'ex-Union soviétique, les travailleurs confrontés aux mêmes problèmes que les travailleurs bulgares qualifient les bureaucrates de "*capitalistes de la nomenklatura*".

Le problème, c'est la production intérieure globale (industrielle et agricole) en chute libre, plus spécialement la production industrielle. C'est la dette extérieure qui grandit au fil des mois.

La politique de réforme visant à faire jouer les mécanismes de marché conduit à la libération des prix, et on assiste à une hausse fantastique des prix des produits de première nécessité, des loyers, etc. (le FMI évaluait, pour les premiers mois de 1991, à 400 % la hausse des prix consécutive à la suppression des subventions).

En juillet 1992 les hausses de prix dépassent 1000 %. Le maître d'œuvre de la politique de privatisation, le FMI, doit admettre qu'en Bulgarie "*la transition à l'économie de marché est difficile*" (*Bulletin du FMI*, 25 mars 1991).

Devant les difficultés qui s'aggravent considérablement, le mécontentement de toutes les couches laborieuses se généralise. Les deux centrales syndicales, qui se combattent farouchement, doivent en tenir compte : fin mars 1992, elles se sont engagées l'une et l'autre à soutenir une grève des mineurs. Le gouvernement a dû céder aux revendications économiques.

La lutte des classes n'est jamais simple : hier, sous la dictature de la bureaucratie représentée par le gouvernement Jivkov, la population bulgare "déboussolée" par la caste privilégiée a pu penser que le capitalisme lui ouvrirait des perspectives positives. Aujourd'hui, les conséquences de la

politique de réformes dissipent les illusions. Les "*capitalistes de la nomenklatura*", le gouvernement de l'UFD, serviles valets de l'impérialisme étranger, engagent une lutte sans merci contre toute la classe des travailleurs. Ils voient se dresser un mécontentement généralisé qui contraint les appareils des deux syndicats à la grève, ou plutôt à menacer de déclencher des grèves.

Hier, durant les cinquante ans de dictature stalinienne, les travailleurs se détournaient politiquement des syndicats officiels, qui cogéraient contre eux les intérêts de la caste privilégiée dont ils étaient partie constituante.

La cause principale qui explique l'effondrement du gouvernement Jivkov a précisément été que, n'ayant aucune base dans le pays, il a été balayé comme un fétu de paille.

Nous l'avons déjà signalé : l'énorme difficulté à laquelle se heurtent les masses exploitées et opprimées consiste en ce qu'elles doivent, en quelque sorte, refaire le chemin balisé par les générations antérieures qui avaient construit partis et syndicats indépendants.

Ce que les deux confédérations craignent par-dessus tout, c'est la démocratie ouvrière : jusqu'à présent, aucun syndicat n'a procédé à des élections dans les entreprises.

Mais aujourd'hui la crise est telle que les travailleurs, liés par des intérêts communs, seront amenés à s'engager dans de dures luttes de classe.

Pour ne pas se laisser écraser par les "plans d'ajustement structurels", par la privatisation, pour défendre leur droit à l'existence et à une vie réellement humaine, s'impose la nécessité de s'unir dans des syndicats véritablement indépendants.

- X -
LES "PARTIS POLITIQUES"
DANS LA "NOUVELLE" BULGARIE

L'effondrement de la bureaucratie (nomenklatura) du Kremlin et des bureaucraties satellites place, comme toujours dans l'histoire, la question de l'État au centre de toutes les questions.

Quel État, quelle forme de domination devait succéder à l'État édifié pour la défense de la nomenklatura ? Comment le FMI apprécie-t-il la politique des actuelles autorités bulgares ?

Le gouvernement et "l'opposition" ont adopté le programme imposé par le FMI.

Le *Bulletin du FMI* du 4 mai 1992 tire ainsi le bilan du programme de "libéralisation" dont nous avons parlé, mis en œuvre depuis février 1991 :

"Bulgarie : Le FMI a approuvé (...) le programme économique et financier présenté par le gouvernement.

(...) Le programme pour 1992, conçu dans une optique à moyen terme, vise à donner une impulsion décisive aux réformes structurelles tout en consolidant les efforts de stabilisation (...). Depuis le lancement du programme de réforme économique en février 1991, la Bulgarie a beaucoup progressé (...) [permettant] au secteur privé de se développer (...) et [a commencé à] abolir les monopoles dans le secteur très concentré des entreprises. Tout cela ne s'est pas fait sans douleur. La production a diminué dans l'agriculture et dans l'industrie, et le chômage a connu une forte hausse.

(...) Le programme économique du gouvernement pour 1992 vise (...) à diminuer encore le nombre déjà restreint de produits alimentaires soumis à des contrôles. Pour

consolider les acquis de la stabilisation, les autorités ont mis en place un certain nombre de mesures de recettes et de dépenses afin de restreindre le financement bancaire du budget à 3 % du produit intérieur brut, et d'aligner la politique du crédit sur l'objectif d'inflation.

(...) Le gouvernement a engagé diverses réformes structurelles. Il a fait voter récemment des lois de restitution qui couvrent une forte proportion des terres agricoles, du commerce de détail et de gros, quelques entreprises, des logements et de grandes propriétés urbaines, il s'est engagé à permettre une participation privée majoritaire dans les entreprises d'État, et il a levé les dernières restrictions à la vente des terres agricoles. La réforme du secteur financier prévoit la restructuration, la consolidation et la fusion des établissements bancaires, la création de nouvelles banques privées."

Ainsi, l'ouverture au marché mondial sous la signe de la privatisation, sous l'égide du FMI, constitue une formidable régression économique et sociale. Le gouvernement, toutes les forces politiques, sont parfaitement d'accord pour mettre en œuvre le programme du FMI sous la direction des forces financières, militaires et policières de l'impérialisme — en premier lieu l'impérialisme US.

Les hauts fonctionnaires du FMI, de la CIA, du Pentagone, de la Banque mondiale, accessoirement de la BERD présidée par Attali ou de la CEE présidée par Delors, ont pris directement le contrôle de tous les leviers économiques, politiques, militaires et policiers de la nation, pour tenter de conduire à son terme la restauration capitaliste.

Qui est l'interlocuteur privilégié de l'impérialisme ?

Tous les organes de l'appareil d'État, toutes les forces politiques officielles, revendiquent auprès des instances de l'impérialisme une place "privilégiée" pour conduire une "transition" qui transformerait la nation dévastée en une "colonie".

Pour l'heure, ceux qui veulent résister, ou qui, acceptant les contraintes des "réformes" économiques dictées par le FMI, cherchent malgré tout à défendre les intérêts des populations laborieuses, sont impitoyablement écartés. Contre eux sont organisées des campagnes de diffamation et de mensonges.

Au système du parti unique a succédé le système pluraliste, qui a vu une floraison de partis et groupements politiques par dizaines et dizaines.

D'abord, les partis traditionnels : social-démocratie, parti agrarien, parti radical-démocrate et parti démocrate. Ces partis ont constitué l'Union des forces démocratiques avec le centre démocratique unifié sous l'égide du syndicat prétendument indépendant PODKREPA, et toute une série d'organisations, Verts, des organisations religieuses... Bien que toutes ses composantes se soient déclarées pour les réformes de l'économie de marché dictées par l'impérialisme, l'UFD, coalition hétéroclite, allait rapidement éclater. Aux élections du 13 octobre 1991, trois listes UFD se présentèrent. La première s'intitulait UFD-Libéraux, elle était constituée de deux partis : le Parti libéral et le Parti vert.

La quasi-majorité est issue de l'ancien PC bulgare ou de ses organisations satellites. Le principal dirigeant du Parti vert est le fils d'un général, ancien vice-ministre de l'Intérieur, et a été lui-même maire de la capitale après la chute de Jivkov. Quant au Parti libéral, il est dirigé par Petko Simeonof, également ancien membre du PC

bulgare. Aucun candidat des UFD-Libéraux ne réussira à se faire élire.

La deuxième liste issue de l'UFD s'est présentée sous l'intitulé "UFD-Centre", rassemblant les sociaux-démocrates liés à la IIe Internationale [*et sont les seuls membres légitimes de la IIe Internationale parmi les différentes fractions représentées en Bulgarie*], un deuxième parti écologiste et une fraction du PC bulgare. L'UFD-Centre n'est pas représentée non plus à l'Assemblée nationale.

La troisième liste, dite "UFD-Mouvement national", est composée de 18 partis et organisations, dont des fantômes de partis regroupant quelques dizaines de personnes. On y trouve des partis dont la dénomination est la même que celle de partis rassemblés dans les deux autres listes : sociaux-démocrates se dénommant "*Parti authentique social-démocrate*", un "*Parti authentique écologiste*", etc.

Cette troisième UFD est plus ou moins soutenue par le très syndicaliste (sic) Dr Trentchev.

L'UFD — Mouvement national — groupe 110 députés sur 240 à l'Assemblée nationale. Le PC bulgare, rebaptisé "*Parti socialiste*", se présente comme un "*parti moderne de la gauche*". Il a 106 députés, et le Parti turc 24.

Aucun des autres partis, Sociaux-démocrates et Verts groupés dans l'UFD Centre, le Parti agrarien Nicolas-Petkov, n'a pu franchir la barre des 4 % et n'a donc de représentation parlementaire.

A part ces partis se sont constituées une cinquantaine d'organisations, depuis les monarchistes et les nationaux-socialistes jusqu'aux républicains, en passant par la démocratie chrétienne. Il y a également quatre partis

démocratiques. Nous aurons à revenir sur ce pluralisme de partis qui, tous inféodés au FMI, sont tous candidats à organiser sous son égide la privatisation, sur un cours de continuité entre l'ancien régime de dictature du parti unique et la "démocratie pluraliste".

Pluralisme ne signifie pas nécessairement la démocratie

Auparavant, nous allons montrer comment ce "pluralisme" structure la décomposition politique du pays.

L'éclatement de l'UFD a été orchestré par trois conférences nationales qui avaient pour but d'éliminer le Dr Dertliev, président des sociaux-démocrates, qui se réclamait de la IIe Internationale. Signalons que l'UFD, regroupement hétéroclite où coexistaient des partis et organisations de la droite monarchiste, des républicains et une gauche avec la social-démocratie, entendait "*sauvegarder la paix sociale et réaliser la transition pacifique*" par un accord dans un gouvernement de coalition entre l'UFD et la nomenklatura.

La droite a lancé une campagne contre Dertliev, l'accusant d'être un dictateur. Il a été liquidé, écarté de la direction de l'UFD dont il était l'un des fondateurs.

Cela comme résultat de trois conférences de l'UFD préparées selon des méthodes staliniennes, avec des groupes de type policier applaudissant et huant les orateurs sur commande. Les invectives empêchèrent Dertliev de prendre la parole à la tribune. Cette campagne d'élimination de Dertliev a été constamment relayée par les médias et dans les meetings du mouvement national.

La droite a procédé de la même manière avec les dirigeants agrariens, tel Milan Drentchev du Parti Nicolas-Petkov. Des représentants des écologistes et des libéraux ont également connu le même sort.

En Bulgarie comme dans tous les pays, il y a en politique des "lois" qui tôt ou tard s'affirment, certes au travers d'ambitions et de conflits personnels, mais plus fondamentalement en raison de la lutte des forces sociales. La droite, magnanime, a déclaré : nous n'excluons pas le Parti social-démocrate, mais Dertliev et ses amis sont des traîtres. Les "vrais" sociaux-démocrates sont avec nous. La preuve, ils se sont proclamés "authentique" parti social-démocrate et ont élu un nouveau comité central. Tous ceux qui ont été écartés de la direction de l'UFD s'unirent pour se proclamer les "vrais" UFD. Ils ont été balayés aux élections.

Voulez-vous vous rendre compte de ce qu'est "la démocratie en marche en Bulgarie" ? Avant les élections d'octobre 1991, l'Assemblée nationale avait mis en discussion une nouvelle Constitution. La droite s'y opposait, dénonçant le projet comme une constitution "communiste" (sic).

Tous les députés de la droite quittèrent le Parlement et entamèrent une "grève de la faim jusqu'à la mort". La population, lassée des discussions interminables auxquelles se livraient les parlementaires, a pu croire que l'initiative de la droite allait permettre de poser les problèmes réels qui confrontaient la société bulgare: expropriation de la nomenklatura et liquidation des institutions de la dictature.

Les "grévistes de la faim" s'installèrent sous une tente à côté de la grande place de la capitale (place Alexandre Newski). Au bout de deux jours, n'ayant encore rien mangé, l'actuel président de l'Assemblée nationale Stefan Savov (dirigeant du Parti démocrate, monarchiste de conviction) a commencé à défaillir. Immédiatement transféré à l'hôpital, il est revenu deux jours plus tard en faisant le signe de la victoire. Dès lors, les parlementaires ont farouchement montré leur détermination d'aller

jusqu'au bout, en commençant à boire du thé avec du miel et des vitamines. Dans la journée, ils se faisaient acclamer par la population. Devenus de véritables stars des mass-medias, ils donnaient des interviews, recevaient personnalités politiques et hommes d'État.

Le soir, quelques sentinelles de la "grève jusqu'à la mort" réintégraient la tente, tandis que la majorité allaient confortablement dans des hôtels "trois étoiles" récupérer leurs forces pour le "spectacle" du lendemain. Tout cela avec la bénédiction du pape Kristov Sabev, que nous connaissons déjà, et qui appelait ses compatriotes à apporter des bougies pour soutenir les "héroïques" grévistes se sacrifiant pour le peuple bulgare et la patrie — jetant au passage l'anathème sur le diable et toutes les forces du mal.

D'autres prirent la parole, dont l'actuel ministre de la Culture Elka Constantinov, dont le passé est intéressant à signaler. Actuellement, Madame le Ministre est présidente du Parti radical-démocrate. Sous la dictature, elle était professeur de lettres à l'institut stalinien de littérature et langue bulgare. Institut dont tous les membres n'étaient pas membres du PC bulgare, mais ne pouvaient prétendre occuper leur posi-

tion, profiter des privilèges afférents, qu'en se conduisant en serviles laquais du régime.

Aujourd'hui elle s'est, avec nombre de ses collègues, reconvertie aux idéaux de la privatisation et de la démocratie du marché. Ceux des intellectuels qui entendaient honnêtement conserver leur conscience ont été progressivement écartés. Ajoutons, pour compléter la biographie de Madame le Ministre, que le Parti radical-démocrate a été constitué à l'initiative du PC bulgare.

Plusieurs jours ont donc ainsi passé. La foule s'impatientait, et commençait à lancer les mots d'ordre : "A bas l'Assemblée nationale, à bas le gouvernement !" La situation devenait dangereuse pour les héroïques combattants. Ils prirent alors la parole pour déclarer en substance à la population qui commençait à poser les véritables problèmes politiques : "Frères et sœurs, pas de violence, ce n'est pas la méthode de la vraie démocratie."

La peur de l'irruption des masses dans le conflit politique allait sceller le compromis entre toutes les forces politiques, aboutir en particulier à la satisfaction de l'exigence des 39 députés "grévistes" de nouvelles élections, qui ont été organisées le 13 octobre 1991.

- XI -

BREF EXAMEN DE LA SITUATION EN BULGARIE DEPUIS JUILLET 1992

En juillet 1992, le gouvernement était dirigé par le Premier ministre Dimitrov, avec l'appui du groupe parlementaire du Parti "turc", représentant de la minorité turque - composée de petits propriétaires paysans, opprimés durement sous le régime stalinien. Sous le régime Jivkov, à la fin du règne, une première vague de répression a conduit 300 000 personnes d'origine turque à émigrer vers la Turquie. Les conditions de vie de plus en

plus difficile en Bulgarie entraînent une deuxième vague massive d'émigration vers la Turquie.

En septembre, une sévère crise politique éclate au Parlement, sur fond de délabrement économique et social renforcé par les exigences du FMI. A quoi s'ajoutent l'aggravation de la situation dans les Balkans (particulièrement en ex-Yougoslavie, mais pas seulement (voir les manifestations en Grèce sur la question macédonienne), l'exaspé-

ration de la lutte de clans au sein de la nomenklatura, et plus particulièrement dans le parti stalinien rebaptisé Parti socialiste bulgare.

Au plus haut niveau de "l'État" en décomposition, s'opposent le président de la République et le président du Parlement. Le président de la République, Jelev, chef de l'armée, dirige les services secrets. Le Parlement, sous l'impulsion de l'UFD dont le président est issu, cherche à prendre le contrôle des services secrets. Le conflit éclate publiquement.

La mafia bulgare, constituée par la nomenklatura et la police secrète, divisée en clans, contrôle tous les rouages de l'État. Ainsi un conseiller du Premier ministre, Constantin Michev, conseiller du président, citoyen américain d'origine bulgare, s'est entremis pour vendre des armes à la Macédoine. Cinq gouvernements se sont succédé depuis la chute de Jivkov.

La crise gouvernementale

Commencée en juillet, la crise gouvernementale s'est véritablement déchaînée durant deux mois, de fin octobre à fin décembre 1992 (l'effigie du président brûlée dans des meetings...). Pour tenter d'éviter la crise, un général, ancien ambassadeur d'URSS en Bulgarie, général du KGB, devenu homme d'affaires accompli, en liaison avec son homologue américain de la CIA, a cherché à réaliser un compromis entre toutes les fractions, pour "sauver la patrie" (sic). Il n'a pas réussi. Le Parlement s'est réuni à huis clos avec à son ordre du jour le commerce des armes avec la Macédoine, en infraction avec l'embargo. Le Parlement vote une motion de censure sur une majorité composée du Parti socialiste bulgare et du Parti turc. Le gouvernement Philippe Dimitrios démissionne. Le comité de coordination, direction de l'UFD, propose au président la candidature comme

Premier ministre de son ancien ministre de l'Intérieur l'avocat Sokovo, se qualifiant de sans-parti, collègue de Philippe Dimitriov également avocat. Le groupe parlementaire turc refuse la candidature de Sokolov, demande à l'UFD de lui présenter d'autres candidatures. L'UFD refuse. Elle n'entend pas que le groupe parlementaire se mêle de la nomination du Premier ministre.

Le président, devant l'échec de l'UFD, appelle le deuxième groupe parlementaire, celui du PSB (Parti socialiste bulgare) à lui proposer un candidat au poste de Premier ministre. Le PSB établit une liste de 25 personnalités appartenant principalement à l'opposition extra-parlementaire. Le premier candidat proposé était Karamfilov, du Parti social-démocrate dirigé par le Dr Dertliev. Celui-ci accepte sans conditions le soutien de l'UFD. Celle-ci refuse, le Parti social-démocrate retire son candidat.

Le Parti socialiste bulgare, constitué, répétons-le, comme refuge d'une partie de la nomenklatura stalinienne mise en place par Jivkov, a établi une liste de 25 candidats : 23 refusent d'être présentés par le PSB.

Le PSB prend alors contact avec Peter Bojadjiev, émigré bulgare qui réside en France depuis 1981, où il a fondé une entreprise d'informatique à Marseille. Le président s'y oppose. Il déclare au PSB : "J'accepte chacun des 25 sauf lui!" Il prétexte que, devenu citoyen français et ayant donc la double nationalité, il ne peut constitutionnellement être Premier ministre.

Précision : le Parti socialiste bulgare est divisé en deux grandes fractions et une série de clans. Après la chute de Jivkov, le PC bulgare a eu durant un an et demi pour premier secrétaire Alexandre Lilov. Celui-ci était secrétaire aux

problèmes idéologiques du PC sous le régime Jivkov. Bien qu'il ait perdu son poste en 1984-1985, dans la lutte des clans qui déjà faisait rage à l'époque, le bureau politique du PC bulgare l'a envoyé en Angleterre et aux USA pour étudier "les idéologies occidentales". Revenu en Bulgarie, il a été nommé à l'Académie sociale du parti, institution chargée de l'éducation des cadres du parti stalinien. Responsabilité qu'il a occupée jusqu'à la chute de Jivkov.

En août 1991, durant le coup d'État qui a placé Eltsine au pouvoir en Russie, Lilov a eu comme bien d'autres une attitude hésitante.

Actuellement, le Parti socialiste bulgare est dirigé par Jean Videnov, homme de Likov qui a été nommé "stratège" du parti.

L'autre fraction a été constituée par Loukhanov, dont nous avons précédemment décrit l'itinéraire. Emprisonné, il a été libéré, tandis que Lilov, bien qu'ayant encore son mandat parlementaire, est poursuivi et interrogé par le procureur de la République.

Loukhnov a été accusé d'être le cerveau de la mafia, car comme ancien ministre des Finances, il transférait des capitaux dans les banques occidentales.

Un multimillionnaire d'origine bulgare, émigré il y a 25 ans aux USA, dénommé Augustin Peitchinov, a pris la nationalité américaine. Ancien membre du comité central des Komsomol, il est en relation avec le courant du PC bulgare prétendument social-démocrate, dont fait partie Loukhanov. Peitchinov a récemment organisé une réception dans l'un des hôtels de luxe qu'il possède aux USA. Parmi les invités : ses amis du courant Loukhanov, le maire de Sofia et le roi Siméon, et des députés du groupe UFD. On ne peut pas même dire que Washington se camoufle : en Bulgarie,

comme dans tous les pays de l'Est et de l'ex-URSS, c'est directement le gouvernement américain qui intervient avec ses agents dans les affaires du pays.

Les candidats présentés par l'UFD et le PS bulgare ayant été récusés, le président a demandé au groupe parlementaire turc de lui présenter un candidat. Le Professeur Berov, conseiller économique du président, a été élu avec l'appui des 24 députés du groupe parlementaire turc, 23 voix UFD et 80 de l'ancien PC bulgare. Il a constitué, selon ses dires, un "gouvernement d'accord national", le "gouvernement de la privatisation". 81 députés UFD ont refusé de voter l'investiture, qualifiant ce gouvernement de "néo-communiste" (sic), et se prononcent pour de nouvelles élections.

L'UFD, qui comptait 110 députés, s'est une nouvelle fois divisée en trois groupes parlementaires.

L'un des groupes s'est constitué comme lobby du Dr Trenchev, un deuxième autour de deux anciens secrétaires du PC bulgare du temps de Jivkov, qui ont constitué le Parti social-libéral. Le troisième, majoritaire avec 81 députés, est toujours dirigé par Philippe Dimitrov.

Sicaires du régime stalinien, défendant leurs privilèges avec une police secrète recrutée dans les bas-fonds de la société, la nomenklatura maffieuse est tout naturellement devenue l'agent servile du nouvel ordre américain du marché libre de la propriété privée des moyens de production. Caste privilégiée qui s'est constituée en expropriant le peuple travailleur des villes et des campagnes de la gestion de l'économie pour garantir ses privilèges, la nomenklatura, déchirée en clans maffieux, organise sous le contrôle du FMI la privatisation qui jette le pays dans la plus affreuse débâcle économique, politique et sociale.

- XII - PREMIERES CONCLUSIONS

La chute du Mur de Berlin, qui a entraîné la chute des régimes bureaucratiques, dont le gouvernement Jivkov, comportait des contradictions dans les motifs et dans les conséquences. Les travailleurs de RDA qui jetaient à bas le Mur avaient l'espoir de conquérir un niveau de vie comparable à celui des travailleurs allemands de l'Ouest.

Mais en même temps, pour la caste parasitaire, il s'agissait pour défendre ses privilèges de s'intégrer dans le processus de la restauration du capitalisme dans le cadre du système mondial de la propriété privée des moyens de production.

Alors même que sous la direction du FMI, de la Banque mondiale, de la CEE, on assiste partout dans le monde à la plus gigantesque destruction des capacités productives, usines, exploitations, agricoles, services publics, l'ex-URSS, les pays de l'Est, la Bulgarie sont appelés à payer le droit d'entrée dans le système de la propriété privée qui les entraîne à se soumettre à un nouvel ordre mondial dominé par l'impérialisme américain. Et c'est ainsi que la nomenklatura maffieuse devient l'agence directe des grandes puissances mondiales, principalement les USA, et a ainsi le droit de continuer à opprimer le peuple travailleur des villes et des campagnes.

Sous le régime stalinien, la caste parasitaire expropriait le prolétariat de la gestion de l'économie étatisée ; la bureaucratie s'est constituée en agence directe entre le capital financier et l'économie de son propre pays.

Le caractère de cette dépendance, nous le trouvons dans le fait que la Bulgarie stalinienne a pu "bénéficier" si l'on peut dire des crédits de la Banque mondiale.

Devenue délibérément agence directe des puissances impérialistes, principalement des USA, la

nomenklatura ne peut vivre et subsister, toucher des prébendes, qu'en liaison avec la Banque mondiale ; C'est là le processus même de la recolonisation, intégré au processus de la privatisation de l'économie, où la nomenklatura corrompue sera rétribuée par le pourcentage que lui concédera le capital financier.

Les dictatures totalitaires se sont abattues comme des fruits pourris à partir de la chute du Mur de Berlin, qui a entraîné la disparition de Honecker, bientôt suivie par l'éviction de Jivkov. Sous la direction des USA, la nomenklatura mise en place sous les staliniens est engagée dès lors dans une politique cherchant à raccorder, par les privatisations, ses privilèges de caste à la restauration capitaliste.

Mais le processus de privatisation, dans le cadre de la crise mondiale du système de la propriété privée des moyens de production, n'ouvre pas d'autre perspective que la recolonisation sur les décombres de l'économie nationale. Le processus de privatisation conduit tout à la fois à la désagrégation de l'économie et à la décomposition de tout système étatique.

La situation catastrophique du pays ne freine cependant pas les appétits de la nomenklatura contrôlant les réseaux d'import-export, qui par les mille et un canaux de la privatisation s'octroie des milliards de levas qui, transformés en dollars, sont placés dans les banques occidentales. D'immenses fortunes se construisent dans le trafic de la drogue, dont la Bulgarie est devenue l'une des plaques tournantes entre l'Asie et l'Europe occidentale.

La catastrophe économique qu'organisent en commun la nomenklatura, les débris de l'ancien régime de la monarchie, les nouveaux sociaux-démocrates, entraîne tout à la fois une avide concurren-

rence entre tous les clans pour accéder au pouvoir et un rapprochement de tous devant l'abîme. Le tout comme conséquence de la politique de restructuration dirigée par le FMI, la Banque mondiale et la CEE.

Telle est la signification du tableau des crises politiques successives que nous avons brièvement analysées, sur fond de catastrophe économique sans précédent, où la privatisation et la déréglementation détruisent tout sur leur passage.

Ce processus de privatisation, avec son cortège d'inflation et de chômage, non seulement absorbe une proportion gigantesque du revenu national, mais disloque totalement les bases économiques fondamentales. Des branches entières de la production disparaissent, le chaos s'accroît.

Les forces sociales en présence agissent pour leurs intérêts respectifs. La force des intérêts de la nomenklatura appelait la restauration du capitalisme. Mais cette restauration n'est pas un facteur d'unité pour la caste parasitaire; bien au contraire, elle déchire la nomenklatura en clans, chacun d'eux essayant de s'approprier pour son propre compte les "bénéfices" du chaos engendré par la restauration.

Meute avide et insolente, odieuse à tous, la caste parasitaire ne pouvait se dispenser de chercher la consolidation de ses intérêts dans la restauration de la propriété privée des moyens de production. Mais cela ne peut être réalisé que sous la direction des puissances occidentales, et plus particulièrement sous la direction des États-Unis. Le processus de privatisations conduit, répétons-le, la Bulgarie à être prise en remorque par l'impérialisme, où, par les effets de la crise mondiale du système de la propriété privée qui limitent considérablement toute

possibilité d'investissement, la destruction des forces productives entraîne la destruction physique de la force de travail, du prolétariat et de la paysannerie, voués au dénuement, à la misère, à l'état de paupérisation absolue.

La classe ouvrière bulgare a vécu durant un demi-siècle dans les conditions politiques de l'Etat totalitaire, avec son cortège de répression et de pénurie, tandis que s'édifiaient les privilèges de la nomenklatura se camouflant derrière des litanies aussi vides qu'insipides sur un prétendu "socialisme réel" qu'elle édifiait contre les intérêts des masses laborieuses. Cela, tout en tâtant continuellement le terrain pour un accord avec l'impérialisme.

La classe ouvrière bulgare fut concentrée dans des entreprises, sans droits ni garanties, sans syndicats ni partis indépendants. Les conséquences de la privatisation engagée conjointement par les nomenklaturistes et les capitalistes occidentaux placent la classe ouvrière, les jeunes, les retraités, les paysans, dans des conditions de recherche des voies de la lutte pour littéralement survivre.

Il s'agit aujourd'hui, pour les travailleurs bulgares comme pour ceux de l'ex-URSS et des pays de l'Est, de la lutte pour le droit au travail, pour le droit à un salaire et des retraites décentes, pour le droit à la santé et à l'instruction, du combat contre les privatisations.

Quelles que soient les difficultés présentes et à venir, il ne fait pas de doute que pour assurer leur survie, sous une forme ou sous une autre, dans des délais plus ou moins longs, des millions, des centaines de millions d'êtres humains, dans le monde entier, ne pourront accepter d'être réduits au dénuement le plus complet, enfoncés dans une catastrophe préparée par la crise mondiale du système de la propriété privée des moyens de production.

L'absence d'investissement, la
 destruction des forces productives
 entraînent la destruction physique
 de la force de travail, du proléta-
 riat et de la production collective.
 La classe ouvrière bulgare a vécu
 durant un certain temps dans des con-
 ditions politiques et économiques
 totalement étrangères à son régime de
 production de biens matériels. Elle
 a subi des privations physiques de la
 même nature que celle des paysans
 qui, eux, n'ont pas subi de privations
 matérielles, mais des privations
 morales. C'est tout ce que les dirigeants
 ont voulu imposer à la population
 pendant le régime des deux dictatures.
 La classe ouvrière bulgare a subi
 pendant ce régime des privations
 matérielles et morales, mais elle
 n'a subi aucune privation physique.
 Les dirigeants de la première
 action n'ont pas compris que les
 privations matérielles et morales
 entraînent des conséquences graves
 pour la production collective. Ils
 ont voulu imposer à la population
 pendant le régime des deux dictatures
 des privations matérielles et morales,
 mais ils n'ont pas compris que les
 privations matérielles et morales
 entraînent des conséquences graves
 pour la production collective.

L'Amérique latine dans la nouvelle situation mondiale

par le Secrétariat latino-américain
de la IVe Internationale (CIR)

LA PLACE DES PRIVATISATIONS DANS LA POLITIQUE DE RECOLONISATION DE L'IMPERIALISME

L'un des aspects fondamentaux de la politique de l'impérialisme nord-américain pour les pays d'Amérique latine est la privatisation des entreprises d'Etat et des services publics.

Comme on le sait, ce n'est pas là une particularité latino-américaine, mais la matérialisation d'une politique internationale déterminée par le parasitisme sans précédent du système capitaliste fondé sur la propriété privée des grands moyens de production.

Au compte de l'impérialisme nord-américain, le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale (BM) et la Banque interaméricaine de développement (BID) sont les organismes qui planifient et exécutent les privatisations en comptant sur la soumission des divers gouvernements latino-américains. Ceux-ci démontrent leur servilité, en allant jusqu'à s'endetter auprès de ces mêmes instruments de la rapine impérialiste pour en payer les techniciens comme «conseillers» dans l'application des politiques de privatisation...

Les privatisations impliquent la destruction d'immenses forces productives, elles sont l'antichambre de licenciements massifs dans les usines et les entreprises.

« Lors de ses entretiens avec les gouvernements, le FMI ne manque pas de rappeler à ces derniers qu'il est essentiel d'encourager active-

ment la participation des syndicats et des autres partenaires sociaux à la formulation de la stratégie économique du pays»

(Extrait du discours de M. Camdessus devant la BID le 19 novembre 1992 à Washington.)

C'est ainsi, en organisant le «tripartisme» (1) avec la collaboration des bureaucraties syndicales, que l'impérialisme cherche à disloquer le prolétariat, la seule classe qui, dans la période historique actuelle, défend avec conséquence la nation et la démocratie dans les pays semi-coloniaux.

Ce qui est en jeu: la souveraineté des nations et l'avenir des travailleurs

En effet, ce qui est en jeu avec les privatisations, ce ne sont pas des questions de nature technique, mais la défense même de la nation, de la souveraineté, même limitée, de ces pays. Certes, les nations latino-américaines n'ont jamais été des nations souveraines, dans la mesure où leurs classes dominantes, incapables de réaliser jusqu'au bout la révolution nationale et démocratique, ont dû s'intégrer dans le marché sous la férule du capital étranger. Cependant, la rupture avec le colonialisme espagnol (et portugais dans le cas du Brésil) a constitué leur autonomie politique formelle par la constitution d'Etats nationaux là où durant quatre siècles avait régné le régime politique colonial, développant ainsi leurs forces productives, limitées, à partir de la pénétration des capitaux anglais d'abord et nord-américains ensuite. Depuis la fin du XIXe siècle, et durant tout le

XXe siècle, les pays latino-américains ont constitué leurs économies capitalistes et leurs rapports de classes à partir des nécessités et des tendances de l'impérialisme.

Ils ont été et ils restent des pays opprimés, intégralement dépendants du capital financier international. En raison de leur peur devant le mouvement des masses, les créoles et plus tard leurs héritiers, les premiers noyaux de grands propriétaires terriens et de bourgeois, n'ont jamais modifié ces rapports de dépendance. Mais, durant les périodes d'expansion du marché mondial, cette intégration subordonnée s'est traduite par un développement limité et déformé de l'économie des pays latino-américains à partir de l'exploitation impérialiste, notamment des richesses naturelles : pétrole, minerais, sucre, caoutchouc, café, cacao, etc. Dans cette situation, on comprend toute la portée de la révolution cubaine. Dans le combat pour la chute de la dictature de Batista, les révolutionnaires dirigés par le Mouvement du 26 juillet de Fidel Castro, qui avait au départ un programme anti-dictatorial et démocratique, se sont trouvés confrontés à l'impérialisme et son soutien à la dictature. Dès la chute du régime et l'accomplissement des tâches démocratiques, ils se sont trouvés confrontés au barrage des grands propriétaires liés à l'impérialisme. Dans la conquête de la souveraineté nationale, ils ont été obligés d'exproprier les grands propriétaires capitalistes, donc à rompre avec l'impérialisme, confirmant l'affirmation théorique du Programme de transition qui dit : « *Sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances, (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petits-bourgeois, y compris les stalinien, peuvent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie.* »

Ce qui doit être clairement établi, c'est que dans le cadre de cette dépendance historique, durant les dix dernières années, l'impérialisme nord-américain a encadré les relations de l'Amérique latine sur une ligne de recolonisation de ces pays, en utilisant pour ce faire le paiement de la dette extérieure.

La prédominance absolue du capital financier et la place croissante de la spéculation poussent à la contraction du marché mondial, et conduisent à un processus de destruction des forces productives de ces pays, qui s'exprime dans la récession avec son cortège de fermetures d'entreprises, de faillites de branches entières de l'industrie, de développement monstrueux du chômage massif et de la prolifération de ce qu'on appelle l'« *économie informelle* ». Les gouvernements des pays latino-américains se comportent en véhicules de cette dégradation générale de la société dans son ensemble. Les bourgeoisies d'Amérique latine ont ainsi accentué leur caractère de bourgeoisies compradores, étrangères à tout dessein de développement industriel, même déformé et dépendant. C'est ainsi que se traduit la recolonisation, qui est un processus de destruction pure et simple et qui a amené à ce que les fonctionnaires du FMI élaborent, ordonnent et appliquent presque directement depuis les organes de l'Etat les « *plans d'ajustement* » qui ont pour axe les privatisations et le paiement sans concessions de la dette extérieure. La recolonisation intègre la dislocation du cadre de l'Etat national, avec pour conséquence la dislocation des partis des bourgeoisies locales et des rapports entre les classes. C'est ainsi que dans la loi étudiée par Lénine, suivant laquelle l'impérialisme « *accentue la pression nationale* », il s'est effectivement produit un accentuation de l'oppression impérialiste ancestrale.

Dans l'Adresse aux travailleurs du monde entier de la Conférence internationale de Moscou, ce pro-

cessus est consigné en termes simples et clairs :

« En Amérique latine, en Afrique, en Asie, le FMI a imposé ce qu'il appelle des plans d'ajustement structurel dont les maîtres mots sont privatisation des entreprises d'État et liquidation des services publics. Et cela au nom de la "dette extérieure", dette qui ne cesse de s'alourdir malgré le paiement des intérêts. »

En 1980, le total de la dette en Amérique latine était de 240 milliards de dollars. Les intérêts payés de 1980 à 1990 représentent 360 milliards de dollars. Le montant total de la dette extérieure d'Amérique latine en 1990 est de 500 milliards de dollars ! Cette dette est utilisée aujourd'hui par le FMI pour justifier un véritable plan de recolonisation. On impose à ces pays qu'ils vendent aux multinationales les entreprises d'État, à commencer par les entreprises pétrolières, remettant en cause les bases économiques de la souveraineté nationale. »

C'est en effet le processus en cours, grâce à la complicité de tous les gouvernements latino-américains, agents de l'impérialisme.

Clinton et l'Amérique latine : « le libre commerce »

Les pays latino-américains, dont les économies sont inféodées aux banques internationales, notamment nord-américaines, à travers le paiement de la dette extérieure, qui sont soumis au pillage à grande échelle par la privatisation de leurs richesses, de leurs entreprises et réserves nationales, subissent les conséquences de la paralysie et de la baisse permanente de la production, ce qui plonge 400 millions d'êtres humains dans la misère et la famine, en rapprochant de plus en plus leurs conditions de vie de celles des peuples africains. Il ne fait aucun doute que cette situation ne sera pas modifiée par l'élection de Clinton, que certains secteurs politiques caracté-

risent comme le « *nouveau Kennedy* ». Mais la situation mondiale n'est pas la même, et la crise aux Etats-Unis mêmes oblige le gouvernement du Parti démocrate à faire pression sur les autres impérialismes et, bien sûr, sur l'Amérique latine. Notons, pour commencer, que Clinton, aux côtés de Bush et des Républicains, soutient la loi Torricelli qui renforce le criminel blocus économique contre Cuba. C'est aussi Clinton qui a été le premier à se prononcer, avant son élection, en faveur de l'intervention militaire des Etats-Unis contre l'ex-Yougoslavie.

En ce qui concerne le Traité de libre commerce (TLC, NAFTA en anglais), Clinton a demandé au Parlement de l'examiner en « *Fast Track* » (procédure rapide). Ses « reproches » sur la pollution et sur la situation des travailleurs ne sont que des paroles trompeuses en direction de son électorat. Clinton s'en tient au fait que les administrations changent, mais pas les intérêts des Etats-Unis.

Le 19 novembre, Clinton a déclaré qu'« *une partie de notre avenir économique réside dans un important commerce à deux voies avec l'Amérique latine* ». Son objectif est de « *réduire de 20 % le déficit commercial des Etats-Unis et de réduire le taux de chômage* ». Cela signifie que l'impérialisme nord-américain s'apprête à faire peser plus lourdement encore le fardeau de sa crise actuelle sur les épaules de la classe ouvrière et des peuples latino-américains, ainsi que sur les travailleurs et les classes moyennes nord-américains. Les conditions présentes de la décomposition mondiale du système capitaliste ne fournissent pas les bases matérielles pour une politique similaires à celle du New Deal de Roosevelt, ou de l'Alliance pour le progrès de Kennedy. Telle est la place occupée par le Traité de libre commerce avec le Mexique, cité en exemple pour tous les pays. D'ores et déjà des négociations ont été

engagées pour des accords de libre commerce avec le Chili et l'Argentine. Dans le cadre du Traité de libre commerce, le gouvernement de Salinas de Gortari privatise des secteurs stratégiques de l'économie mexicaine comme la sidérurgie, la pétrochimie, le téléphone et les banques, ouvrant ainsi une nouvelle phase d'attaques contre la classe ouvrière et la nation. Toutes les conquêtes nationales et démocratiques de la révolution mexicaine de 1910 et de la période nationaliste du général Cardenas sont remises en question. C'est ainsi qu'est préparée la modification de la Loi générale du travail, la mise en cause des conventions collectives par l'introduction de « zones franches » où les travailleurs sont livrés à l'exploitation capitaliste sans aucune restriction légale, et modifié l'article 27 de la Constitution concernant la propriété de la terre : désormais, les terres des Ejidos (2) et la propriété communale, qui représentent 50 % des terres cultivables, sont mises en vente.

Le chercheur mexicain Marquez Ayala, qui s'est prononcé contre le Traité de libre commerce, explique :

« Il me semble qu'on oublie l'évidence. Le libre commerce est un passage à deux voies, et pour chaque wagon ou bateau que nous envoyons, ils nous en enverront 10, pour la simple raison que nous avons au Mexique une production insuffisante et qu'ils ont eux une surproduction agricole, et même d'immenses capacités de production inemployées à cause de la récession et du manque d'exportations. Ils peuvent ainsi littéralement inonder notre marché de tout ce qu'on peut imaginer, comme c'est en train de se passer: en 1990, nos ventes à l'étranger ont augmenté de 3,5 % mais nos achats de 19 % et en 1991 les exportations se sont accrues de 5,1 % tandis que les importations progressaient de 16,6 %. Ce déséquilibre tendra à s'accroître. »

Le déficit extérieur, ajoute le chercheur, « d'après les projections, tend à augmenter en chiffres absolus de 16,3 milliards de dollars en 1992, d'après les estimations, à quelque 30,4 milliards en l'an 2000. Le déficit cumulé de devises entre 1993 et l'an 2000 sera de 200 milliards de dollars, et pour le financer on compte s'appuyer sur l'obtention de nouveaux prêts de l'étranger pour un montant de 90 milliards de dollars, sur l'attraction de 95 milliards de dollars par le biais d'investissements directs de l'étranger, et sur le fait que les Mexicains nous feront la faveur de rapatrier les 25 milliards restants ». Ayala conclut : « Perte de souveraineté économique, subordination aux Etats-Unis, déséquilibre extrême chronique et renforcement des inégalités et de la division en deux (un petit Mexique international, riche et prospère, et un grand Mexique, pauvre et arriéré) jusqu'à un point extrême d'exaspération sociale et de dislocation politique ».

L'objectif du traité contresigné par les gouvernements du Mexique, des Etats-Unis et du Canada le 11 août 1992 est de supprimer dans les quinze années à venir toute barrière commerciale entre les trois pays. Dans le cadre de ce plan, en cinq ans, 65 % des exportations industrielles et agricoles américaines seront exonérées de toute taxe. A partir de sa ratification, les droits appliqués aux exportations d'automobiles et aux pièces détachées vers le Mexique seront réduits de 50 %; les trois quarts des exportations en pièces détachées seront libres d'ici cinq ans. Celles des véhicules le seront dans huit ans, à condition qu'ils comportent au moins 62,5 % de pièces fabriquées aux Etats-Unis. Les barrières douanières pour les produits textiles connaîtront le même sort. D'autre part, le marché mexicain des télécommunications, des banques et des assurances s'ouvrira progressivement aux

investissements nord-américains. Le Mexique écartera la clause suivant laquelle les entreprises nord-américaines doivent exporter pour investir dans le pays. En ce qui concerne l'agriculture, le Mexique éliminera dans l'immédiat les licences d'importation obligatoires, et les échanges seront totalement libres d'ici quinze ans.

Aux Etats-Unis comme au Canada, les monopoles capitalistes exportateurs sont entièrement favorables au Traité, car il leur donne la possibilité d'installer des entreprises au Mexique où la main-d'œuvre industrielle leur coûtera 1,80 dollar l'heure, au lieu des 14,7 dollars qu'ils versent dans leur pays (16,2 dollars au Canada). On sait qu'aussi bien l'AFL-CIO que les syndicats canadiens ont dénoncé le Traité en raison des conséquences qu'il aura sur la stabilité de l'emploi des travailleurs nord-américains. En ce qui concerne le Mexique, il est évident que le Traité de libre commerce ne peut que signifier la destruction des bases de son économie nationale et la surexploitation des travailleurs, dont les syndicats et conquêtes sont aujourd'hui menacés.

« Libre commerce », c'est la liberté pour les monopoles et les banques nord-américains de s'adonner à un pillage en règle des pays latino-américains, avec le blanc-seing des gouvernements bourgeois ; c'est la liberté déréglementée de s'accaparer les entreprises d'Etat et les services publics (Sécurité sociale, électricité, eau, enseignement), c'est la « flexibilité » pour détruire les syndicats, la législation du travail et les bases économiques des Etats en aggravant leur condition compradore et en accélérant leur dislocation. C'est à partir de la signification du TLC-NAFTA qu'on peut comprendre la place de ce qu'on appelle les « pactes régionaux » comme le Mercosur (Argentine, Brésil, Uruguay et Paraguay), le Nouveau Pacte andin (Colombie, Equateur, Pérou, Bolivie), le Caricom (Amérique centrale) ainsi que

des accords bilatéraux de libre commerce entre les Etats-Unis et le Chili, les Etats-Unis et le Venezuela. Le but visé par l'impérialisme nord-américain reste résumé par la même phrase: « *Un seul marché libre de l'Alaska à la Patagonie* ».

Non seulement l'orientation générale des gouvernements qui ont signé ces traités (des gouvernements aussi ouvertement pro-impérialistes que ceux de Menem, Collor, Gaviria ou Alwyn) mais aussi les mesures qu'ils préconisent ou commencent à mettre en oeuvre démentent les versions intéressées qui présentent ces accords comme une « *intégration régionale* » opposée à la destruction engendrée par la politique impérialiste des Etats-Unis. En effet, les privatisations et la dette extérieure, gigantesque entreprise de pillage et de destruction impérialiste, minent l'existence des Etats nationaux et précipitent les peuples dans une pénurie sans précédent.

A ce sujet, il faut souligner l'exemple spectaculaire de l'Argentine. En 1992, en conséquence de la politique monétaire du gouvernement Menem, politique qui visait à faciliter le processus des privatisations, les résultats financiers ont été les suivants : le pays a enregistré 6,5 milliards de dollars de recettes au titre de « *placements financiers* » - c'est-à-dire de la spéculation - à quoi il faut ajouter 2,21 milliards de dollars en conséquence des privatisations; et un investissement direct de 700 millions de dollars. En même temps et pour la même période, le déficit de la balance commerciale atteignait les 6,8 milliards de dollars. Cette politique mène à la stagnation de la production nationale et à la diminution des exportations. La conséquence prévisible et évidente pour les prochaines années c'est la banqueroute.

Jusqu'où peut aller ce cours de recolonisation et de surexploitation des travailleurs ? Tout se résoudra

dans le cours de la lutte des classes. Mais une chose est certaine: la résistance et le combat des masses sont un barrage qui freine l'application de ces plans, tout en jetant les bases pour les retourner en leur contraire. Le principal problème de l'impérialisme réside dans le fait qu'il n'est pas parvenu à défaire le prolétariat et les masses opprimées. La dislocation de l'Etat, des diverses formes de gouvernement de tous les partis pose clairement toutes les questions économiques et politiques au niveau du pouvoir. A la racine de ce phénomène, il y a l'impasse du système de la propriété privée des grands moyens de production.

C'est de là qu'il nous faut partir pour avancer. *« Cette dimension, nous pouvons l'expliquer aux ouvriers, aux paysans, aux jeunes, dans des termes simples. Ils sont capables de les comprendre. Car c'est de leur propre vie qu'il s'agit »* (Projet de résolution sur la proclamation de la IVe Internationale).

ECHEC ET CRISE DES RÉGIMES À FAÇADE DEMOCRATIQUE

Au début du mois de décembre s'est réuni à Buenos Aires en Argentine ce qu'on appelle le Groupe de Rio. Onze pays d'Amérique latine y ont participé. Leurs travaux et décisions sont révélateurs des relations politiques qui se développent aujourd'hui sur le continent entre l'impérialisme nord-américain, les masses et ces gouvernements. Voyons comment. Dans leur déclaration finale, ils ont affirmé: *« Nous nous engageons à constituer un front de défense de la démocratie et à améliorer les programmes économiques d'ajustement pour avancer dans le règlement de la pauvreté dans la région ».*

Les gouvernements ont exprimé sur tous les tons leur «*préoccupation*» devant les «*conditions de misère*» dans lesquelles vivent les peuples latino-américains, sans

pouvoir masquer leur crainte que cette réalité ne mine les bases de la «*démocratie*». Peu de temps auparavant, à Caracas, lors de la XIIIe Assemblée annuelle des Etats américains de l'OIT, les gouvernants d'Amérique latine avaient exprimé de semblables «*préoccupations*», en faisant remarquer à leurs maîtres des Etats-Unis qu'il convenait de modérer les plans et réformes structurels du FMI pour empêcher... l'accumulation de situations explosives.

Pendant les journées de la réunion du Groupe de Rio, 71 représentants de 36 organisations ouvrières et populaires du Pérou se réunissaient dans la ville portuaire et sidérurgique de Chimbote. Dans leur appel, commentant la réunion de Buenos Aires, ils précisent :

« Défendre la démocratie ? Peut-on défendre la démocratie en Amérique latine tout en appliquant les plans du FMI, comme le font Menem, Salinas de Gortari, Carlos Andrés Perez, Gavira, Sixto Duran, Fujimori et les autres ? La démocratie est-elle compatible avec ces plans d'ajustement structurel que dicte la banque internationale pour tous les pays ? Ces gouvernements bradent nos pays à l'impérialisme. Ils privatisent et liquident les entreprises d'Etat. Ils démantèlent les services publics les plus vitaux que sont la Santé, la Sécurité sociale, l'enseignement, l'eau potable, l'énergie électrique, le logement, etc. Ils s'en prennent aux syndicats et à toutes les conquêtes arrachées par les travailleurs au cours de plus d'un siècle de lutte de classe.

De quelle démocratie nous parlent-ils ? D'une démocratie entérinée, comme ils le font, le criminel blocus économique contre Cuba qu'accentue la loi Torricelli ? La démocratie, c'est la défense de la nation, contre les privatisations et le paiement de la dette extérieure, source de famine et de misère ».

Indubitablement, ce ne sont pas les représentants politiques des bourgeoisies latino-américaines

qui peuvent réaliser et défendre la démocratie, dont le contenu historique dans ces pays est la défense de la nation et l'émancipation du joug impérialiste.

Une situation révolutionnaire d'ensemble

Que reflète la déclaration du Groupe de Rio ? Avant tout, le fait que, bien qu'ils soient conscients des dangers qu'entraîne pour leur propre stabilité l'application de ces plans d'ajustement structurel dictés par le FMI, ces gouvernements campent sur leur position d'une application servile. Aucun d'entre eux ne fait preuve de la moindre inclination en faveur du nationalisme de type bourgeois ; aucun ne résiste comme durant la période des Peron, Paz Estensoro, Jacobo Arbenz, Goulart (ou plus tard, Velasco Alvarado ou Juan José Torres) contre les « *prétentions excessives du capital financier* ».

Et ce sont les plans du FMI qui concentrent la détermination de l'impérialisme nord-américain d'imposer son hégémonie au monde entier, la source des déséquilibres, des crises, convulsions et soulèvements qui caractérisent les pays latino-américains aujourd'hui. L'instabilité politique qui domine les divers régimes politiques d'Amérique latine se traduit par la crise des institutions de l'Etat bourgeois semi-colonial : parlements, partis politiques, élections, cours de justice, forces armées. Toutes ces institutions se lézardent et sont entrées dans une période de décomposition, processus où le trafic international de drogue joue un rôle considérable.

Il s'agit d'une crise plus importante que celle des années 1930 et dans des conditions différentes. Durant cette crise qui a secoué l'ensemble du système impérialiste mondial, et dont le point crucial a été le krach de la Bourse de New York, les gouvernements, de peur

de la mobilisation révolutionnaire des masses, avaient trouvé les moyens de faire des concessions comme, par exemple, la création ou le perfectionnement des premiers régimes de Sécurité sociale. En outre surgissaient ou prenaient forme les premiers mouvements nationalistes bourgeois ou petits-bourgeois à influence de masse (cas de l'APRA et de ses sections au Pérou, à Cuba, au Venezuela, en Amérique centrale) qui, sans remettre en cause le régime de propriété privée capitaliste, exprimaient la nécessité pour la société bourgeoise d'abandonner des relations semi-féodales ou la domination des oligarchies terriennes.

Tandis que maintenant, alors que nous connaissons une phase qualitativement nouvelle de la putréfaction de l'impérialisme, que toutes les contradictions et l'impasse du régime fondé sur la propriété privée capitaliste revêtent des aspects brutaux, les bourgeois latino-américains dans leur ensemble sont des instruments du banditisme impérialiste : leur seul « *programme de gouvernement* » est de spolier les masses des conquêtes arrachées durant un siècle de lutte des classes et en particulier des acquis imposés par les travailleurs pendant les gouvernements nationalistes (entreprises nationalisées, services publics, réformes agraires).

Cependant, l'application des plans du FMI par ces gouvernements bouleversent toutes les relations politiques établies, créent des ruptures et des brèches au sein des classes dominantes, engendrant des situations imprévisibles propres à l'état de chaos qui caractérise l'actuelle période internationale. Dans tous les pays, sous des formes diverses, les conflits inter-bourgeois se multiplient. Nous analyserons plus loin les principales manifestations de la lutte des classes en Amérique latine.

La résistance et le combat des masses travailleuses et dépossédées

Mais ces plans de pillage du capital financier international entraînent inexorablement la résistance et le combat de millions de travailleurs et d'opprimés dans les pays latino-américains. Ce sont des combats qui ont pour particularité de poser en termes aigus la question de la vie ou de la mort de la classe ouvrière et du peuple dépossédé, dépouillé par la bourgeoisie impérialiste et ses agents « nationaux ».

En effet, les travailleurs des villes et des campagnes n'acceptent pas d'être sacrifiés sur l'autel des plans du FMI. Leur mobilisation à des degrés différenciés suivant le cours de la lutte des classes dans chaque pays, s'intégrant à la crise politique qui frappe les classes dominantes, dessine une situation révolutionnaire d'ensemble en Amérique latine. Et c'est ce mouvement de résistance des travailleurs et des opprimés qui limite les portées et les rythmes d'application des politiques du FMI.

La manifestation politique la plus notable de cette combinaison de facteurs est la chute de Collor de Melo sous la pression physique irrésistible de millions de travailleurs et citoyens descendus dans les rues. La chute de cet homme « protégé » de la Maison Blanche est un coup politique pour l'impérialisme, en raison de la place de son gouvernement dans le dispositif de domination continentale des Bush et Clinton.

Les événements du Brésil, qui se sont momentanément soldés par la mise en place du gouvernement de compromis d'Itamar Franco, qui six mois après a repris le programme de Collor, ont eu des répercussions dans tout le continent, et sur l'échiquier international de la lutte des classes ils représentent un coup contre ce qu'on appelle le « nouvel ordre mondial ». Sur un autre plan, le non du peuple de Pa-

nama au référendum pour modifier la Constitution (la principale réforme était la disparition des forces armées panaméennes) est aussi un échec politique de l'impérialisme nord-américain.

La résistance et le combat des masses englobent tous les pays. Le gouvernement de Sixto Duran (Equateur) est confronté aux mobilisations de centaines de milliers de travailleurs qui se sont dressés contre la privatisation et ses conséquences sociales. En Uruguay, le gouvernement de Lacalle vient de subir un échec sévère dans le plébiscite sur les privatisations : 72 % des citoyens ont voté oui à l'abrogation de la loi sur les privatisations. Cet événement de portée majeure est d'ores et déjà un encouragement pour la lutte des travailleurs des autres pays de la région.

Et le Venezuela ? Il est tout à fait clair que la crise du gouvernement de Perez réside dans le fait que la population lui a retiré tout soutien, en raison de la diligence servile dont témoigne le gouvernement de l'Action démocratique (parti affilié à l'Internationale socialiste) pour appliquer directement le « *plan d'ajustement structurel* ». D'après les sondages, 9 Vénézuéliens sur 10 veulent le départ de Carlos Andrés Perez. Les deux coups d'Etat militaires avortés se sont ancrés sur ce mécontentement populaire. Il y a cependant une certaine différence entre le coup d'Etat du 4 février 1992 impulsé par un secteur des officiers qui ont émis des proclamations nationalistes et anti-impérialistes et celui du 27 novembre.

Le coup d'Etat du 27 novembre 1992 a eu lieu en conséquence de plusieurs facteurs :

- L'approfondissement de la crise politique, marquée par l'isolement du président à l'égard de la quasi-totalité des éléments actifs au Venezuela (y compris de son propre parti) et par le fait qu'il

s'appuie presque exclusivement sur une couche du patronat (secteur financier et bancaire) et sur le FMI et l'ambassade nord-américaine.

- L'aggravation de la crise militaire, qui s'est déclenchée avec le précédent coup d'Etat (4 février 1992) et témoigne de l'existence d'une préoccupation et de débats politiques au sein des forces armées.

- Le refus de Carlos Andrés Pérez de modifier sa politique économique, alors que l'application des mesures du FMI a entraîné l'aggravation de l'inflation, du chômage, la dévaluation du bolívar (la monnaie nationale) et a approfondi la misère et la faim.

A partir de la fin octobre, les rumeurs de coup d'Etat se succédaient quotidiennement et la crise sévissant depuis le 4 février n'offrait aucune issue. Le mouvement général des masses - qui a revêtu diverses expressions - s'est vu entraver par le manque de cohérence de la part de ceux qui le dirigeaient (MAS, Causa R, groupes de l'extrême-gauche et des secteurs indépendants ayant une certaine influence). Il a été aussi gêné par les actions hors du temps et de l'espace et avant-gardistes des gauchistes. Mais le mécontentement ne cessait de grandir.

A la différence de celui du 4 février, ce coup d'Etat n'a pas diffusé de profession de foi nationaliste. Il était composé de secteurs militaires politiquement disparates ainsi que de gradés importants, contrairement à celui du 4 février. Tous deux ont eu pour dénominateur commun de dénoncer l'importante corruption dans les sommets politiques et de promettre des élections dans de brefs délais pour montrer qu'ils n'escomptaient pas se maintenir au pouvoir en instaurant un gouvernement militaire. Ce dernier coup d'Etat a été démasqué parce que les services de sécurité ont mis à jour le complot. Après le coup d'Etat ont eu lieu les

élections du 6 décembre, marquées par une forte abstention, par des fraudes et des manipulations, par la montée surprenante de Causa R et la défaite du parti du gouvernement (AD). L'autre soutien politique du régime (Copei), qui dans les jours qui ont suivi immédiatement le coup d'Etat a resserré les rangs autour de Pérez, a vu sa situation interne s'aggraver et se trouve au bord de la scission. La crise reste ouverte et tend à s'aggraver : difficultés financières et économiques, nouveau renforcement du mécontentement, tandis que le problème militaire persiste et se complique avec les poursuites judiciaires intentées contre les putschistes en violation de la Constitution et qui sont extrêmement sévères en comparaison avec la popularité dont jouissent les inculpés. A cela s'ajoute le fait que les élections générales auront lieu fin 1993. Cela exacerbe le débat politique, crée un climat d'invectives, d'accusations de toutes sortes et intensifie la participation des masses à la politique et aux débats qui surgissent.

La défense des organisations constituées par la lutte des travailleurs, de leurs conquêtes, s'intègre ainsi pleinement comme un élément du combat contre l'impérialisme. Les syndicats font aujourd'hui l'objet de pressions visant à les faire entrer dans les accords tripartites gouvernement-patron-travailleurs qui sont le cadre de l'application des plans destructeurs du FMI. Camdessus lui-même en appelle à la responsabilité des dirigeants syndicaux et tous les gouvernements lui font écho pour dire qu'il faut abandonner les revendications « excessives » et contribuer aux « ajustements structurels », non pas en tant que représentants des salariés mais comme secteur des « citoyens ». Les secteurs de la bureaucratie syndicale qui véhiculent les pressions de la social-démocratie internationale parlent de

« peser » sur la formation de politiques dépendant des besoins de l'impérialisme, mais ils sont eux-mêmes menacés de dislocation, dans la mesure où leur base ne reste pas inactive face à la détérioration croissante des conditions de travail, mais où elle recherche au contraire les moyens de lutter, et où elle lutte.

La défense de l'indépendance des syndicats, la lutte pour briser les liens avec l'Etat bourgeois là où ils existent sont une expression centrale de la lutte pour la démocratie et pour la recomposition du mouvement ouvrier sur un nouvel axe.

L'intervention de la IV^e Internationale (CIR) en Amérique latine, avec les Rencontres latino-américaines des travailleurs en défense des services publics et des entreprises d'Etat et la lutte contre le blocus impérialiste sur Cuba, donne une expression politique organisée à cette tendance et converge avec la campagne internationale contre les privatisations (Adresse de Moscou). Le mot d'ordre d'Assemblée constituante souveraine, mot d'ordre de transition vers la révolution prolétarienne, occupe - comme nous le verrons plus loin - une place privilégiée dans ces développements, où l'ensemble des problèmes de la démocratie, en liaison avec ceux de l'émancipation nationale, se reposent avec une extrême acuité.

La fin d'une période. Et ensuite ?

Dans ces conditions, que veut dire un « front de la démocratie », selon la formule du Groupe de Rio ?

Il s'agit d'une référence voilée à la crise de la « transition démocratique » et des régimes à façade démocratique mis en place par l'impérialisme nord-américain après l'échec des dictatures semi-fascistes ou purement militaires des années 1970. En mettant en place ou en aidant à mettre en place ces régimes d'« Etats de droit », l'impérialisme et ses alliés bour-

geois cherchaient à empêcher l'explosion démocratique des masses créée par l'épuisement des gouvernements du type de ceux de Videla, Pinochet, Morales Bermudez, et des dictatures militaires en Uruguay, en Bolivie et au Brésil, qui ont utilisé la terreur sanglante pour briser la mobilisation révolutionnaire des exploités.

La fin de la « transition démocratique » a eu pour point de départ l'invasion nord-américaine de Panama en décembre 1990. L'invasion militaire annonçait la détermination de l'impérialisme nord-américain d'intervenir directement dans les pays latino-américains dans le cadre d'une politique de recolonisation, ce qui matérialisait, pour l'Amérique latine, le tournant de la situation internationale depuis la chute du Mur de Berlin.

La faillite de la « transition démocratique » intègre aussi le Chili, pays exhibé durant des années comme un « modèle » de la transition, mais le conflit entre le commandement de l'armée aux mains de Pinochet et le gouvernement démocrate-chrétien de Alwyn s'aggrave. Les contradictions se multiplient entre le pouvoir judiciaire et les tribunaux militaires autour de la compétence pour juger les auteurs de la « guerre sale ».

En Colombie, après les élections à la Constituante, qui a vu la capitulation mémorable du M-19, groupe guérillériste, on assiste à une dégradation rapide de la mise en scène démocratique issue de ce compromis. Le rôle politique des forces armées prend de l'ampleur dans le cadre de l'extension de l'état d'urgence.

Au Salvador, le désarmement du FMLN sous l'influence de Castro, se trouve confronté aux difficultés surgissant des provocations criminelles de la hiérarchie militaire, ce qui pousse des secteurs du FMLN à remettre en cause l'accord de « pacification » conclu au Mexique.

Nous constatons que l'épuisement des régimes à façade démocratique s'imbrique dans une banqueroute généralisée des partis politiques de la bourgeoisie. Sur ce point, la dislocation de la bureaucratie stalinienne de Moscou et de son appareil international a eu une influence prépondérante. La chute de ce pilier de l'ordre de l'après-guerre dépassé depuis la chute du Mur de Berlin en 1989, s'est traduite par un déséquilibre général des relations politiques, exacerbant la crise des partis bourgeois, non seulement celle des partis staliniens mais aussi des diverses variantes de la « gauche » latino-américaine.

Prenons le cas du Pérou. L'émergence en avril-juillet 1990 de ce qu'on a baptisé le « phénomène Fujimori » (un candidat inconnu et virtuellement sans parti) s'est développée parallèlement à l'affaiblissement général des partis politiques traditionnels : APRA, Action populaire de l'ancien président Belaunde Terry, Populaire Chrétien, entre autres. Ultérieurement, le coup d'Etat de Fujimori le 5 avril dernier s'est appuyé sur le discrédit total de ces partis qui ont lié leur sort à celui du Parlement et ont succombé avec lui en avril. Les comparaisons répétées de la presse péruvienne et américaine entre le « phénomène Fujimori » et le « phénomène Perot » aux Etats-Unis n'étaient pas si mal venues. Chaque pays a aujourd'hui ses Fujimori et ses Perot. Pour sa part, l'impérialisme nord-américain encourage l'atomisation des partis, car il estime qu'en dépit de leur discrédit, ils peuvent être utilisés par les masses pour leur mobilisation. La barbarie qu'entraîne la recolonisation impérialiste exige la désarticulation de toute organisation politique des travailleurs et des peuples.

L'épuisement des régimes à façade démocratique en raison de l'exacerbation de la lutte de classe qu'engendrent les plans d'« ajustement structurel » place l'impéria-

lisme devant la nécessité de régimes policiers-militaires, mais cette variante est rendue difficile par l'état de crise dans laquelle se trouvent les armées des différents pays latino-américains (Venezuela, Panama, Pérou, etc.), ce qu'on ne peut séparer des plans nord-américains pour instituer une seule « force armée internationale ».

L'invasion de Panama, les développements ultérieurs intégrant la pression pour dissoudre les forces armées de ce pays sur la ligne de la recolonisation, le renforcement de l'intervention militaire des Etats-Unis sous prétexte du combat contre le trafic de drogue en particulier dans les pays andins (Pérou, Bolivie, Colombie), l'arrêt de la Cour suprême nord-américaine s'attribuant le pouvoir d'enlever tout citoyen en Amérique latine si la Cour le décide, sont autant d'éléments qui illustrent la nécessité où se trouve l'impérialisme, les armes à la main, de renforcer sa domination en Amérique latine.

Dans la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation des états américains (OEA) du 14 décembre, où a été définitivement agréée la dictature de Fujimori au Pérou, une résolution a été adoptée pour « isoler les pays où s'interromprait le processus démocratique ». Le gouvernement mexicain a vu dans cette décision une politique d'intervention, d'ingérence. Et il est loin d'avoir tort. D'autant plus que l'intervention nord-américaine en Somalie présente en réalité la caractéristique d'un nouveau laboratoire où l'impérialisme teste ses moyens de généralisation de l'intervention de ses troupes dans n'importe quelle région « à conflit ».

La « transition démocratique » échoue parce que la politique impérialiste détruit non seulement les bases économiques, mais aussi les anciennes relations politiques. Les gouvernements vivent dans une crise constante. Les forces armées

elles-mêmes (comme on le voit au Venezuela et au Pérou) sont en proie à la crise, et conjoncturellement, leurs intérêts s'opposent à ceux des Etats-Unis. Les partis politiques bourgeois sont bouleversés et désorientés : au Pérou, où l'impérialisme soutient la dictature de Fujimori, des partis comme Action populaire (agent classique des Yankees), le PPC, l'APRA sont en conflit avec l'impérialisme. Au Mexique, la décomposition économique s'accompagne de la décomposition du PRI à travers une série de crises internes. En Equateur, au bout de moins de 6 mois de mandat, le gouvernement de Sixto Duran est victime d'une crise ministérielle, avec des démissions de ministres et des accusations de corruption (cas Emelec). En Haïti, le gouvernement mercenaire s'« oppose » à l'impérialisme... Toutes les cartes sont bouleversées. L'épuisement de la « *transition démocratique* » illustre la fin d'une période des rapports politiques en Amérique latine. Dans la phase en cours, tout doit être réordonné à travers des luttes de classe convulsives qui renferment révolution et contre-révolution, où sont inscrits guerres civiles, coups d'Etat et révolutions.

LE ROLE DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE ET DE SES PARTIS - LE FORUM DE SÃO PAULO, LE ROLE DES PARTIS COMMUNISTES ET DE CASTRO

Les « socialistes » au gouvernement

En Amérique latine aussi, l'effondrement du stalinisme a conduit à une réadaptation de la IIe Internationale et de ses partis. Ces partis, dont certains occupent des responsabilités de gouvernement et d'autres dans les Parlements et les appareils syndicaux, se situent

au premier rang de la défense de l'oppression impérialiste.

Il n'en est pas d'exemple plus clair que celui de Action Démocratique du Venezuela. Le gouvernement de Carlos Andrés Perez s'est engagé dès le début dans la voie de l'application des diktats du FMI, au service duquel il a massacré le peuple dans les « événements de Caracas ». Ce n'est pas la première fois que les « socialistes démocratiques » font appel à l'armée pour écraser le peuple.

Au Pérou, l'APRA, dirigé par l'ancien président Alan Garcia, joue son rôle dans le soutien à la dictature de Fujimori et est plongé dans d'inévitables contradictions et négociations de toutes sortes. De même qu'Izquierda Unida, l'APRA avait appelé à voter Fujimori en juin 1990. Elle l'avait soutenu ensuite à partir de ses positions parlementaires. Depuis le coup d'Etat militaire de Fujimori le 5 avril 1992, l'APRA joue la pression sur la dictature et la soumission dans les faits. Dans le dernier congrès de l'Internationale socialiste, Alan Garcia a été élu parmi ses vice-présidents.

Un autre exemple typique de la social-démocratie, c'est Paz Zamora, en Bolivie. C'est en tant que dirigeant du MIR qu'il a accédé au gouvernement avec le soutien du fasciste Banzer (le boucher de l'Assemblée populaire bolivienne) pour appliquer intégralement les plans de dénationalisation et de destruction de l'économie bolivienne dictés par le FMI. Sous son gouvernement, c'est par milliers que les mineurs et les travailleurs ont été licenciés, condamnés au chômage, à la mendicité ou au travail « informel ». A plusieurs reprises, le gouvernement de Paz Zamora a eu recours à la répression brutale pour affronter le mouvement ouvrier regroupé dans la COB et dans la Fédération syndicale des travailleurs des mines.

En Amérique centrale, la social-démocratie a joué son rôle en domestiquant le FSLN, par le biais

de partis comme celui de Arias du Costa Rica et avec la participation active de Castro. Rappelons simplement un épisode significatif. C'est le 10 décembre 1989, dans la réunion des présidents d'Amérique centrale qui se tenait au Costa Rica, que le FSLN a signé la condamnation du Front Farabundo Martí de Libération nationale du Salvador, entérinant ainsi le gouvernement fasciste au pouvoir.

Dans le cadre de leur politique de capitulation devant l'impérialisme, qui trouve son expression concrète dans le soutien au gouvernement de Violeta Chamorro, les frères Ortega sont devenus membres de l'Internationale socialiste pour, à partir de cette position, contribuer consciemment à la domestication des partis et mouvements petits-bourgeois latino-américains qui ont pris le sandinisme pour modèle.

Le Forum de São Paulo

L'immixtion de la IIe Internationale dans le mouvement ouvrier et anti-impérialiste d'Amérique latine s'étend jusqu'aux organisations politiques qui même sans passer dans le cadre de la social-démocratie, se sont liées à elle dans le processus de la crise mondiale frappant le stalinisme. Et cela suivant l'orientation de Castro.

C'est le cas des organisations qui animent ce qu'on appelle le Forum de São Paulo constitué dans la rencontre en juillet 1990, dont le PC cubain et le sandinisme sont parmi les principaux piliers.

Ce Forum, sur lequel s'alignent les partis communistes d'Amérique latine, a tenu deux rencontres continentales et il en prépare une troisième pour juillet 1993 à La Havane. Sa deuxième rencontre avait eu lieu à Managua en juillet 1992. Les 182 participants avaient adopté une déclaration qui illustre bien ce qu'ils sont et ce qu'ils veulent. En effet, il est révélateur

que dans les 15 pages de cette déclaration, pas un seul mot ne soit dit contre les privatisations, et qu'en ce qui concerne la dette extérieure, il est seulement affirmé qu'il est nécessaire de « résoudre définitivement le grave problème de la dette extérieure ». Ce que le pape vient lui aussi de proclamer...

Tout le contenu de classe du Forum se manifeste dans sa demande (adressée à l'impérialisme) de « réorienter la politique et les fonctions du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, en redéfinissant leurs mécanismes de prise de décision ». Cela s'accompagne de la proposition de « démocratiser » l'ONU... (tout cela avec la couverture de Mandel, du Secrétariat unifié qui y ont participé).

Telle est la signification de leur demande d'un « nouvel ordre mondial » : ils veulent un impérialisme « non sauvage », à « visage humain », « sans excès », etc. Lénine dirait qu'il s'agit de « la critique petite-bourgeoise adressée à l'impérialisme », position de classe qui ne vise pas à « exacerber ses contradictions » en entraînant le mouvement des masses vers sa destruction par la révolution prolétarienne, mais à le réformer. Cette politique est marquée d'un sceau réactionnaire plus évident encore qu'il y a soixante-dix ans.

Un objectif précis de la social-démocratie est d'en finir avec le Parti des travailleurs du Brésil comme parti ouvrier indépendant.

Fin 1992, Lula a rencontré des dirigeants de l'Internationale socialiste à Paris. A cette occasion, Pierre Mauroy avait dit « reconnaître les nécessités tactiques de la direction du Parti des travailleurs », ce qui faisait allusion au choix du moment quant à l'adhésion dans la mesure où il existe une grande résistance à l'adhésion à l'Internationale socialiste de la part de la base du Parti des Travailleurs et qui s'exprime dans ses courants internes.

Les partis communistes et Castro

Exprimant une tendance internationale, les partis staliniens, ou des secteurs de ceux-ci, se rapprochent de la social-démocratie, quand ils ne s'y rattachent pas sans transition.

Le mouvement des partis communistes vers la social-démocratie ne s'oppose pas à leur regroupement autour de Castro. Rappelons que durant les dernières années, le PC cubain a été un instrument privilégié de la bureaucratie de Moscou pour assujettir les PC d'Amérique latine à sa politique de pression sur l'impérialisme nord-américain.

Quelle est la politique de Castro et du PC cubain ? Elle se place dans le cadre de la recherche d'un accord avec l'administration Clinton. Les groupes castristes ont salué ou tout au moins regardé d'un bon œil la victoire de Clinton. Même Lula a salué sa victoire. C'est dans ce cadre qu'a eu lieu une réunion des PC à Rosario et une fois de plus, aucune initiative n'a été prise pour la défense de la révolution cubaine.

Parce que le terrain politique de Castro et de ses condisciples ce ne sont pas les masses, mais les « rencontres au sommet » telles que le « sommet ibéro-américain » qui s'est tenu en Espagne, où s'échangent bons mots et commérages tandis que le Pentagone et la CIA préparent la guerre contre Cuba.

La politique de « compromis » avec l'impérialisme désarme la révolution, parce que celui-ci ne veut pas de négociations avant d'avoir balayé Cuba, écrasé les travailleurs et le peuple cubains et anéanti les conquêtes sociales de la révolution de 1959-1960. La loi Torricelli, qui renforce l'encerclement économique et qui recueille le soutien de Bush et de Clinton,

exprime cette détermination des cercles dirigeants nord-américains.

Pour l'impérialisme, l'existence de Cuba est intolérable, parce que la révolution et ses conquêtes sociales et d'émancipation nationale restent un point d'appui pour la mobilisation des masses latino-américaines, en dépit de la politique funeste de Castro qui isole le peuple cubain.

L'expérience de la révolution au Nicaragua, dont l'isolement dans le cadre d'un seul pays a travaillé contre le développement du gouvernement ouvrier et paysan (et l'influence de Castro sur le FSLN y a son importance), l'itinéraire suivi par le sandinisme lui-même qui, au moyen du contrôle sur les forces armées, est devenu un des piliers du gouvernement pro-FMI de Violeta Chamorro, tandis que la corruption prend des proportions extrêmes dans le cercle restreint des « commandants » de l'ancienne guérilla, constituent une confirmation des thèses fondamentales de la révolution permanente en Amérique latine sur la nécessité de forger l'unité contre l'impérialisme par delà les frontières nationales.

LA POLITIQUE DE LA IVÉ INTERNATIONALE - ET CELLE DE CEUX QUI USURPENT LE NOM DE LA IVÉ INTERNATIONALE.

Les points principaux qui ont marqué notre politique au niveau du continent sont les suivants :

- Septembre 1989, Tribunal international de Lima contre la dette extérieure. Pour la première fois, nous avons mené un combat centralisé de toutes nos forces en Amérique latine.

- Puis, la Rencontre de São Paulo en juillet, pour la grève continentale contre le paiement de

la dette. La lutte contre les privatisations était au centre de cette rencontre.

- 17 et 18 mars 1990 : Ière Rencontre latino-américaine des travailleurs en défense des services publics et des entreprises d'Etat (ELASPE) à Brasilia. L'axe de notre politique, sans abandonner le mot d'ordre transitoire du «*Non-paiement de la dette extérieure*», devient le combat pour la défense des entreprises d'Etat et des services publics.

- Avril 1992 à Lima : séance inaugurale de la IIe ELASPE en plein coup d'Etat militaire de Fujimori

- 17, 18 et 19 juillet de la même année : achèvement des travaux de la IIe ELASPE à Guayaquil, en Equateur.

- En septembre 1992 : Conférence internationale à Mexico de défense de la révolution cubaine, contre le blocus économique et les menaces d'intervention militaire.

Le fondement programmatique de notre politique est le suivant: en mettant à la base de l'ensemble de notre activité la lutte pour l'émancipation nationale (donc pour la démocratie), les trotskystes aident le prolétariat à s'ouvrir la voie de la révolution socialiste, la seule qui puisse réaliser la rupture avec l'impérialisme.

Partant, l'objectif de notre politique est de fournir des points d'appui pour réaliser le front unique anti-impérialiste sous leur conduite, en accord avec la situation concrète dans chaque pays.

Les faits démontrent en effet que nos initiatives internationalistes, du Tribunal jusqu'à la IIe ELASPE, opèrent comme de véritables leviers pour l'accomplissement de cet objectif. Mentionnons simplement qu'en Equateur,

les résultats de la Rencontre de juillet ont rendu l'unité d'action possible entre les organisations de ce pays contre les plans de privatisations de Sixto Duran, par des grèves et des mobilisations.

Ce que font la IVE Internationale (CIR) et ses sections en Amérique latine contraste de façon flagrante avec la prostration dans laquelle sont plongés ceux qui usurpent le nom et les traditions de la IVE Internationale. Il s'agit en premier lieu du pablisme, des révisionnistes regroupés dans le Secrétariat unifié. Prenons-en trois exemples :

- Au Pérou, Hugo Blanco, après avoir capitulé sur toute la ligne devant Izquierda Unida par l'intermédiaire de son entrée dans le PUM, a appelé à voter pour Fujimori. Son « PRT » s'est dissous et a disparu. Face au coup d'Etat du 5 avril, Blanco (le SU) n'a pas trouvé de meilleure politique que fuir le pays, pour opérer ensuite un retour sans gloire.

- Au Mexique, le PRT, le seul parti significatif du révisionnisme en Amérique latine, connaît un processus de profonde division et de dislocation. Son éclatement est la conséquence directe de sa politique d'adaptation à Salinas et de son refus de combattre pour le front unique anti-impérialiste.

- Au Brésil, le Secrétariat unifié intervient dans le PT et constitue la dernière roue du carrosse de l'Articulation (Lula), se plaçant ainsi dans l'ombre de la social-démocratie. Il nourrit toutes les aventures idéologiques de « réélaboration créatrice » du marxisme...

Ensuite, il y a les « morénistes », la LIT, dont l'ampleur des prétentions égale la profondeur de leur crise. En effet, la LIT a scissionné. Le MAS d'Argentine a explosé. Au Pérou, en écho à cet éclatement, le PST a scissionné. Au Brésil,

Convergence socialiste a vu ses positions se réduire dans le mouvement des masses à partir du moment où elle a décidé de sortir du PT.

L'aventure moréniste a pour racine politique le national-trotskyisme. Plus concrètement, le refus de combattre pour la reconstruction de la IV^e Internationale. C'est pour cela que Moreno avait rompu le cadre du Comité international, pour préserver sa clique et son fief.

Mentionnons enfin Lora. Son parti, le POR, marque le pas, dans un isolement international total. Il s'agit d'une variante plus grave encore du national-trotskyisme.

Ces diverses altérations de la IV^e Internationale jouent comme des obstacles politiques dans le combat pour aider au regroupement des travailleurs sur la ligne directrice du Programme de transition. Tous ces groupes se caractérisent en particulier par leur opposition à la politique de front unique anti-impérialiste. Certains tombent dans l'opportunisme le plus achevé, comme Hugo Blanco. D'autres, mis à part le FUA, sont plongés dans le sectarisme de la pire espèce: Lora par exemple.

Comment se pose aujourd'hui la question de la politique du Front unique anti-impérialiste ?

Son cœur est le combat contre les privatisations, non seulement des entreprises d'Etat, mais aussi de la Sécurité sociale, de la santé, de l'enseignement et de tous les services publics démantelés par les plans d'ajustement structurel du FMI. L'intérêt de classe du prolétariat se confond intégralement avec la défense de la nation contre l'offensive recolonisatrice de l'impérialisme.

Face à l'offensive impérialiste, les gouvernements latino-américains se subordonnent et se font les instruments d'application des plans du FMI. Les partis politiques

bourgeois qui ne sont pas au pouvoir adoptent, éventuellement et de façon limitée, des politiques d'opposition aux diktats du FMI : C'est le cas de Cardenas au Mexique, qui résiste au Traité de libre commerce, ou de l'APRA au Pérou face à la dictature de Fujimori, ou de Caldera au Venezuela face à la crise aiguë du gouvernement de Carlos Andrés Perez. Mais ces partis et dirigeants, en règle générale, reculent dès que la mobilisation indépendante des travailleurs fait irruption au centre de la situation politique, compte tenu du degré d'instabilité de la situation mondiale.

Les partis petits-bourgeois de type démocratique ou nationaliste comme le FSLN le FMLN, le M-19 et d'autres, sont passés dans le camp de la bourgeoisie, ils sont à la recherche d'une solution de compromis avec l'impérialisme. Nous avons analysé plus haut le rôle du Forum de São Paulo. C'est cette situation qui nous conduit à opérer une inflexion, dans le cadre de la tactique du front unique, vers les organisations de masse dont les liens avec les partis bourgeois, stalinien, et nationalistes se sont relâchés.

Par exemple, la CTV (Venezuela) a ouvert des brèches dans ses relations avec Action Démocratique, le parti au pouvoir de Carlos Andrés Perez. Au Pérou, la crise de la CGTP a offert des opportunités successives pour passer des accords avec des secteurs entiers de l'appareil syndical de la CGTP. Par exemple, quatre membres de son conseil national ont fait partie de la délégation des 32 dirigeants péruviens qui ont participé à l'ELASPE en Equateur.

Notre tactique de front unique anti-impérialiste, déployée sous cet angle, n'implique nullement qu'on « ignore » les directions politiques, dans la mesure où, en dépit de leur usure actuelle, elles conservent

encore une influence sur la base.

De plus, on ne peut aucunement exclure que, dans le cours des bouleversements politiques qui caractérisent la période actuelle, certaines d'entre elles - ou des segments - fassent mouvement vers le camp de la mobilisation révolutionnaire des masses.

En tout cas le principal pour nous réside dans le fait que nous prenions les initiatives qui conduisent à la formation d'organismes exprimant l'auto-organisation des travailleurs et du peuple opprimé dans le développement du combat pour le front unique. A ce sujet, il convient de faire une observation sur l'Assemblée nationale populaire (ANP) qui s'est constituée au Pérou il y a cinq ans.

L'Assemblée nationale populaire n'a pas pu s'émanciper de la tutelle politique de Izquierda Unida, marquée par la conciliation entre les classes. Cela allait de pair avec la faiblesse de l'ANP qui reposait dans le fait que ses membres n'avaient pas de mandat de leur base. L'Assemblée a été un organisme étranger à la démocratie ouvrière, ce qui a permis la prédominance des conciliateurs et sa destruction ultérieure.

La gloire qu'ont connue Sentier Lumineux et le MRTA au Pérou est un autre problème lié à la faillite des directions traditionnelles. Même s'il s'agit d'un phénomène local, il fournit des leçons qui dépassent les frontières de ce pays.

Ces leçons peuvent être brièvement formulées : la faillite de l'opportunisme engendre des tendances aventuristes, mais aucune lutte armée n'a d'avenir si elle est menée en tournant le dos aux masses, à leurs luttes et à leurs organisations.

L'autre aspect est le suivant : ce seront là des phénomènes récurrents, des aventures nourries par la décomposition de la situa-

tion qui résulte de toute la politique de l'impérialisme, si la IVe Internationale ne parvient pas à aider à la recomposition du mouvement ouvrier et anti-impérialiste, en ouvrant la voie à des partis ouvriers indépendants et pour l'Internationale ouvrière qui se constitue et se renforce dans ce processus dont la base objective est le combat sans relâche des opprimés.

L'exacerbation de la lutte des classes en Amérique latine avec l'application des plans de pillage et de destruction de l'impérialisme, de la remise en cause des bases matérielles des Etats nationaux et de leurs institutions, de l'affirmation des forces corporatistes de domination de classe, donnent au prolétariat toute l'initiative dans la lutte pour la démocratie dont le contenu est l'émancipation nationale.

Plus particulièrement, l'épuisement des régimes à façade démocratique donne toute la mesure du mot d'ordre d'Assemblée constituante souveraine, « la chargeant des revendications économiques, sociales, politiques et nationales des travailleurs et des démunis ».

Dans des pays comme le Pérou, le Venezuela, le Brésil, sous des formes différenciées, ce mot d'ordre transitoire permet de poser en termes concrets la question de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan, pour des gouvernements qui ne paient pas la dette et qui stoppent le cours des privatisations.

L'unité mondiale de la lutte des classes qui s'exprime aujourd'hui avec une clarté jamais vue fait de l'intervention des sections de la IVe Internationale en Amérique latine une composante du combat contre les privatisations pour ouvrir la voie (ou pour la défense) des partis et syndicats indépendants afin d'aider à établir le cadre

international nécessaire à leur combat. Et cela n'est possible que sur la base d'un programme confirmé par le développement de la lutte des classes, comme l'est le Programme de transition de la IVe Internationale, programme qui exige la construction et le renforcement de nos sections comme tâche principale dans la prochaine période, sur la ligne de la Conférence mondiale ouverte reconstituant la IVe Internationale.

(1) Dans sa forme moderne, on appelle tripartisme la mise en place de structures type "comité de concertation sociale" ou "chambre sectorielle" au Brésil, auxquelles participent les représentants du gouvernement et des patrons avec les responsables syndicaux, pour faire prendre en charge la politique gouvernementale, donc les accords avec le FMI, par les syndicats.

(2) Ejido : terre d'Etat inaliénable qui était cédée en bail emphytéotique à des communautés paysannes.

(3) Collaboration entre les trois "parties": état, patronat, syndicats.

Les conséquences de la crise de la Ligue Internationale des Travailleurs

par Andreu Camps

Parmi les courants et organisations qui se réclament de la IV^e Internationale, le courant moreniste (du nom de son fondateur Nahuel Moreno) vient de traverser au cours de l'année 1992 une crise profonde, qui l'a mené à l'éclatement (particulièrement dans les deux pays où existaient des organisations d'une certaine envergure, l'Argentine et le Brésil). Cette crise qui se poursuit et prend des formes qui pourraient l'amener à une disparition pure et simple, ou du moins à son éparpillement total, ne laisse pas indifférentes les sections de la IV^e Internationale (CIR) qui se battent pour la reproclamation de la IV^e Internationale. En effet, la fraction majoritaire de ce courant, la Ligue internationale des travailleurs (LIT), a adopté une attitude extrêmement provocatrice: outre ses attaques calomnieuses contre les sections de la IV^e Internationale (CIR) et leurs dirigeants, elle procède à une véritable révision de sa propre histoire, ainsi que de l'action et des positions de Moreno lui-même, décédé en janvier 1987. Ayant entamé un cours aventuriste qui les éloigne de plus en plus de toute référence à la défense des intérêts des travailleurs, elle remet en cause ce qu'il y avait de positif dans l'héritage de Moreno lui-même.

Nous fournissons ci-dessous quelques éléments pour permettre d'apprécier l'évolution négative de ces organisations.

La place de la classe ouvrière

A l'occasion du sixième anniversaire de la mort de Moreno, le Mouvement vers le Socialisme (MAS) d'Argentine a publié une nouvelle version de la vie de Moreno. Publiés sous forme d'hommage, ces articles sont en fait une véritable réécriture de la vie militante de celui-ci.

Son point de départ, c'est l'analyse selon laquelle la classe ouvrière des pays industrialisés est en retrait "depuis la Seconde guerre mondiale", le flambeau de la révolution étant passé aux paysans.

"Cette montée historique des masses a eu les caractéristiques suivantes : la classe ouvrière des pays avancés (Etats-Unis, la majeure partie de l'Europe, etc.) a cessé après la défaite du fascisme d'être la principale actrice de l'histoire comme elle l'avait été tout au long du siècle dernier.

Elle a poursuivi sa lutte, mais a perdu toute continuité dans ses batailles, sauf dans certains pays et secteurs minoritaires, comme par exemple le Cône sud-américain qui a toujours été un secteur d'avant-garde. Au contraire, les principaux protagonistes sont devenus les masses paysannes et semi-prolétariennes de pays de second ordre comme la Chine, la Yougoslavie, la Grèce avec la guérilla, l'Afrique, les pays d'Amérique centrale et du Sud, etc." Solidaridad Socialista, n° 437, 20 janvier 1993.

Derrière cette nouvelle théorie "tiers-mondiste", il y a la volonté de cacher, et ce n'est pas un hasard, la continuité de la lutte de la classe ouvrière dans les pays européens et d'autres, pour justifier l'invention d'une prétendue nouvelle classe révolutionnaire, et, d'autre part, réduire le mouvement de la révolution politique - 1953, Budapest 1956, Berlin-Est, Prague 1968 - à des coups sans lendemain étouffés dans le sang.

Sur de telles bases, on en arrive à affirmer que *"Trotsky estimait fort peu probable que des classes autres que la classe ouvrière, telle celle des paysans, et des directions non révolutionnaires, comme les guérilleros, puissent arriver à exproprier le capitalisme et à se maintenir à la tête du processus révolutionnaire. Les faits ont démontré le contraire. La classe ouvrière n'a pas pris la tête de la lutte. Les bureaucraties se sont maintenues. La Quatrième Internationale est restée marginale. Par contre, de grandes révolutions se sont produites"*.

Le Programme de transition explique au contraire : *"Il est impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petits-bourgeois, y compris les staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie."*

C'est ce qui explique aujourd'hui l'effondrement de ces régions, enfermées dans la conception stalinienne du "socialisme dans un seul pays".

D'OU VIENT LA CRISE DE LA IV^e INTERNATIONALE ?

Dès la fin de la II^{ème} guerre mondiale, un débat sur les perspectives se développa au sein de la direction de la IV^e Internationale.

Pablo provoqua la crise en affirmant que le monde était séparé en deux blocs, celui de l'impérialisme et celui du stalinisme, ce dernier devant construire le socialisme à sa manière au cours de siècles de transition. Et étant donné le danger de guerre, les sections de la IV^e Internationale devraient soutenir les PC, y entrer pour un travail à long terme, c'est-à-dire faire de "l'entrisme sui generis".

Cette politique devait mener à la liquidation de la IV^e Internationale et l'exclusion des sections qui s'opposaient à ce cours. Ce fut le cas pour la majorité de la section française, qui n'accepta pas la liquidation du PCI. La résistance à ce cours se poursuivit avec Cannon aux USA, et aussi avec Moreno.

Avec les "nouveaux" biographes de Moreno, la liquidation de la IV^e Internationale comme centre organisé devient difficile à comprendre, le problème se réduisant au sectarisme de quelques groupes trotskystes, et plus grave, on "oublie" que Moreno participa au combat contre le pablisme.

Pourquoi cet oubli ? Pour pouvoir dire ensuite *"que Trotsky avait élaboré un programme et une théorie justes, mais que ses pronostics et ses prévisions avaient quelques lacunes"*...

Mais les faits sont concrets. Quel pronostic, quelle prévision se sont révélés erronés ? Le pronostic selon lequel le stalinisme éclaterait, ou les rythmes aboutissant à son explosion ? Ni Trotsky, ni les trotskystes n'ont jamais décrété que le stalinisme durerait 10 ou 60 ans. Ils ont expliqué que la caste parasitaire, agent du capitalisme au sein de l'Etat ouvrier, était historiquement condamnée, ce que les événements actuels démontrent d'une façon éclatante.

Il est clair qu'à l'origine de la crise de la LIT, il y a l'effondrement de la bureaucratie stalinienne. Voilà pourquoi l'une des bases politiques de l'éclatement de la LIT a été la question allemande. Ainsi

le MAS, dans son journal *Solidaridad Socialista*, expliquait fin 1991 que :

“La réunification s’(était) produite sur la base de la dissolution de la RDA comme État. En d’autres termes, l’État ouvrier (RDA) a cessé d’exister... Il a été absorbé par l’État-capitaliste-impérialiste (RFA) et c’est de cette façon qu’a été consommée la restauration capitaliste en Allemagne orientale. Bien que la majorité des usines et des terres n’aient pas été privatisées, elles sont devenues propriété d’un État bourgeois. Nous sommes ainsi face au premier cas de restauration capitaliste dans un État ouvrier. C’est une grande victoire de l’impérialisme allemand et mondial.

Un fait s’est donc produit qui apparemment contredit une thèse centrale du marxisme. La bourgeoisie est parvenue pacifiquement à une restauration capitaliste dans un pays sans avoir à craindre la résistance des masses travailleuses, et même avec leur approbation.”

“L’État ouvrier”, la RDA, a cessé d’exister... Quelle formulation ! La RDA, un “état ouvrier”, sans plus ! Lorsque Trotsky caractérisait l’État où la bureaucratie avait usurpé le pouvoir politique, détruit tous les organismes du pouvoir démocratique de la classe ouvrière (les soviets) comme un État ouvrier dégénéré, il ne signalait pas par cette épithète quelques “défauts”, mais définissait le contenu de l’appareil d’État contrôlé par la bureaucratie comme couche bourgeoise, appareil d’État que la classe ouvrière devait détruire de fond en comble.

L’incompréhension de la portée révolutionnaire de l’effondrement du Mur de Berlin, de la chute de l’ordre de Yalta et Potsdam, entraînant à ne voir que les phénomènes de désarroi entraînés par la dislocation des PC dans certains secteurs de l’avant-garde et de la classe ouvrière, explique la crise qui a abouti à la dislocation de la LIT, et également par conséquent à la

provocation politique. Même si Moreno, qui n’a pas eu l’occasion de participer à l’effondrement définitif de l’appareil stalinien après la chute du Mur de Berlin, et l’éclatement du PCUS, après le putsch manqué d’août 71, il a toujours eu une position qui partait de la nécessité de la “révolution politique” contre la bureaucratie.

Nahuel Moreno n’a jamais changé d’opinion. Dans des termes qui évidemment peuvent être discutés, Moreno écrivait par exemple à la fin des années 70 :

“Nous pensons que les révolutions politiques vont suivre en général les mêmes étapes que la révolution russe. Il est très probable qu’il y ait deux révolutions ou deux grandes étapes dans la révolution politique, successive ou dans une certaine mesure continues. La première sera une étape de lutte populaire, générale, avec pour axe central l’affrontement totalitarisme bureaucratique. C’est à partir de cette lutte que naîtront les soviets, comme front unique de tous les secteurs qui veulent vaincre le totalitarisme bureaucratique. Il est d’ailleurs très probable que parmi ces secteurs, il y en ait qui soient trompés par l’église ou par la propagande impérialiste en faveur des libertés démocratiques. Mais tous pourront participer à cette lutte générale populaire, succédera une autre au cours de laquelle s’imposera à ces nouveaux soviets la nécessité de prendre le pouvoir et de combattre les risques de restauration capitaliste. En d’autres termes, la chute ou l’affaiblissement de la bureaucratie bonapartiste de tous les états ouvriers déformés accentuera les contradictions entre l’aile révolutionnaire du mouvement ouvrier et de masse, et l’aile restauracionniste de la bureaucratie qui pourra même entraîner des travailleurs regroupés autour des mots d’ordre démocratiques. Ce sera une révolution d’Octobre qui devra s’imposer.”

LA MAJORITÉ DE LA LIT SUBSTITUE LA CALOMNIE À LA POLITIQUE

La majorité de la LIT, en particulier le MAS et C. Socialista du Brésil, se sont fait l'écho d'une campagne de calomnies, qui a débuté en France et en Espagne, contre Pierre Lambert, dirigeant trotskyste depuis plus de 50 ans. Selon eux, Lambert n'a pas défendu Pedro Carrasquedo, ex-militant du PCI (section française de la IV^e Internationale), détenu par la police pendant 36 heures et accusé d'avoir "aidé des étrangers en situation irrégulière". La fausseté de cette affirmation cache autre chose.

Les gouvernements espagnols et français tentent de faire en sorte que les organisations basques capitulent dans leur lutte pour l'indépendance du Pays basque. La répression et toutes sortes de persécutions se sont multipliées. A cela s'ajoutent les appels "d'intellectuels" et de "démocrates" adressés à l'ETA (organisation basque armée) pour qu'elle dépose les armes (cf. *Tribune Internationale* n° 68).

Pedro Carrasquedo et l'avocat Denis Langlois lancent un appel dans lequel ils mettent le gouvernement espagnol (agresseur) et l'ETA (organisation des opprimés) sur le même plan, celui de "coupables", et ils disent : "Négociez la paix". En Amérique latine, on connaît très bien ce type de négociations. Il suffit de voir le résultat en Colombie avec le M 19. Ces positions sont contradictoires avec les positions de principe de la IV^e Internationale, inconditionnellement aux côtés des opprimés et de leurs organisations, sans nécessité d'être d'accord avec leurs méthodes de lutte.

Aujourd'hui, le "groupe" Carrasquedo a passé un accord avec la majorité de la LIT. Ce "groupe" Carrasquedo, appelé "La Commune", a demandé d'être observateur à la LIT (et il faut également sou-

ligner que d'après les informations publiées dans la revue de *La Commune*, ils auraient également demandé d'être observateurs de la IV^e Internationale-CIR).

L'importance de ces questions est donnée par le fait que le journal du MAS, *Solidaridad Socialista* (3 mars 1993, n° 440), écrit un article sur le congrès de "La Commune" et explique notamment :

«En mars 1992, le gouvernement français a décidé d'arrêter, dans le cadre d'une procédure judiciaire, divers militants ouvriers et démocrates, les accusant de collaborer dans leur pays avec des militants basques persécutés par l'État espagnol. De cette façon, Mitterrand offre ses bons offices à son alter ego Felipe Gonzalez.

L'une des accusations portées, c'est que Pedro Carrasquedo a offert son appui comme trotskyste révolutionnaire au droit à l'autodétermination du peuple basque. Pourtant, l'organisation dans laquelle il milite, le Courant Communiste Internationaliste (CCI), dirigé par Pierre Lambert, refuse de le défendre contre la répression du gouvernement impérialiste de Mitterrand, rompant ainsi avec les principes du mouvement ouvrier. Il vient d'exclure un groupe de militants qui se sont solidarisés avec Carrasquedo et réclament la nécessité d'une campagne contre la répression.»

Pour justifier la campagne de calomnies contre Lambert, qui est un moyen de masquer leur dislocation, ils présentent Carrasquedo comme le héros de la cause basque. Face à ce mensonge s'ajoutant aux calomnies, citons ici quelques extraits de la déclaration du comité exécutif du POSI (Espagne) du 15 juin 1992 :

«2. Le 2 mars dernier, l'avocat français Denis Langlois et Pedro Carrasquedo lancent un appel pour la négociation dans le Pays basque. Le 29 avril, cet avocat fait une déclaration à Guernica, suivant un

texte daté du 26 avril, où sont exposées toute une série de positions politiques - qui sont celles de Denis Langlois - qui n'ont rien à voir avec la IV^e Internationale. Cependant, Pedro Carrasquedo, qui se déclare défenseur de la IV^e Internationale et de son programme, affirme en même temps être coauteur de l'initiative d'« appel à la négociation ». Dans les deux cas, il est utile pour nous de discuter de ces positions et d'en dévoiler les desseins politiques étrangers aux aspirations démocratiques du peuple basque et des autres peuples soumis à l'État de la monarchie. Positions qui n'ont bien entendu rien à voir avec les positions du POSI et de la IV^e Internationale.

3. L'appel de Langlois-Carrasquedo du 2 mars se propose de « mettre sur pied des délégations auprès du gouvernement espagnol, du gouvernement autonome basque, des partis politiques basques, du gouvernement français, des partis politiques français, etc. » et de « rechercher plus généralement tous les moyens pour convaincre les parties concernées de nouer entre elles des contacts et d'entamer des négociations ». (...)

4. Cette position de Carrasquedo étant « neutre », nous ne savons pas pourquoi il ne l'a pas expliquée dans les instances du PCI dont il a été membre durant tant d'années, pourquoi il n'a pas utilisé la tribune du XXXVI^e congrès du PCI du 10 mai dernier, puisque le PCI ne savait rien de cette campagne déjà engagée par Langlois et Carrasquedo. Ce fait donne clairement la mesure des procédés de Carrasquedo à l'intérieur et en dehors du PCI. (...)

A l'évidence, il s'agit d'une déclaration qui affirme une position contraire à la lutte des classes, et à l'indépendance de classe. Des représentants du peuple basque et du gouvernement monarchique espagnol qui opprime les Basques peuvent parvenir à un accord. Par exemple à un accord qui remette les prisonniers en

liberté et qui permette le retour des exilés. Cela représenterait-il une « réconciliation » ? Prenons un autre exemple. Des représentants du peuple basque et du gouvernement monarchiste espagnol peuvent parvenir à un accord acceptant les institutions et lois de la réforme (Cortes et Parlement basque, Constitution et statut). Cela représenterait-il une « réconciliation » ? Les accords derrière une négociation peuvent être bons ou mauvais, mais la théorie de la « réconciliation » c'est ni plus ni moins l'affirmation que toutes les différences disparaissent. Tant que l'État espagnol sera une prison des peuples, que subsisteront exploités et opprimés, parler de réconciliation est un moyen de préparer les conditions de la capitulation des organisations ouvrières et populaires. »

Mais l'héritage contradictoire de Moreno a amené une fraction de la LIT à réagir face à cette véritable dérive « sectaire » combinée à des éléments de provocation véritable. Ainsi, l'autre fraction de l'ancien MAS (aujourd'hui le groupe MST) dénonce une telle dérive « nationale-trotskyiste » et défaitiste.

Depuis, la décomposition politique de la LIT s'est accentuée. Les militants brésiliens qui s'en réclament ont abandonné le PT parce que celui-ci n'est pas un « parti révolutionnaire », rendant le meilleur des services à ceux qui cherchent à dénaturer le PT comme parti ouvrier indépendant et à le relier à la prétendue Internationale socialiste.

Le même sectarisme apparent — qui n'est en réalité que la capitulation devant les appareils — conduit le MAS à condamner des grèves organisées contre le gouvernement Menem appliquant les directives du FMI, telle celle du 9 décembre 1992, parce que ces manifestations sont convoquées par la bureaucratie syndicale.

Pour conclure, disons que pour tous ceux qui, en Argentine

d'abord mais pas seulement en Argentine, ont vu dans le MAS la possibilité de construire un parti révolutionnaire, un point d'appui pour bâtir une Internationale ouvrière, il n'y a qu'une voie celle que la LIT a refusée en se constituant contre le combat pour construire la IV^e Internationale, celle du bilan sérieux, de la discussion allant jusqu'au fond des problèmes.

Il est évident que chacun a le droit de défendre ce qu'il veut. Mais la calomnie n'est rien d'autre qu'un instrument pour faire passer en contrebande des positions frelatées tout en se présentant en marxiste orthodoxe. C'est là un triste exemple de dégénérescence politique.

DE L'HÉRITAGE AU RENIEMENT

Si Nahuel Moreno a fait ses premiers pas comme responsable de la IV^e Internationale en s'opposant à la politique liquidatrice imposée par Pablo et Mandel en début des années 1950, l'évolution des organisations qui disent défendre son héritage tend à développer les aspects les plus faibles du parcours de Moreno lui-même. En particulier le fait même qui l'amena à rompre avec le Comité paritaire de la IV^e Internationale (constitué entre le CORQI et la TLT).

En effet, au mois de novembre 1979, le CORQI, la TLT du SU et la tendance de Moreno avaient constitué le Comité paritaire de la IV^e Internationale, pour la défense de la révolution nicaraguayenne contre la politique liquidatrice de Mandel-Krivine.

En septembre 1981, Moreno rompt le cadre commun, accusant le PCI (section française) de capituler devant Mitterrand.

Et pourtant, c'est dans le comité central du PCI de l'époque, en présence et avec l'accord de Moreno,

qu'avait été décidée la politique par rapport au gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman de l'époque, la ligne combattant "les illusions (des masses envers le gouvernement de gauche) sur le terrain des illusions". Évidemment la discussion sur la politique et la tactique PCI, par rapport au gouvernement, était nécessaire et possible.. Nécessaire, parce que personne n'a la vérité révélée, possible, comme cela a été démontré lors de la Conférence des sections de la IV^e Internationale (juillet 82) où des positions contradictoires se sont exprimées là-dessus. Cela ne justifie pas une rupture. Cela exige un débat normal, et la section française ouvre ses bulletins et ses de préparation de son congrès là-dessus. Malgré cela, Moreno décida de rompre le cadre de l'internationale. En réalité, cette crise provoquée par Moreno n'était qu'un prétexte pour préserver sa chasse gardée - l'Argentine - et son travail en Amérique Latine. Cette déformation nationaliste a été la source de la dégénérescence qui aujourd'hui met en cause toute référence réelle au programme de la IV^e Internationale.

A cela s'ajoute le parcours suivi. En effet 12 ans plus tard, la réalité des faits est là comme un élément du bilan pour tous les militants qui ont subi les conséquences de la scission et qui vivent aujourd'hui la crise de la LIT. La section française de la IV^e Internationale, qui a résisté au pablisme, qui a résisté et aidé à organiser la résistance aux 13 ans de mesures anti-ouvrières et anti populaires du gouvernement Mitterrand, a poursuivi son combat pour rassembler les éléments de la construction du parti ouvrier indépendant des appareils traîtres et de l'impérialisme.

La IV^e Internationale CIR s'apprête à franchir une étape qui l'amènera à rétablir la IV^e Internationale.

Défense de la méthode du Programme de transition

par Marcus Carlstedt

(Cette contribution a été publiée dans le bulletin "Nost" de la IVe Internationale CIR en Suède)

Le programme de fondation de la IVe Internationale—le Programme de transition—a gardé toute sa validité tant par son analyse du développement du capitalisme que par celle du stalinisme. Sa méthode — la méthode de transition — garde également toute sa validité pour l'intervention dans les luttes des classes dans une période caractérisée par la rupture des travailleurs avec leurs vieux appareils bureaucratiques. Une compréhension correcte de la méthode de transition est incompatible avec la phraséologie radicale gauchiste qui caractérise plusieurs courants se réclamant de la défense du programme de la IVe Internationale.

Dans "Un résumé des revendications de transition", 23 mars 1938) Trotsky commence une discussion en disant : "des camarades ont eu l'impression que quelques-unes de mes propositions ou revendications étaient opportunistes", pour conclure : "Quel est le sens du programme de transition? On peut dire que c'est un programme d'action, mais pour nous, c'est un programme de transition - c'est une aide aux masses pour surmonter les idées reçues, les méthodes et les formes, et pour s'adapter aux exigences de la situation objective. ce programme de transition doit inclure les revendications les plus simples. Nous ne pouvons ni prévoir ni prescrire les revendications locales et syndicales adaptées à la situation locale d'une usine donnée, le développement de cette revendication, au mot d'ordre

pour la création d'un soviet d'ouvriers. Ce sont là les deux points extrêmes, à partir du développement de notre programme de transition, pour trouver les liens et amener les masses à l'idée de la prise révolutionnaire du pouvoir. C'est pourquoi certaines revendications apparaissent comme très opportunistes - parce qu'elles sont adaptées à la mentalité réelle de travailleurs. C'est pourquoi d'autres apparaissent comme trop révolutionnaires - parce qu'elles reflètent plus la situation objective que la mentalité réelle des ouvriers."

Le fait que le programme de fondation de la IVe Internationale couvre ce "développement" de la revendication syndicale la plus simple jusqu'à la revendication des soviets ouvriers était nécessaire pour que le programme soit une guide aussi bien dans des situations caractérisées par une lutte de classe relativement peu développée, que dans des situations qui préludent à la révolution socialiste. Ce que le programme nous apprend ce n'est ni à présenter toutes les revendications en même temps, ni à nous concentrer sur les revendications les plus fondamentales et les plus "révolutionnaires", mais à intervenir dans la lutte de classe avec un système de mots d'ordre transitoires que nous présentons "l'un après l'autre" ("Discussion sur le Labour Party", 31 mai 1938), et "dont le sens est de se diriger de plus en plus ouvertement et résolument contre les bases mêmes

du régime bourgeois" (Programme de transition), sans pouvoir prescrire a priori comment ce système de revendication se développera.

Le point de départ, c'est la situation objective: "...le parti qui représente cette science sociale a comme point de départ, comme pour toute science, non les désirs subjectifs, les tendances ou l'état des esprits, mais les faits objectifs, la situation matérielle des différentes classes et leurs rapports entre elles. Ce n'est que par cette méthode que l'on peut établir des revendications qui correspondent à la situation objective, et ce n'est qu'ensuite que nous adapterons ces revendications et ces mots d'ordre à l'état d'esprit donné des masses." ("Discussion sur le labour party", 31 mai 1938). Le but est que les mots d'ordres soit capables de développer les mobilisations réelles, puisque "quels que soient ses succès pratiques immédiats, les ouvriers comprendront mieux que tout la nécessité de liquider l'esclavage capitaliste." (Programme de Transition).

L'OCI ET MITERRAND EN 1981

La non-compréhension de la méthode de transition a conduit des courants aux phrases radicales à accuser ceux qui défendent le programme d'"opportunisme" et de "trahison". La scission du Comité International de la IVE Internationale par le courant moreniste en 1981 s'est fait sur cette base: on prétendait que l'OCI française avait capitulé devant le gouvernement de Mitterrand, quand elle n'a fait que suivre la méthode du Programme, en partant de la situation objective et en adaptant les mots d'ordre à la conscience des masses dans le but de faire progresser les mobilisations. Dans le rapport préparatoire au XXVI^e congrès de l'OCI (1981) il est écrit:

"- Le gouvernement Mitterrand-Mauroy est un gouvernement bourgeois de collaboration de

classes, de type front populaire. Le caractère de classe de ce gouvernement étant ainsi déterminé, les révolutionnaires ne sauraient en conséquence considérer ce gouvernement comme un gouvernement ouvrier et paysan. Ce n'est pas notre gouvernement.

- Le gouvernement Mitterrand-Mauroy, gouvernement bourgeois de collaboration de classes de type front populaire, est néanmoins un gouvernement bourgeois que la bourgeoisie ne saurait reconnaître comme sien.

- Le gouvernement Mitterrand-Mauroy, gouvernement bourgeois de collaboration de classes de type front populaire, est un gouvernement issu de la défaite que les masses laborieuses et la jeunesse ont infligée à la bourgeoisie: elles reconnaissent et reconnaîtront pour toute une étape ce gouvernement comme leur gouvernement. C'est à partir de cette triple constatation établie sur la base de "faits objectifs rigoureusement établis" qu'il nous faut, comme Lénine nous invite, nous "guider aujourd'hui pour déterminer nos tâches".

Pour attaquer l'OCI Moreno était obligé d'abandonner la méthode du Programme de transition. Il écrit:

"Pour que les masses trompées puissent comprendre notre position, notre politique révolutionnaire doit revêtir deux aspects: l'explication par la négative du caractère traître et contre-révolutionnaire du gouvernement, qui doit être systématique, en saisissant toutes les occasions qui nous sont fournies; et la mise en avant en positif de quel gouvernement nous proposons à la place, même si au début nous ne disons pas directement: "A bas le gouvernement actuel!" Telle a été toute la politique léniniste."

Et ailleurs:

"Ces opportunistes confondent d'une façon endiablée les choses pour lesquelles nous avons le devoir d'être bien en avant des masses - dénoncer, éduquer, faire

de la propagande - et celles pour lesquelles nous devons les serrer de près: les propositions d'action."

Dans sa réponse aux textes de Moreno, le Conseil Général de novembre 1981 du Comité International écrit (la réunion était boycotté par les morenistes):

"Les arguments "radicaux" de Moreno se réduisent à une simple propagande (aussi "négative" que "positive"). Le Programme de transition se transforme en un "système" idéologique où chaque mot d'ordre est "lié" à la prise du pouvoir pour "éduquer" la classe ouvrière. La "dénonciation" radicale et cet étrange programme de transition n'ont pas pour but de mobiliser les masses, mais d'être "de nombreux pas" en avant des masses. Dans la lutte des classes réelle, nous avançons seulement des "propositions pour l'action" empiriques, "collées" aux masses...

Pour Capa-Moreno, le Programme de transition est un programme idéologique qui doit "surdéterminer" la lutte de classe du prolétariat. Pour Trotsky, c'est l'expression consciente du processus par lequel le prolétariat, partant de ses intérêts matériels, de ses revendications, dans son combat contre la bourgeoisie, la renverse, balaie ses agences, détruit l'État bourgeois, se constitue en classes dominante, exproprie le capital: c'est l'expression consciente indispensable du et au mouvement pratique.

Où avons-nous déjà lu cela? Ce n'est pas une invention de Moreno. Les révisionnistes au sein de la IVe Internationale, Pablo depuis 1952, ont tenté de l'imposer. Assécher le Programme de transition. Le vider de son contenu. Faire de lui un "système", une "recette" préconçue, propagandiste, disloquée de l'intervention concrète dans la lutte des classes. (.....)

La position de Capa-Moreno revient à cette vieille conception de la "direction de rechange" qui a été celle de la direction de la IVe Internationale entre 1944 et 1950,

et qui a été une des causes majeures de la crise de la IVe Internationale. Les masses faisaient "l'expérience" des vieux partis ouvriers traîtres, que l'Internationale et ses organisations "dénonçaient", et finalement devaient se tourner vers "la nouvelle direction", c'est à dire vers la IVe Internationale et ses organisations. On sait où cela a conduit, à l'impuissance et, par voie de conséquences, à la capitulation devant les veilles directions, au pablisme.

Une nouvelle direction ne peut se construire que dans le processus vivant de la lutte des classes dans lequel l'organisation qui construit le parti révolutionnaire intervient et combat comme composante de dette lutte des classes, pour ouvrir la voie de la révolution prolétarienne aux masses. Pour ce faire, elle doit avoir de mots d'ordre, une politique, que l'ensemble de prolétariat puisse appréhender."

Dans sa polémique contre Moreno en 1981, François Forgeu s'appuie sur une citation de Moreno lui-même, extraite de sa lutte contre Mandel sur la ligne en Argentine:

"Il n'y a pas de mot d'ordre qui soit bon ou mauvais en soi et en toute circonstance. Il y a très peu de revendications transitoires qui aient autant de valeur que la revendication du contrôle ouvrier. Mais cette revendication mise en avant pendant la grève générale française a servi de substitut à la lutte pour le pouvoir et est devenue un instrument pour contenir les masses et détourner la classe ouvrière de ses véritables tâches immédiates, pour les mener à l'impasse et leur faire perdre une chance historique de vaincre. Pendant la "troisième période", Trotsky n'a pas cessé de critiquer les staliniens pour leur utilisation du mot d'ordre des soviets (mot d'ordre central du Programme de transition) à une période où les masses ne pouvaient pas s'en saisir. Au contraire, un mot d'ordre

sans force et considéré comme non marxiste comme l'appel à la paix a pu se charger d'un contenu révolutionnaire dans une situation concrète, celle où la bourgeoisie russe et le tzar étaient incapables de la réaliser à un moment où la paix était une exigence immédiate des masses. On peut dire la même chose du mot d'ordre petit bourgeois du partage de la terre qui en 1917 est devenu un mot d'ordre révolutionnaire."

Et Moreno concluait alors:

"La seule chose qui puisse élever la conscience des masses, c'est la mobilisation. Nos mots d'ordre doivent servir à élever toute mobilisation à un degré supérieur. Cela rend nécessaire de nouveaux mots d'ordre plus avancés, jusqu'à ce que dans un processus permanent on en arrive aux besoins (et au mot d'ordre) de la prise du pouvoir et de la révolution socialiste.

"Essayer de modifier (par le moyen de la mobilisation permanente) ce processus objectif de l'élévation du niveau de conscience des masses vers une conscience supérieure — celle de la nécessité de la prise du pouvoir — par le biais de la propagande du parti (orale, écrite) ou par des "actions exemplaires", autour du mot d'ordre qui par lui-même miraculeusement élève le niveau de conscience, est un "délit de lèse-trotskyisme"."

Brésil 1992

La relation entre les mots d'ordre démocratiques et sociaux (de classe) ne peut être tranchée au plan stratégique général, mais seulement en relation avec chaque mobilisation concrète. Cela concerne aussi la détermination de la forme et du degré de l'incarnation des principes révolutionnaires de base dans les mots d'ordre concrets. C'est un crime de rompre concrètement avec les principes, et non, comme l'a prétendu Moreno en 1981, de choisir

tactiquement de ne pas les avancer comme mots d'ordre de propagande/agitation dans une situation donnée.

Un exemple éclairant de l'utilisation de la méthode de transition est donné par la politique de O Trabalho au Brésil pendant les mobilisations de masse en 1992. La question centrale, celle du pouvoir, s'exprimait au départ par "Collor dehors" mais cela ne concernait évidemment pas uniquement Collor en tant que personne mais aussi son gouvernement et sa politique. C'est à dire qu'il y avait aussi après la départ de Collor une possibilité réelle de maintenir et développer les mobilisations. Autour de quel mot d'ordre? La question ultra-concrète était de savoir qui succéderait à Collor : le vice-président qu'il avait lui-même désigné, en accord avec la constitution, ou un président installé par une rupture avec la constitution et le gouvernement en place ? Il faut préciser que les mobilisations avaient un caractère populaire et démocratique ("contre la corruption") et que les deux organisations principales de la classe ouvrière, le PT et la CUT, sont dirigées par des directions traitées qui soutiennent activement le régime et le gouvernement bourgeois. La classe ouvrière n'a pas créé, pendant les mobilisations, des organes d'indépendance de classes qui auraient pu constituer des soviets embryonnaires.

Dans cette situation les révolutionnaires se trouvent devant une tâche très complexe qui se concentre dans la lutte contre le gouvernement et le régime, la lutte contre les directions traitées du mouvement ouvrier et la lutte pour des organes/organisations d'indépendance de classe. Ce n'est que par des mobilisations de masse que les relations de force, désavantageuses au départ, pourront être inversées.

La revendications d'élections présidentielles avancée par O Trabalho n'est pas seulement

correcte mais géniale dans sa simplicité. C'est le seul mot d'ordre capable de combiner d'une part la dynamique des mobilisations et d'autre part la lutte contre le régime aussi bien que contre le gouvernement et les directions PT/CUT. C'est à dire que les besoins de la situation objective (la lutte contre le régime et ses valets) sont adaptés à la mentalité des masses par la demande d'élections présidentielles. Le dirigeant du PT Lula répond ainsi à la question posée de la nécessité d'élections présidentielles extraordinaires: *"On en a parlé au sein de notre organisation. Il y avait des gens qui pensaient qu'on était en droit d'exiger une élection immédiate. J'ai estimé, et je crois toujours, qu'il vaut mieux appliquer la constitution. Si notre parti voulait passer outre, nous donnerions prétexte à d'autres sectes de la société, surtout les militaires, de faire de même. Je suis prêt à attendre décembre 1994."* (Le Monde 19/12 1992)

Dans la situation actuelle, seuls le CUT et le PT sont capables d'organiser les masses d'ouvriers sur une base d'indépendance de classe, mais pour cela il est nécessaire que les relations de force à l'intérieur de ces organisations soient inversées. Ceci ne peut se produire que si les directions actuelles sont mises en échec par la mobilisation des masses et c'est dans ce contexte que la revendication d'élections présidentielles joue son rôle de revendication transitoire par excellence, représentant une menace contre le régime, pour le gouvernement en place aussi bien que pour la direction PT.

Même si le mot d'ordre d'élections présidentielles était supérieure à toutes les formes de "mots d'ordre de pouvoir sur une base d'indépendance de classe" au Brésil l'automne -92, ceci ne libère pas les trotskystes d'une lutte énergique pratique-organisationnelle à l'intérieur de PT/CUT pour

leur indépendance de classe. Ce fut aussi la ligne principale de O Trabalho, entre autre par la construction d'un réseau pour l'indépendance de classe au sein de la CUT et contre la participation à l'organe de coopération de classe du gouvernement. O Trabalho s'est ainsi manifesté comme le seul courant capable de suivre une ligne révolutionnaire, ce qui n'est pas un phénomène isolé mais l'expression de la particularité de IVE Internationale-CIR parmi les courants se réclamant de la IVE Internationale.

La spécificité de la logique moreniste s'est manifestée au Brésil par le fait que ces deux courants de la LIT ont quitté le PT pour construire un "front unique révolutionnaire" avec des sectes gauchistes diverses, au lieu de combattre aux côtés des centaines de milliers de membres du PT pendant les mobilisations des masses.

LA LISTE OUVRIERE ET "LE FRONT UNIQUE REVOLUTIONNAIRE"

Durant la formation d'Arbetarlistan ("La Liste Ouvrière") en Suède 1990-91, la même logique s'est manifestée. Un des groupes morenistes suédois ("Internationella Gruppen") est intervenu dans Arbetarlistan à partir d'une interprétation de l'idée de Moreno du "front unique révolutionnaire" et du "programme révolutionnaire minimum". Avec cette idée comme stratégie dominante, ils sont intervenus au congrès fondateur d'Arbetarlistan avec une plateforme qui par son abstraction était sans relation aucune avec les expériences des délégués ouvriers présents. Ils ont défini comme tâche centrale *l'obtention* de ce "minimum révolutionnaire". La méthode de transition, voir une compréhension matérielle de la lutte des classes, était remplacé par un phraséologie radicale et sectaire et par l'idéalisme pur. Le principal n'est ni d'essayer, par des

discussions pédagogiques, de convaincre les travailleurs d'adopter ce "minimum révolutionnaire" ou de le leur faire avaler par des remaniements divers. La question centrale est de répandre la compréhension des conditions de la société de classe par des expériences de lutte communes et dans ce contexte même les mots d'ordre démocratiques peuvent jouer un rôle central.

Le programme est confirmé et développé par l'expérience. Quelles sont les expériences qui soutiennent que la méthode de transition peut être abandonner pour "*...la tâche de s'unir avec l'avant-garde du mouvement de masse par des accords autour d'un programme d'action révolutionnaire qui sur les lieux présente la tâche centrale et déterminante de la QI: la prise du pouvoir dans la perspective de la victoire la révolution mondiale*", comme les morenistes suédois écrivent. ("Le programme de transition - validité et actualité", 1992)

Cette orientation dépasse le but, quelque soit la présentation pédagogique et "entremettante", par son point de départ maximaliste et mène les trotskystes dans l'idéalisme. Les expériences de Solidarité en Pologne, du PT brésilien et d'Arbetarlistan suédois nous montrent-ils pas autre chose? Il n'y a pas de raccourcis miraculeux vers l'influence de masse pour les sections de la IVe Internationale. La construction de nouveaux courants syndicaux et politiques indépendants ne se fait pas par des ultimatums programmatiques, mais par l'établissement d'un cadre qui permet des interventions communes dans la lutte des classes

et qui en même temps garanti le droit des courants internes. Le combat pour de nouveaux Partis des travailleurs indépendants et pour la Conférence Mondiale Ouverte constitue un développement de la ligne de Trotsky aux USA: "*Pour le SWP, le Labor Party devrait devenir d'une part un champ de recrutement d'éléments révolutionnaire et, d'autre part, une courroie de transmission pour influencer des cercles toujours plus larges d'ouvriers.*" ("Le problème du Labor Party", avril 1938). Durant la formation d'Arbetarlistan en Suède il n'y avait pas une section organisé de la IVe Internationale (CIR) capable de mener cette ligne comme contrepoids au "front unique révolutionnaire" et aux projets divers d'"unité de la gauche" des courants maoïstes et pseudo-trotskyistes. Le résultat fut la décomposition totale.

La conception moreniste du "front unique révolutionnaire" - des conventions avec des organisations avec des programmes révolutionnaires autour d'un "programme révolutionnaire minimum" fondé sur les principes de bases du mouvement ouvrier - ne peut pas être exclue, mais si c'était une "tactique privilégiée" pour Moreno, cela doit être une tactique d'exception pour nous, qui tout simplement est constituée par un accord avec une autre organisation, ce qui n'a rien à voir avec le front unique. Notre cible privilégiée c'est l'avant-garde de masse qui se dégage du processus de rupture avec les appareils contre-révolutionnaires, et dans ce contexte le front unique ouvrier prend toute sa signification.

Notes sur les Etats Unis et le bilan des forces et faiblesses du "cannonisme"

par Frank Wainwright

Il importe dans le cadre de la préparation du congrès de reprogrammation de la IVe Internationale de procéder à une réévaluation du "cannonisme" (1). Le "cannonisme" doit être apprécié de manière contradictoire. La force du "cannonisme", et on y reviendra, aura été d'avoir construit et préservé une organisation trotskyste en relation avec les processus de la lutte de classe aux Etats-Unis et avec une implantation et une expérience indiscutables.

Sa force aura été d'éduquer une génération et même plusieurs générations de cadres sur le terrain de la fidélité au programme et en particulier d'avoir après la mort de Trotsky mis en oeuvre l'orientation définie par lui en ce qui concerne l'attitude face à la guerre impérialiste. De ce point de vue, *Socialism on trial*, le texte de la défense de Cannon au procès des 16 de Minneapolis en 1941, reste à la fois l'un des exposés les plus pédagogiques et les plus populaires du marxisme adapté à la situation des Etats-Unis et aussi l'expression d'une position de principe internationaliste dans une situation où une telle position n'était pas évidente à défendre.

On a souligné à maintes reprises que la principale faiblesse du "cannonisme" aura été aux différentes étapes qui ont été celles de l'histoire de la IVe Internationale et du SWP lui-même de ne pas toujours prendre ses responsabilités du point de vue de la construction de la IVe Internationale. Cette tendance était déjà apparue du vivant de Trotsky. Elle s'est exprimée en

particulier, on le sait, au lendemain de la IIe Guerre mondiale sur la question précisément du bilan de la politique militaire du SWP. Alors que cette politique militaire avait fait l'objet de critiques de la part de secteurs importants de la IVe Internationale, à commencer par Pablo (2), alors qu'en particulier elle avait fait l'objet d'une polémique en règle de la part de Munis, il est significatif qu'au IIe Congrès mondial de la IVe Internationale en 1948, la discussion sur le bilan de dix ans de la IVe Internationale (et quelles dix années puisqu'elles incluent toute la IIe Guerre mondiale et ce qui a suivi !), ait occupé en tout et pour tout à peine une heure, traductions comprises, et qu'en particulier le bilan de la politique militaire du SWP n'ait pas été soulevé, ni par ses détracteurs, ni par les dirigeants du SWP lui-même.

Pourtant le SWP a toujours accordé une grande importance à cette question. En particulier *Socialism on Trial* a toujours fait partie, durant des décennies des matériaux fondamentaux d'éducation et de formation des militants du SWP. Et *Socialism on Trial* inclut la polémique de Munis et la réponse de Cannon à Munis.

Mais cette question a été exclusivement saisie par des dirigeants du SWP comme un élément d'éducation des cadres du SWP lui-même. En revanche, dès le congrès mondial de 1948, par leur attitude, les dirigeants du SWP ont clairement manifesté que la nécessaire généralisation des questions de

principe soulevées dans cette discussion, généralisation nécessaire à l'éducation des cadres de toute la IVe Internationale et dont les répercussions pouvaient être importantes dans bien des sections, cette généralisation ne leur semblait pas relever de leur responsabilité.

On retrouvera ces tendances au national trotskysme à différentes étapes de la vie du SWP. Il est particulièrement significatif de rappeler son comportement durant la crise de 50-53. Tant qu'il ne s'est pas vu menacé dans son existence propre, la direction du SWP non seulement a refusé d'intervenir dans la crise qui se développait mais elle a apporté sa caution morale et politique à l'activité destructrice de Pablo, puis de Pablo-Mandel à la direction de la IVe Internationale. On se souvient de la lettre de Daniel Renard, au nom de la majorité du comité central de la section française à la direction du SWP, véritable appel au secours contre les manoeuvres liquidatrices de Mandel - lettre restée sans réponse de la part du SWP.

Et finalement, ce n'est que lorsque l'offensive liquidatrice de Pablo-Mandel trouvera son prolongement au sein même du SWP que la direction de celui-ci réagira. Il est significatif de relire le rapport présenté par la direction du SWP au Plénum d'août 1953 au moment de la rupture. Ce rapport fait très peu référence à Pablo et à son cours destructeur de la IVe Internationale. Il est principalement consacré à Cochran (3), c'est-à-dire aux conséquences nord-américaines, à l'expression nord-américaine de l'offensive liquidatrice.

Et dans les étapes qui suivront, la politique de la direction du SWP suivra une constante, qu'il s'agisse, au début des années 60, de la non prise en charge par la direction du SWP de la direction effective du comité international créé 1953; qu'il s'agisse des conditions de la réunification de 63; qu'il s'agisse

enfin de la ré-explosion des désaccords dans le Secrétariat unifié à partir de 68-69 (bataille interne au secrétariat unifié qui va se développer d'abord autour de la question de la stratégie de guérilla, puis de la question du bilan de la révolution culturelle en Chine, de la stratégie de construction du parti en Europe, de la théorie des nouvelles avant gardes, et va atteindre son apogée lors du développement de la révolution portugaise en 1974-75). Cette constante, c'est qu'à chaque étape elle est conduite à poser les questions concernant la IVe Internationale à partir des conséquences qu'elles ont en bien ou en mal, de son point de vue, pour l'existence du SWP. Et c'est d'ailleurs ce refus de prendre ses responsabilités au niveau international qui l'amènera à procéder à la dissolution de la FLT (4) en 1977, dans les conditions que l'on sait. Cette dissolution de la FLT va précipiter le processus de dégénérescence du SWP vers un cours ouvertement castriste et pro-stalinien à partir de la fin des années 1970, pour aboutir à la suppression de toute référence à la IVe internationale et au trotskysme.

Cette composante nationale trotskyste du SWP de toute sa politique, composante qui s'est accentuée au fur et à mesure des années, bien sûr est à mettre en rapport avec les conditions difficiles qui ont été en maintes époques celles de l'activité du SWP lui-même : la guerre froide, la chasse aux sorcières, la répression extrêmement brutale contre les militants ouvriers et donc contre les militants trotskystes dans les entreprises à la fin des années 40 et dans les années 50, l'isolement considérable qui a été opéré autour du SWP n'ont pas peu pesé dans ce sens. Cependant, cette situation procède également, des faiblesses subjectives de la direction du SWP et en particulier des faiblesses subjectives du "cannonisme". Il est un aspect qui dans l'élaboration passée a peut-être été insuffisamment

ment mis en évidence : la corrélation entre les tendances au national-trotskyisme de la direction du SWP et le renoncement de fait à la perspective tracée par Trotsky du combat pour le Labor Party et le Black Party. Là aussi il ne s'agit pas de procéder de manière schématique. Les conditions de matérialisation de l'orientation vers le Labor Party et le Black Party n'ont pas toujours été évidentes, c'est le moins que l'on puisse dire.

Durant les périodes d'isolement, de réaction, cette orientation était extrêmement difficile à traduire de manière concrète et pratique. Cependant, sans réécrire l'histoire, il est indispensable de ré-apprécier d'abord la manière dont Trotsky a élaboré cette orientation, dans quelles conditions pratiques, y compris de dialogue avec le SWP, il a été amené à l'élaborer, et ensuite les conditions pratiques de mise en oeuvre ou non qui ont marqué cette question depuis 50 ans.

Concernant les États-Unis, l'orientation constante de Trotsky, à l'instar d'autres pays, a toujours été de chercher à dégager en rapport avec les processus dans la classe ouvrière et les organisations, les voies et les moyens permettant aux militants de la IVe Internationale de rompre leur isolement, de se lier à des couches en voie de radicalisation, bref de dégager les formes adaptées à chaque situation de la transition dans la construction du parti.

Cette préoccupation, peut-être plus encore que pour d'autres pays, a été celle de Trotsky pour les États-Unis, en rapport avec son appréciation sur le retard de la classe ouvrière américaine et par conséquent les difficultés plus grandes auxquelles se trouvaient confrontés les militants trotskystes.

Par exemple, lorsque se discute en 1935-36, la perspective d'entrée temporaire des militants trotskystes dans le Parti socialiste, Trotsky est amené à répondre à une série d'objections parmi les-

quelles celle selon laquelle le Parti socialiste américain serait petit, qu'il aurait une mauvaise composition sociale.

Trotsky répond : *"Le Parti socialiste des États-Unis n'est pas faible par hasard, le regroupement politique de l'avant-garde prolétarienne progresse en Amérique avec une lenteur effrayante. Déjà Engels avait eu à se colleter avec ce problème mais on ne doit pas oublier que les facteurs fondamentaux qui rendent difficile la cristallisation d'une avant-garde socialiste, sans parler d'une avant-garde révolutionnaire, en Amérique, n'oeuvrent pas seulement contre le Parti socialiste, mais aussi contre nous, et que, malgré le changement des conditions économiques l'inertie psychologique que les Trade-unions ont transformé en tradition ne peut être surmonté en un rien de temps."* (Défense de la position prise sur les États-Unis, 6 février 1936, Oeuvres Tome 8.) Et Trotsky ajoute : *"La force de cohésion des grands partis est bien plus importante que celle des petits, on ne rompt pas si facilement avec un parti de masse. Cela explique en partie pourquoi en France, nous avons pu garder relativement si peu de nouveaux éléments lors de l'exclusion. Comme le parti (socialiste - NDR) américain n'est justement pas un véritable parti de masse, notre influence peut s'y révéler beaucoup plus déterminante. On peut évaluer les possibilités pratiques avec toute la modestie qu'on voudra personne ne contestera que le Workers Party et la Spartacus league peuvent doubler leur nombre d'adhérents. Même 50% de gain ne serait pas sans importance dans la situation actuelle."* (Ibidem.)

Et à ceux qui s'opposent à l'entrée dans le Parti socialiste, à ceux qui opposent à cette perspective, une autre voie, Trotsky répond : *"Cette autre voie a toutefois fait ses preuves et s'est avérée être une crise permanente."*

Dès 1936, pour Trotsky, le prin-

cipal danger qui menace l'avant-garde révolutionnaire aux États-Unis serait l'auto-isolement sectaire, l'auto-proclamation coupée de toute tentative de se lier aux processus de radicalisation en cours, si modestes soient-ils.

Dans cette bataille pour entrer dans le Parti socialiste, Trotsky trouve l'appui de la fraction Cannon-Schachtman dans la lutte contre les tendances sectaires de Must, Heuler, etc. Mais on y reviendra, cette question va trouver une continuité dans l'histoire du SWP.

Dès 1936 également, Trotsky dégage une question qui est au centre de tout le combat pour construire la IV^e internationale aux États-Unis, en soulignant la contradiction suivante : *"Le passé de l'Amérique est plein de grèves et de directions héroïques mais sans cristallisation politique. Il y a maintenant un changement de la situation objective, il doit produire un changement dans l'état d'esprit des ouvriers, peut-être dans six mois ou dans six ans, on ne peut pas le savoir."* (Problème de l'entrée aux États-Unis, 8 février 1936, Oeuvres tome 8.)

On peut dire d'une certaine manière que cette contradiction entre l'âpreté de la lutte de classe aux États-Unis, le dégagement de *"directions héroïques"* et l'absence de *"cristallisation politique"*, n'aura pas trouvé de solution d'abord et avant tout pour des raisons objectives. La politique de trahison de l'Internationale communiste va boucher la voie à la construction d'une représentation politique indépendante sous diverses formes comme nous allons le voir et à travers la Deuxième Guerre mondiale, cet obstacle va se renforcer au point que malgré les progrès très importants que les trotskystes vont faire durant la Deuxième Guerre mondiale et le renforcement réel qui va être le leur à la sortie, cette voie en permanence va leur être bouchée.

D'une certaine manière, on peut dire qu'aujourd'hui aussi le présent de l'Amérique est plein de grèves et que la question posée est celle de la cristallisation politique. Cette recherche est une constante chez Trotsky. Analysant la crise aux États unis, il écrit : *"Au plus profond de la crise, la classe ouvrière américaine est restée essentiellement passive, c'était le résultat d'une part de la violence objective des coups auxquels elle fut exposée après une longue période de prospérité et d'autre part de ce facteur subjectif qui fait qu'en raison des conditions particulières du développement américain, elle entre dans la crise avec des organisations petites et faibles dans le domaine politique aussi bien qu'économique."*

Depuis 1933 cependant, l'histoire de la classe ouvrière américaine se caractérise par une activité et une combativité presque ininterrompues. Des tentatives opiniâtres et persistantes pour s'organiser culminant souvent dans des luttes grévistes des plus héroïques ont été entreprises par les ouvriers, y compris ceux des industries clés, telles que l'acier, l'automobile, le caoutchouc, les usines d'utilité publique et la navigation où dans le passé le mouvement syndical n'avait jamais pu s'enraciner.

Les grèves des dernières années se signalent par un puissant essor de la solidarité et de la conscience de classe. Elles englobent des dizaines de milliers d'ouvriers appartenant aux différentes industries et aussi des fractions des couches inférieures de la petite bourgeoisie qui ont soutenu la lutte physique des ouvriers grévistes contre les briseurs de grève, des gangsters privés, de la police et même la milice.

Les effets de cette nouvelle étape du développement du capitalisme américain et de la pression des masses se reflètent dans la polémique qui se déroule actuellement dans l'*American Federation of Labor*, la plus profonde et la plus

acharnée des polémiques de toute l'histoire de cette institution conservatrice. Les dirigeants de quelques-uns des plus grands syndicats affiliés - comme John Lewis des mineurs - attaquent de front la politique traditionnelle des syndicats de métier de la fédération, exigent que soit accordé aux ouvriers des industries de production de masse le droit de s'organiser dans des syndicats d'industrie et qu'ils y soient invités.

A l'intérieur de l'AFL, ils ont constitué un comité pour l'organisation des syndicats de l'industrie CIO afin d'aider les ouvriers des industries les plus importantes à s'organiser sur la base de l'industrie. Ils se sont refusés à satisfaire la demande de l'exécutif de l'AFL de dissoudre le CIO et sont maintenant engagés dans des préparatifs pour une campagne d'organisation dans l'industrie lourde. Il n'est cependant pas douteux qu'un vaste mouvement d'organisation et de grèves dans une industrie clé ne peut être considéré aujourd'hui aux États-Unis comme une question purement syndicale. Il conduit nécessairement à un conflit avec la classe bourgeoise dans son ensemble et avec l'appareil gouvernemental ce qui implique des conséquences sociales les plus profondes." (Sur les États-Unis d'Amérique, juillet 1936, Oeuvres, tome 10).

Passant en revue les obstacles auxquels la classe ouvrière américaine est confrontée, Trotsky souligne ce qu'il appelle "la politique de trahison des staliniens", qui s'exprime en particulier dans le fait que le PC américain "soutient sans critique les bureaucrates syndicaux "progressistes" et collabore souvent avec les éléments les plus réactionnaires dans les syndicats" (Ibidem).

Et en particulier, le fait que "bien qu'aux élections présidentielles, le PC des États-Unis présente ses propres candidats et maintienne ainsi l'illusion de son autonomie et la phraséologie révolutionnaire, dans la réalité par son soutien aux dirigeants syndicaux qui veulent

attirer les ouvriers du côté de Roosevelt et par leur attaque contre le Parti républicain en tant qu'unique "agence véritable et directe" du fascisme et de la guerre, il aide Roosevelt." (Ibidem)

Cette recherche amène naturellement Trotsky à confirmer la justesse de l'entrée dans le Parti socialiste, lequel vient de rompre avec son aile ultra-droitière et voit entrer en son sein de nouvelles tendances exprimant, même de manière partielle, la radicalisation dans la classe ouvrière. C'est toujours en rapport avec les processus en oeuvre dans la classe ouvrière que Trotsky cherche à dégager les moyens pour les trotskystes de s'y lier. Ainsi au printemps de 1937, il met en garde les militants trotskystes américains contre ce qu'il appelle "une certaine adaptation, une ligne opportuniste" au sein du Parti socialiste (*Le danger d'adaptation*, 25 mai 1937, Oeuvres, tome 14). Précisant son point de vue, Trotsky considère qu'il faut "se préparer à sauter par dessus les restes du Parti socialiste", et ajoute : "Je ne parle pas ici de notre travail dans les syndicats, particulièrement dans le CIO. Il est de façon générale la plus importante des tâches qui nous attendent, mais elle exige notre indépendance comme condition d'une activité libre et courageuse dans les grèves et les syndicats." (*La situation dans le Parti socialiste et nos prochaines tâches*, juin 1937, Oeuvres, tome 14.)

C'est à la même époque que Trotsky commence à souligner deux faiblesses dans l'activité de la section américaine. D'une part la faiblesse de sa participation à la construction de la IVe Internationale. Dans une lettre à Cannon, il écrit : "Vous vous souvenez qu'à la dernière conférence, Schachtman avait été choisi comme membre du comité exécutif. La section américaine n'a jamais participé au travail du secrétariat international, c'est à peine si vous répondez aux lettres

d'Europe. Cela a créé en Europe une atmosphère de doute, même de suspicion vis-à-vis de la section américaine. (...) Pour assurer le succès de la Conférence (de fondation de la IVe Internationale - NDR) il faut absolument que la section américaine participe à l'ensemble du travail préparatoire à partir d'aujourd'hui, il faut absolument un soutien financier, même modeste, de sa part. (Quelques suggestions, 26 août 1937, Oeuvres, tome 14.)

De manière concomitante à cette critique sur l'insuffisante participation des Américains aux tâches de la IVe Internationale, se dessine une autre faiblesse que Trotsky caractérise de la manière suivante : « *Dans la période qui vient, notre organisation va attirer des gens très différents et pas uniquement les meilleurs. La vie publique aux États-Unis est très agitée, l'annonce récente d'une crise va aggraver l'inquiétude, l'esprit combatif et... la confusion. Nous ne pouvons pas éviter cette confusion dans nos propres rangs, nos camarades sont "trop" éduqués, "trop" habitués à des conceptions et des mots d'ordre précis élaborés. Ils éprouvent du mépris pour qui n'est pas idéologiquement OK, c'est très dangereux. Un parti vivant qui se développe doit dans une certaine mesure représenter les différentes tendances, les inquiétudes et je le répète la confusion dans l'avant-garde de la classe ouvrière. Bien entendu, trop de confusion n'est pas bon mais la bonne proportion ne peut être établie que par la pratique. Il faut absolument que nos camarades fassent preuve de plus de patience et de pédagogie vis-à-vis des éléments nouveaux et frais, c'est là le véritable sens de la démocratie du parti.* » (Quelques questions importantes, 11 septembre 1937, Oeuvres, tome 14.)

Il y a dans ce passage une mise en garde contre tout esprit de secte, toute tentation de considérer l'organisation trotskyste américai-

ne comme seule détentrice de la vérité révélée tournant le dos à la recherche de la transition dans la construction du parti.

La lutte pour un "Labor Party"

Cette préoccupation va devenir de plus en plus essentielle aux yeux de Trotsky au fur et à mesure où va se dégager la nécessité du combat pour un Labor Party.

Dans un premier temps il aborde cette perspective avec prudence, il écrit : « *Les masses des ouvriers et peut-être des paysans chercheront il me semble sous les coups succes-sifs une nouvelle orientation politique. (...) La crise renforcera indubitablement toutes les tendances en direction d'un Labor Party indépendant. L'attitude de John Lewis (dirigeant du CIO - NDR) est tout à fait symptomatique à cet égard. Bien sûr, nous n'avons pas à modifier notre position de principe à propos d'un Labor Party mais cette attitude générale maintes fois exprimée et défendue dans notre presse peut devenir insuffisante. Un courant en faveur d'un Labor Party peut pendant toute une période absorber toutes les tendances progressistes et semi-révolutionnaires dans le prolétariat. L'effondrement du parti stalinien peut dans ces conditions signifier sa dissolution dans le Labor Party. Nous ne pouvons, ne voulons naturellement rester à l'écart. Cela ne signifierait pas que nous entrerions nécessairement dans un Labor Party ou que nous nous préparons à une telle possibilité ou que nous commencerons à combattre pour elle. Ce serait du pur Don Quichottisme. Un Labor Party reposerait naturellement sur les syndicats, particulièrement sur le CIO. Notre préparation à cette perspective peut et doit consister maintenant à un effort systématique pour pénétrer à l'intérieur des syndicats et participer au travail de masse.* » (La récession aux États-Unis et la nouvelle orientation, 2 octobre 1937, Oeuvres, tome 15.)

Les réserves de Trotsky à l'égard du mot d'ordre de Labor Party tenaient au fait que dans la période antérieure la perspective d'un Labor and Farmer Party avait été périodiquement agitée par les staliniens et certains éléments de la Social-démocratie et aurait eu comme contenu un Front populaire à l'américaine, comme Trotsky l'a expliqué à de nombreuses reprises.

Mais ce qu'il décrit comme élément nouveau (à savoir la radicalisation dans le CIO, donc la recherche par une couche de dirigeants syndicaux d'une orientation politique indépendante), et, d'autre part, l'effondrement du parti stalinien dégageaient la possibilité, comme il le dit, qu'un tel Labor Party puisse pendant une période absorber les tendances progressistes et semi-révolutionnaires du prolétariat. D'où la nécessité prudemment d'intégrer cette perspective, et de s'y préparer d'abord et avant tout par le travail de masse et l'implantation dans les organisations syndicales.

Trotsky à ce stade n'exclut pas qu'un Labor Party occupe la fonction d'un front populaire aux États-Unis. Mais dans un rapport parti-culier qu'il explicite de la manière suivante : « *Aux États-Unis le Front populaire a pris la forme du roose-veltisme, c'est-à-dire le vote des radicaux, des socialistes, des communistes pour Roosevelt. Mais la nouvelle crise va porter au roose-veltisme un coup analogue à celui que la dernière a porté au hoo-verisme. Qu'est-ce qui prendra la place du Front populaire de Roosevelt ? Pas une polarisation immédiate des extrêmes comme en France, je crois. Le système politique américain a des "réserves" démocratiques qui, en France, sont déjà épuisées. La plus importante est la construction éventuelle d'un Labor Party sous l'égide de Laguardia, Green plus Lewis, ou plus vraisemblablement une nuance plus avancée, celle de Lewis plus Browder. En ce sens la crise aux États-Unis peut signifier non la fin*

du Front populaire, mais sa réalisation à gauche, on ne peut sous-estimer cette variante. » (Pour préparer la conférence internationale, 20 octobre 1937, Oeuvres, tome 15.)

Je crois important d'intégrer la remarque de Trotsky sur les "réserves démocratiques" plus grandes aux États-Unis qu'en France à l'époque et donc sur l'étape possible, envisageable d'un Labor Party comme une "réalisation à gauche du Front populaire". Réalisation à gauche, soulignons-le, ne veut pas dire idéalisation d'un tel Labor Party.

L'hypothèse qu'un tel Labor party se construise sous l'égide de Laguardia qui était tout de même le maire de New York, représentant républicain, et qui cherchait à constituer un accord anti-démocrate avec des "progressistes" de son parti, le soutien des syndicats et l'American Labor Party de New York en est la manifestation.

De même que l'hypothèse de la combinaison "Green plus Lewis", c'est-à-dire le dirigeant de l'AFL plus celui du CIO, voir de "Lewis plus Browder", c'est-à-dire la direction du CIO et la direction du parti communiste, montre bien que pour Trotsky la recherche de la transition, c'est la recherche de pas en avant, aussi limités soient-ils, sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie. En particulier, Trotsky n'exclut pas qu'une des formes que cela puisse emprunter soit la rupture de chefs bureaucrates d'ailleurs parfaitement corrompus de l'AFL ou du CIO, de chefs staliniens avec leur politique traditionnelle de soutien au parti démocrate. L'axe du Labor Party va rapidement devenir une question centrale dans l'élaboration de Trotsky. Cette élaboration s'opère toujours en relation avec l'insistance de la question de l'implantation dans les organisations syndicales et en particulier la nécessité d'accorder une très grande importance à ce qui se passe dans

le CIO. Question à laquelle, dans de nombreuses lettres, il souligne qu'à son avis les partisans américains de l'IVE Internationale accordent une attention insuffisante.

En 1938, Trotsky va multiplier les discussions avec les dirigeants du SWP sur la question du Labor Party. Au point de départ, il faut indiquer que le plus ouvert à la perspective d'avancée dans cette direction sera Cannon bien qu'il manifeste un certain nombre de réserves par rapport à l'attitude que les trotskystes doivent avoir au sein des syndicats à l'égard de la Labor Non Partisan League (LNPL) qui se présentait comme une initiative vers l'action politique indépendante des syndicats dirigée notamment par John Lewis et le dirigeant du syndicat des imprimeurs de l'AFL.

A l'inverse Schachtman et d'autres se montrent plus qu'hostiles à cette perspective. Dans la discussion qui s'engage en 1938, Trotsky revient sur l'histoire de ce débat parmi les trotskystes américains. Il dit : *"Quand la ligue (ligue communiste d'Amérique - NDR) a pour la première fois étudié cette question il y a 7 ou 8 ans, si nous allions être oui ou non pour un Labor Party, si nous allions être à l'initiative sur ce point, alors le sentiment général était de ne pas le faire et c'était tout à fait juste. La perspective de développement n'était pas claire, je crois que la majorité d'entre nous espérait que notre organisation se développerait plus vite, d'un autre côté je crois que personne dans nos rangs n'a pendant cette période prévu l'apparition du CIO à cette vitesse et avec cette puissance. Dans notre perspective nous avons surestimé la possibilité d'un développement de notre parti au détriment des staliens d'un côté, et de l'autre nous n'avons pas vu ce puissant mouvement syndical, et le rapide déclin du capitalisme américain."* (Discussion sur le Labor Party, 21 mars 1938, Oeuvres, tome 17.)

La perspective, indique Trotsky, est aujourd'hui différente avec le développement des grèves ouvrières, et l'apparition du CIO fort de plus de trois millions de membres. Trotsky précise : *"Sommes-nous pour la création d'un Labor Party réformiste ? Non. Sommes-nous pour une politique qui puisse donner aux syndicats la possibilité de jeter leur poids dans la balance ? Oui. Il peut devenir un parti réformiste, cela dépend du développement. Ici se pose la question du programme, je l'ai indiqué hier, et je vais le souligner aujourd'hui. Il nous faut un programme de revendications transitoires dont la plus achevée est celle du gouvernement ouvrier et paysan."* (Ibidem.)

C'est-à-dire que pour Trotsky le combat pour le Labor Party dans les syndicats est un combat qui se relie à la qualification, à l'élaboration du programme nécessaire pour un tel Labor Party. Sur cette ligne, Trotsky considère qu'il faut sans réserve appuyer le mouvement qui s'exprime dans les syndicats vers une action politique indépendante. A la question posée par Cannon : proposerons-nous aux syndicats d'adhérer à la LNPL, il répond : *"Oui, je le crois. Naturellement nous ferons notre premier pas de façon à accumuler une expérience pour le travail pratique, pas nous engager dans des formules abstraites mais développer un programme d'action concret et des revendications dans le sens que ce programme de transition soit issu des conditions de la société capitaliste actuelle et qu'il conduise tout de suite au-delà des limites du capitalisme."* (Ibidem.)

Le combat pour le Labor Party écarte toute dissolution de l'organisation trotskyste : *"La dissolution de notre organisation est absolument exclue. Nous manifestons clairement que nous avons notre organisation, notre presse, etc. Il s'agit d'un rapport de force. Le camarade Dunne dit que nous ne pouvons pas encore appeler les*

syndicats à soutenir le SWP. Pourquoi ? Parce que nous sommes trop faibles. Nous ne pouvons pas dire aux ouvriers : "Attendez que nous soyons devenus plus influents, plus puissants." pour intervenir dans le mouvement tel qu'il est." (Ibidem.)

Trotsky répond alors à deux objections. A Schatchman qui voit dans l'orientation proposée un mouvement vers un Labor Party réformiste, il répond : *"Comment peut-on dire que nous demandons la création d'un parti réformiste ? Nous disons que vous ne pouvez imposer votre volonté à travers un parti réformiste seulement à travers un parti révolutionnaire, les staliniens et les libéraux (veulent - NDR) un parti réformiste, mais nous avons notre programme et nous en ferons un parti révolutionnaire."* (Ibidem)

Mais à Cannon qui lui objecte alors : *"Comment pouvez-vous expliquer un Labor Party révolutionnaire"*, il répond : *"Je ne dirai pas que le Labor Party est un parti révolutionnaire, mais que nous ferons tout pour que ce soit possible. A chaque réunion, nous dirons : "Je suis représentant du SWP, je considère que c'est le seul parti révolutionnaire, mais je ne suis pas sectaire, vous essayez maintenant de créer un grand parti ouvrier, je vous aiderai mais je vous propose d'examiner un programme pour ce parti. Je fais telle et telle proposition." C'est ainsi que je commence. Dans ces conditions, ce serait un grand pas en avant."* (Ibidem)

Et à Schatchman qui insiste sur le fait que le Labor Party peut devenir un piège, Trotsky répond : *"Vous posez la question de façon trop abstraite. Naturellement, il peut se cristalliser en un parti réformiste et un qui nous exclurait mais nous serons une partie du mouvement. Il nous faut dire aux Lovestonistes staliniens, etc. "Nous sommes pour un parti révolutionnaire, vous faites tout pour le rendre réformiste." Mais nous souli-*

gnons toujours notre programme, nous disons toujours aux ouvriers : "Il vous faut votre programme pour ce Labor Party, voici le mien." Et nous proposons notre programme de revendications de transition." (Ibidem).

Pour Trotsky, la question du Labor Party renvoie directement à la tâche stratégique qui est celle de la IVe Internationale, il écrit :

"Il existe partout dans le monde ce qui existe aux États-Unis, à savoir cette disproportion entre les facteurs objectifs et les facteurs subjectifs. Elle n'a jamais été aussi aiguë que maintenant. On a aux États-Unis, un mouvement des masses pour surmonter cette disproportion, celui qui va de Green à Lewis, de Walter à Laguardia, il s'agit de surmonter la contradiction fondamentale. Le PC joue aux États-Unis le même rôle qu'en France mais à une échelle plus modeste. Le rooseveltisme remplace ici le front populisme de France. Dans ces conditions, notre parti doit réaliser, doit aider les ouvriers à surmonter cette contradiction. Quelles sont nos tâches ? Les tâches stratégiques consistent à aider les masses à adapter leur mentalité politique et psychologique à la situation objective, à surmonter les préjugés traditionnels des ouvriers américains, à adapter leur état d'esprit à la situation objective de la crise sociale de l'ensemble du système. Dans cette situation, prenant en considération la petite expérience, puis considérant la création du COI, les grèves sur le tas, etc. nous avons tout à fait le droit d'être plus optimistes, plus courageux, plus offensifs dans notre stratégie et d'avancer des mots d'ordre qui ne font pas partie du vocabulaire de la classe ouvrière américaine." (Discussion pour résumer sur les revendications de transition, 23 mars 1938, Oeuvres, tome 17.)

A la même époque, Trotsky écrit : *"La question du Labor Party n'a jamais été une question de principe pour les marxistes révolution-*

naires. Nous sommes toujours partis de la situation politique concrète et des tendances de son développement. Il y a quelques années avant la crise de 1929, ou même après lors de l'apparition du COI, nous pouvions espérer que le parti révolutionnaire, c'est-à-dire le parti bolchevique, pourrait se développer aux États-Unis parallèlement à la radicalisation de la classe ouvrière et parvenir éventuellement à en prendre la tête. Dans ces conditions, il aurait été absurde de faire une propagande abstraite en faveur d'un Labor Party qui n'était pas proclamé. La situation depuis a néanmoins radicalement changé et nous n'aurions aucune excuse pour nous fermer les yeux devant ce fait. Les syndicats qui se développent puissamment dans les conditions de l'approfondissement de la crise du capitalisme, se projettent de façon d'autant plus irrésistible sur la voie de la lutte politique et par là sur celle de la cristallisation d'un Labor Party. Si les dirigeants officiels des syndicats, en dépit de l'appel impérieux de la situation et de la pression grandissante des masses, conservent une position réservée sur la question d'un Labor Party, c'est précisément parce que la profondeur de la crise sociale de la société bourgeoise confère maintenant à la question du Labor Party une acuité infiniment plus grande que dans les périodes précédentes. Nous pouvons néanmoins prédire avec suffisamment d'assurance que la résistance de la bureaucratie sera brisée. Le mouvement en faveur d'un Labor Party va continuer à grandir. Une organisation révolutionnaire qui aurait vis-à-vis de ce mouvement progressiste une position négative, une neutralité expectative, se vouerait elle-même à l'isolement et à la dégénérescence sectaire. Le Socialist Workers Party, section de la IVe Internationale, comprend clairement le fait qu'en vertu de raisons historiques défavorables, son propre développement s'est produit avec beaucoup

de retard par rapport à la radicalisation de larges couches du prolétariat américain et c'est précisément pour cela que la création d'un Labor Party est mise à l'ordre du jour par tout le cours du développement." (Le problème du Labor Party, avril 1938, Oeuvres, tome 17)

Et Trotsky précise: "Quand et comment le Labor Party sera constitué, quelles étapes et quelles scissions il va traverser, l'avenir le dira. En défendant le Labor Party contre les attaques de la bourgeoisie, le SWP ne prend et ne veut pas prendre sur lui la responsabilité de ce parti. Vis-à-vis du Labor Party à toutes les étapes de son développement, le SWP maintient une position critique, soutient les tendances progressistes contre les tendances réactionnaires et en même temps critique impitoyablement le caractère chèvre-chou de ces tendances progressistes. Pour le SWP, le Labor Party devrait devenir d'une part un champ de recrutement d'éléments révolutionnaires, et de l'autre une courroie de transmission pour influencer des cercles toujours plus larges d'ouvriers. Par sa nature même, le Labor Party ne peut conserver sa signification progressiste que le temps d'une période de transition relativement brève. L'aggravation ultérieure de la situation révolutionnaire conduira inévitablement à briser la coquille du Labor Party et permettra au Socialist Workers Party de rallier autour du drapeau de la IVe Internationale l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat américain." (Ibidem).

Nous reviendrons plus loin sur le parallèle que l'on peut établir avec la situation actuelle, en particulier s'il est exact que le Labor Party ne peut conserver sa signification progressiste que le temps d'une période de transition relativement brève. Il nous faudra mesurer dans la situation actuelle, les conséquences de l'effondrement du stali-

nisme, du caractère conservateur des dirigeants des organisations syndicales américaines et y compris de la crise du SWP.

Aujourd'hui nécessairement le développement empruntera la voie d'un tel Labor Party, lequel comme Trotsky l'indiquait mais avec des rythmes nécessairement différents sera un champ de recrutement révolutionnaire, une courroie de transmission pour influencer des cercles toujours plus larges d'ouvriers. L'objectif étant effectivement de rallier autour du drapeau de la IVe Internationale l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat américain.

Insistons sur un aspect : Trotsky ne dit pas que la forme du parti ouvrier révolutionnaire construit sera le SWP tel qu'il est. A l'intérieur du Labor Party se développera le combat qui, brisant la coquille du Labor Party, permettra de rallier autour du drapeau, c'est-à-dire du programme, l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat.

Trotsky, pour qui la question du Labor Party correspond à "une situation spécifiquement américaine" (les Américains à la conférence, 25 mai 1938, Oeuvres, tome 17), est amené à revenir en permanence dans la discussion pour convaincre les réticences de l'organisation américaine, sur la nécessité du Labor Party. Il répond à une première objection selon laquelle rien ne prouve qu'il y a une aspiration générale à un tel parti :

« Je ne peux pas apprécier s'il existe une aspiration à un Labor Party parce que je n'ai ni observations, ni remarques personnelles, mais il ne me semble pas que la mesure dans laquelle les dirigeants ou la base des syndicats sont disposés ou sont enclins à former un tel parti soit une question décisive. (...) Nous ne pouvons mesurer l'état d'esprit que dans l'action si le mot d'ordre est mis à l'ordre du jour. Mais ce qu'on peut dire c'est que la situation objective est absolument déterminante. Les syndicats en tant

que syndicats ne peuvent avoir d'action que défensive, perdre des membres au fur et à mesure que la crise s'aggrave et multiplie les chômeurs. Leur trésorerie ne cesse de s'appauvrir tandis que les tâches se multiplient qu'il faut effectuer avec des moyens toujours moindres. C'est un fait que l'on ne peut pas changer. (...) Je dis à ce propos ce que j'ai déjà dit de l'ensemble du programme de revendications de transition. Le problème n'est pas l'état d'esprit des masses mais la situation objective et notre travail est de mettre le matériel arriéré des masses en face des tâches qui sont déterminées par les faits objectifs et non par leur psychologie. Il en est de même pour la question particulière du Labor Party. Si la lutte de classe n'est pas écrasée, si elle ne laisse pas la place à la démoralisation, alors le mouvement trouvera un canal nouveau et ce canal sera politique, c'est l'argument fondamental en faveur de ce mot d'ordre. » (Discussion sur le Labor Party, 31 mai 1938, Oeuvres, tome 17)

Trotsky précise : « Qu'est-ce que cela veut dire, que nous sommes certains que la classe ouvrière, les syndicats vont adhérer au mot d'ordre du Labor Party ? Non, nous ne sommes pas certains que les travailleurs adhéreront à ce mot d'ordre. Nous entamons un combat, nous ne sommes pas certains de vaincre. Nous pouvons seulement dire que notre mot d'ordre correspond à la situation objective que les meilleurs éléments comprendront et que les plus arriérés qui ne le comprendront pas se discréditeront. (...) La nécessité d'un parti politique des travailleurs est donnée par les conditions objectives, mais notre parti est trop petit, il manque d'autorité pour organiser les travailleurs dans ses propres rangs. C'est pourquoi nous disons aux ouvriers, aux masses : "Il vous faut un parti." Mais nous ne pouvons pas leur dire immédiatement de rejoindre notre parti.

Dans un meeting de masse, 500 seraient d'accord sur la nécessité d'un Labor Party, mais 5 seulement le seraient pour adhérer au nôtre, ce qui montre que le mot d'ordre de Labor Party est un mot d'ordre d'agitation, le second est pour l'avant-garde. Faut-il utiliser les deux mots d'ordre ou un seul ? Je dis les deux. Le premier, un Labor Party indépendant, prépare l'arène pour notre part, il aide les ouvriers, il les prépare à avancer, ouvre la voie à notre parti, tel est le sens de ce mot d'ordre. (...) Il nous faut montrer aux ouvriers ce que devrait être ce parti, un parti indépendant, pas pour Roosevelt ou Lafolette, une machine pour les travailleurs eux-mêmes, c'est pourquoi sur le terrain électoral nous devons avoir nos propres candidats. » (Ibidem.)

Trotsky ajoute : *« La proposition pour un Labor Party ne fait pas partie du programme des revendications de transition, elle constitue une motion particulière. »* (Ibidem)

Et il ajoute : *« A la question : dans un syndicat, défend-on un Labor Party, vote-t-on pour ? »*, il répond : *« Pourquoi pas ? »*

« Dans le cas des syndicats, quand la question est posée, je prends la parole et je dis que la nécessité d'un Labor Party est totalement prouvée par tous les événements. Il est démontré que l'action économique ne suffit pas, nous avons besoin de l'action politique. Dans un syndicat, je dirai que ce qui compte c'est le contenu d'un Labor Party, c'est pourquoi je me réserve de prendre la parole sur son programme mais je voterai pour. » (Ibidem)

On a vu que pour Trotsky, la perspective du Labor Party était directement reliée à la fois au processus de radicalisation dans la classe ouvrière avec l'apparition du CIO et au développement de la crise économique et sociale aux États-Unis mêmes. En 1938, alors que les prémisses d'une apparente reprise de l'économie américaine se

dessinent, Trotsky est amené à s'interroger sur la validité du mot d'ordre de Labor Party dans une situation qui ne serait plus marquée par une crise d'effondrement imminent du capitalisme américain. Il écrit :

« Bien sûr le CIO, dans une nouvelle prospérité, aurait une nouvelle possibilité de développement. En ce sens, on peut supposer que l'amélioration de la conjoncture reporterait à plus tard la question du Labor Party. Non pas qu'il perdrait tout son importance propagandiste, mais il perdrait de son acuité. Nous pouvons donc préparer les éléments progressistes à cette idée et être prêts à l'approche de la crise qui ne sera pas longue à venir. » (Première discussion sur le Labor Party, 20 juillet 1938, Oeuvres, tome 18). Mais Trotsky ajoute :

« Une nouvelle remontée signifierait que la crise définitive, les conflits définitifs sont repoussés de plusieurs années en dépit de conflits aigus pendant la montée elle-même. Et nous avons le plus grand intérêt à gagner plus de temps parce que nous sommes faibles et parce que les ouvriers ne sont pas prêts aux États-Unis. Mais même une nouvelle remontée ne nous donnerait que très très peu de temps - la disproportion entre la mentalité et les méthodes des ouvriers américains dans la crise sociale, cette disproportion est terrifiante - J'ai cependant l'impression que nous devons donner des exemples concrets de succès et ne pas nous limiter à donner de bons conseils théoriques. » (Ibidem).

On a là un élément très important de la méthode de Trotsky sur le Labor Party dont on peut dire que toute l'histoire du SWP, et a fortiori de Socialist Action, lui a largement tourné le dos. Certes, dit Trotsky, dans une période de remontée de la prospérité économique où les facteurs de crise seraient moins aigus, la question du Labor Party pourrait revêtir un caractère plus propagandiste. Il

ajoute: cela ne doit pas nous empêcher de préparer les éléments progressistes à cette idée, parce que la crise ne sera pas longue à venir. Mais il ajoute aussi autre chose: même dans une période de prospérité économique où par conséquent les points d'appui seraient moins évidents, moins apparents pour concrétiser la perspective du Labor Party, il importe, dit-il, d'avoir des exemples concrets de succès, de ne pas se limiter à de bons conseils théoriques, parce que même dans une situation comme celle-là, nous aurions très, très peu de temps, du moins, si on met cela en rapport avec ce qu'il écrit sur la disproportion entre la mentalité des ouvriers américains et les perspectives de la crise sociale.

Il y a là un élément important car les dirigeants de Socialist Action ont en permanence mis en avant deux arguments contre toute proposition de concrétiser le combat pour le Labor Party. D'une part, disaient-ils, nous sommes un groupe trop petit, trop faible numériquement pour pouvoir nous atteler à cette tâche. Mais surtout, ils invoquaient la situation objective, à savoir les rythmes plus lents du développement de la crise économique, sociale et politique, le retard de la classe ouvrière américaine pour justifier qu'aucune initiative concrète, même partielle, ne pouvait être prise sur le terrain du combat pour le Labor Party.

Cette attitude des dirigeants de Socialist Action n'était que la théorisation poussée à son terme de la politique constante du SWP durant des décennies. Or, elle est, on le voit, à l'inverse de la méthode de Trotsky pour qui, même le retard de la classe ouvrière américaine, même les rythmes de radicalisation plus lents, même la petite taille de l'organisation n'enlèvent rien au caractère central, décisif, d'obtenir des succès - traduisons: des réalisations partielles - qui permettent de préparer l'avant-garde à ses tâches dans la crise qui vient.

Entre la méthode de Trotsky et celle des dirigeants de Socialist Action et antérieurement qui était largement celle du SWP, il y a une différence fondamentale qui se concentre sur la question de l'objectivisme. A aucun moment, Trotsky ne renvoie sur une modification des conditions objectives la possibilité pour la IV^e Internationale de mettre en oeuvre les formes de regroupement, même limitées, sur la voie de la construction du Labor Party, c'est-à-dire de la solution à la crise de l'humanité qui est la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat.

On sait que l'orientation vers le Labor Party a suscité d'emblée une grande opposition au sein du SWP. Une grande majorité des jeunes du SWP et d'autres également ont polémique dans les bulletins intérieurs en 1938 contre la perspective ouverte par Trotsky. A. Preis, militant trotskyste, historien du CIO, écrit, par exemple, dans son livre *Labor League*: "*La Labor Non Partisan League (LNPL) fut représentée à l'époque de sa formation comme un pas vers l'action politique ouvrière indépendante. Son principal objectif était cependant exactement l'opposé. Elle fut créée en tant que pont pour détourner de l'action politique indépendante des centaines de milliers de syndicalistes qui votaient habituellement socialistes ou communistes et réclamaient à l'époque un Labor Party.*"

Ce qui est significatif dans cette méthode, c'est qu'au lieu de prendre appui sur la contradiction qui existait entre la prétention de la LNPL d'ouvrir la voie vers l'action politique indépendante et l'orientation des dirigeants stalinistes qui ne voulaient pas ouvrir cette perspective, au lieu de prendre appui sur cette contradiction, A. Preis rejette d'emblée la LNPL simplement comme obstacle à tout mouvement vers le Labor Party.

La méthode de Trotsky est tout à fait inverse. Il essaie dans la discussion avec les dirigeants du SWP

de montrer comment, prenant appui sur les regroupements ambigus qui proclament la nécessité d'un Labor Party, regroupements très liés aux staliniens et de nature Front populaire, en particulier de l'intérieur du mouvement syndical, il y a nécessité de peser sur cette contradiction dans le sens d'un mouvement effectif vers le Labor Party.

Polémiquant avec l'opposition (mais polémiquant aussi avec les réserves de la direction du SWP elle-même), il écrit:

« Pour résumer l'attitude de l'opposition, elle présente le Labor Party comme un substitut du SWP comme un abandon de notre indépendance. Dans la mesure où notre expérience avec le Labor Party continue, ils ne sont pas prêts à accepter cette expérience, ni les leçons qui en découlent. Par exemple, l'expérience de Minneapolis, avec nos militants dans les syndicats, déjà liés au Farmer Labor Party. Que fallait-il faire ? Refuser d'être délégués au Farmer Labor Party ? Nous isoler dans le syndicat ? Nous avons conclu que nous ne pouvions pas. Ou encore l'expérience de Minneapolis où nous avons la possibilité d'avoir des délégués au congrès du Labor Party. Si nous avions eu plus tôt une orientation Labor Party juste, nous aurions pu mener une grande campagne d'agitation, régler leur compte aux staliniens puisqu'ils n'ont même pas poussé en avant leur propre organisation, la LNPL. Ils sont en train de la dissoudre complètement dans le New-Jersey. Pourquoi font-ils cela dans le New-Jersey ? Précisément, c'est un endroit où ils ne peuvent pas présenter un candidat Front populaire. Ici, si les staliniens étaient entrés dans une quelconque campagne pour le Labor Party, ils auraient été obligés de présenter des candidats indépendants et de les forcer à adopter une sorte de programme véritable contre le fascisme. Ils ne s'en sauraient pas sortis. C'est précisément pourquoi

ils sont contre. Ils ne peuvent mettre sur pied aucune sorte de Front populaire. Nous aurions dû être prêts à souligner tout cela, quand les délégués des syndicats se sont réunis, les délégués de 60 syndicats au total. Nous étions en retard, il faut le reconnaître. » (Deuxième discussion sur le Labor Party, 23 juillet 1938, Oeuvres, tome 18).

Trotsky en arrive à dégager le caractère stratégique du combat pour le Labor Party aux États-Unis. Il explique:

« Le fait le plus important qu'il nous faut souligner, c'est la profonde différence par rapport à la situation de la classe ouvrière en Europe qui existe en Amérique. En Europe (...), la question d'un parti pour les ouvriers était considérée comme une nécessité. C'était un lieu commun pour l'avant-garde de la classe ouvrière, pour une large couche des masses elles-mêmes. Aux États-Unis, la situation est tout à fait différente. En France, l'agitation politique consiste en ce que le Parti communiste tente de gagner les travailleurs, ou que le Parti socialiste tente de gagner les travailleurs et chaque travailleur conscient ou demi-conscient est placé devant un choix (...). Aux États-Unis, la situation est que la classe ouvrière a besoin d'un parti, son propre parti, c'est le premier pas dans l'éducation politique. On peut dire que ce premier pas aurait dû être fait il y a 5 ans ou 10 ans. Oui, théoriquement, c'est vrai. Mais dans la mesure, où les travailleurs étaient plus ou moins satisfaits de l'appareil syndical ou même vivaient sans lui, la propagande en faveur d'un parti ouvrier demeurerait plus ou moins théorique, abstraite et coïncidait avec la propagande de certains groupes centristes et communistes, etc.

Maintenant, cette situation a changé (...). L'agitation pour un parti de la classe ouvrière n'est plus maintenant abstraite, mais au contraire un pas très concret dans l'avance des ouvriers organisés

dans les syndicats, en premier lieu, et de ceux qui ne sont pas organisés du tout. En second lieu, c'est une tâche tout à fait concrète déterminée par les conditions économiques et sociales. Ce serait absurde pour nous de dire que parce qu'un nouveau parti va naître de l'amalgamation politique des syndicats, il sera nécessairement opportuniste. Nous n'allons pas appeler les ouvriers à franchir ce pas de la même façon qu'à l'étranger. Bien entendu, si nous avons un choix véritable entre un parti réformiste et un parti révolutionnaire, nous indiquerions tout de suite notre adresse dans ce dernier. Mais il faut absolument un parti. C'est pour nous l'unique voie dans cette situation. Dire que nous allons combattre l'opportunisme comme nous combattons bien entendu aujourd'hui et demain, surtout si le parti de la classe ouvrière a été organisé, en brisant un pas progressiste qui peut engendrer l'opportunisme est une politique tout à fait réactionnaire et le sectarisme est souvent réactionnaire parce qu'il s'oppose à la nécessaire action de la classe ouvrière.

On peut imaginer sous une forme schématique trois types de Labor Party aux États-Unis dans la prochaine période: le premier type, un parti lâche, opportuniste, confus; la seconde possibilité, un parti opportuniste mais assez centralisé, dirigé par des fakirs et des carriéristes; la troisième possibilité est un parti révolutionnaire centralisé dont nous avons la direction. Nous ne nous attendons pas à avoir un type clair et pur. Il y aura différentes étapes, différentes combinaisons, différentes parties, différents types de Labor Party, etc. Mais afin de présenter plus clairement la situation et nos tâches, nous pouvons considérer ces trois types.

Si le parti est assez lâche dans son organisation pour nous accepter, il serait stupide de ne pas y entrer. Si nous entrons avec la possibilité d'y travailler en tant que

parti, c'est que le Labor Party est un parti opportuniste aux liens assez lâches. Le fait qu'un tel parti nous accepte signifie en lui-même que les opportunistes ne sont pas assez forts pour nous éliminer. Cela signifie d'une certaine façon de bonnes conditions (...). Et puis, ce peut être un Labor Party dans une situation moins critique, une ambiance moins tourmentée, des conditions plus calmes, plus tranquilles, avec la prédominance de dirigeants réactionnaires conservateurs, avec un appareil plus ou moins centralisé qui nous écartera en tant que parti. Alors nous continuerons bien entendu d'exister comme parti à l'extérieur d'un parti aussi opportuniste et nous ne considérerons que la possibilité de notre pénétration dans un tel parti mais en tant que parti nous restons en dehors d'un semblable parti opportuniste centralisé.

Si dans le Labor Party, nous devenons la tendance prédominante, une tendance révolutionnaire avec les dirigeants qui sont les nôtres, les idées qui sont les nôtres, etc., alors nous deviendrons les avocats de la centralisation de ce parti aux liens lâches d'organisation, nous exigerons que les ouvriers éliminent les fakirs, etc. C'est le troisième type, la troisième étape de l'évolution, l'étape dans laquelle notre parti se dissout dans ce Labor Party d'une façon qui détermine le caractère de ce Labor Party. A la première étape, nous disons: travailleurs, vous avez besoin de votre propre parti.» (Ibidem)

“Labor Party”, la question du pouvoir et l'indépendance de classe

Pour Trotsky, la question du Labor Party est directement reliée à la question de la lutte pour le pouvoir. Dans une discussion avec un dirigeant syndical, il explique:

« Le premier pas est clair. Tous les syndicats doivent s'unir pour créer leur Labor Party. Pas un

parti sous contrôle de Roosevelt ou de la Guardia qui n'aurait de Labor que le nom mais une organisation politique de la classe ouvrière vraiment indépendante. Seul un tel parti est capable d'attirer à lui les fermiers ruinés, les petits artisans, les petits boutiquiers. Mais pour réaliser cette tâche, il faut continuer à combattre sans merci les banques, les trusts, les monopoles, leurs agents politiques, le parti républicain, le parti démocrate. Le rôle du Labor Party est de prendre en main le pouvoir, tout le pouvoir et de remettre l'économie en ordre. Ce qui suppose l'organisation de l'ensemble de l'économie nationale, selon un plan raisonnable, à savoir un plan qui ait pour but non pas d'augmenter les profits d'une poignée d'exploiteurs, non de sauvegarder les profits d'une poignée d'exploiteurs, mais de sauvegarder les intérêts matériels et moraux de 130 millions d'hommes.» (*Les syndicats et la crise sociale aux États-Unis*, 29 septembre 1938, *Oeuvres*, tome 18).

Dans le cours de l'année 1938, la direction du SWP organisa une discussion interne sur la question du Labor Party, discussion conclue par un référendum parmi les membres du SWP. A ce sujet, Trotsky écrit en ces termes à James P. Cannon:

« Le référendum ne me semble pas avoir été une invention très heureuse. La discussion semble avoir provoqué quelque embarras dans le parti. On ne peut surmonter tout cela que par l'action. Il me semble qu'il est temps de montrer directement au parti comment nous devons agir sur ce point. J'ai eu ici deux longues discussions avec un organisateur de la Ladies Garment's Union et j'ai résumé notre discussion dans un article qui s'efforce de placer la question à son niveau politique véritable.

Il est maintenant à la traduction et on vous l'enverra en même temps que cette lettre. Mais il est bien évident qu'un article n'est rien si le

parti ne commence pas une action sérieuse dans les syndicats avec le mot d'ordre que les ouvriers prennent l'État entre leurs mains et que pour cela, ils ont besoin de leur propre Labor Party indépendant.

Un pas énergique dans cette direction dissiperait sûrement tous les malentendus et mécontentements et pousserait le parti en avant. Sur cette question, comme sur les autres, il faut absolument donner à notre propagande agitation un caractère plus concentré et plus systématique. Par exemple, il faut obliger tous les comités locaux à présenter sous un mois au comité national un bref rapport sur leurs liens avec les syndicats, les possibilités de travail dans les syndicats et surtout d'agitation dans les syndicats en faveur d'un Labor Party indépendant.

Le danger est que la question du Labor Party devienne une pure abstraction. La base de notre activité, ce sont les syndicats. La question du Labor Party ne peut acquérir de la chair et du sang que dans la mesure où nous sommes enracinés dans les syndicats. Un commencement sérieux de notre travail dans les syndicats nous a conduits au mot d'ordre de Labor Party. Il faut maintenant l'utiliser de façon à enfoncer encore plus profondément le parti dans les syndicats.» (*Problèmes du SWP*, 5 octobre 1938, *Oeuvres*, tome 19).

Indiscutablement dans cette lettre, Trotsky met l'accent non pas sur l'opposition au Labor Party au sein du SWP mais sur ce qui lui semble être l'embarras de la direction elle-même à l'égard du Labor Party. Certes, celle-ci, dans le référendum qu'elle a organisé, se prononce pour un Labor Party, mais Trotsky met en garde contre la tendance naissante à faire du Labor Party une abstraction, une discussion académique. Il insiste sur la nécessité de pas énergiques et pratiques dans cette direction. Indiscutablement, cette critique de Trotsky à l'égard de Cannon

renvoyait à des problèmes réels. Il n'y a guère eu entre la fin de 1938 et 1940 de matérialisations significatives sur la voie du Labor Party. On y reviendra.

Il est significatif à ce sujet d'examiner la manière dont James P. Cannon a abordé cette question du Labor Party dans sa déposition au procès de Minneapolis. Répétons-le, la défense de James P. Cannon dans ce procès, publiée sous le titre *Socialism on Trial* est un modèle à la fois de défense et d'illustration d'une position réellement internationaliste dans la situation difficile d'une guerre impérialiste naissante et en même temps d'explication simple, pédagogique des principes fondamentaux du marxisme.

Répétons également que *Socialism on Trial* reste l'un des aspects les plus forts de l'apport de Cannon et de la direction du SWP, de leur contribution à la construction de la IV^e Internationale. Mais, on ne peut pas ne pas relever que l'une des faiblesses de la défense présentée au procès de Minneapolis porte précisément sur la question du Labor Party. Il serait stupide de reprocher à Cannon et à la direction du SWP de ne pas avoir fait de cette question le centre de leur activité politique durant la guerre impérialiste. Il est certain que durant cette période, les possibilités pratiques d'avancer vers la constitution d'un Labor Party étaient plus que réduites voire inexistantes. Mais on sait que, interrogé par le juge, Cannon est amené à expliquer l'histoire du SWP avant le déclenchement de la guerre impérialiste et à expliquer les principes généraux de la politique du SWP.

Lui-même d'ailleurs, dans la réponse qu'il fait à la polémique de Munis en mai 1942 souligne le cadre dans lequel sa déposition a été faite. Il écrit :

« Quelles étaient les tâches spécifiques, quelles étaient les techniques de propagande qui nous ont

*été imposées dans ce cadre ? Il nous semble que la réponse à cela est évidente. Notre tâche était d'obtenir la plus large audience à nos idées à partir de la tribune que nous offrait le procès. Ces idées devaient elles-mêmes être le plus possible simplifiées de manière à être accessibles pour les travailleurs et demandaient à être illustrées le plus possible à partir d'exemples familiers, tirés de l'histoire américaine. Nous avions à nous adresser aux travailleurs non pas de manière générale, ni abstraite, mais aux travailleurs tels qu'ils existent en réalité aux États-Unis, durant cette année 1941. Nous avions à reconnaître que les formes de la démocratie, de la légalité du parti facilitent grandement ce travail de propagande et ne doivent pas être sous-estimées. Ce n'était pas notre tâche de faciliter le travail du procureur général mais au contraire de le rendre plus difficile et cela il fallait le faire d'une manière qui ne nous amenait pas à renoncer à nos principes. Telles étaient les considérations qui ont guidé notre travail dans ce procès. » (Une réponse par James P. Cannon, publiée dans *Socialism on Trial*)*

Dans ce cadre de méthode parfaitement correct où James P. Cannon a défendu les principes dans un cadre qui lui était imposé, de quelle manière est-il amené à aborder la perspective du Labor Party ? Il signale dans un premier temps, en réponse à une question du juge sur l'histoire du SWP, que l'un des motifs de la rupture au sein du Parti socialiste durant la période entriste était précisément la question du soutien apporté par le Parti socialiste à la candidature de La Guardia de New York. Il explique :

« Nous nous sommes opposés à ce soutien sur la base du fait que c'était une violation des principes socialistes que de soutenir le candidat d'un parti capitaliste. La Guardia était en effet le candidat

des partis républicain et Fusion et également du Labor Party.» (*Socialism on Trial*, page 20).

On a là, on le voit, une expression légèrement différente de la manière dont Trotsky aborde la question, mais ce n'est pas là l'essentiel. Interrogé sur la modification de ce qui s'appelle la déclaration de principe du SWP, déclaration de principe qui avait été adoptée en janvier 1938 et qui a été suspendue par un congrès spécial du SWP en décembre 1940, Cannon explique :

« La principale raison pourrais-je dire de cette modification était l'adoption par le Congrès de la loi connue sous le nom de Vorhis Act qui frappait les partis appartenant à des organisations internationales. Cela était la raison principale. D'autres raisons subsidiaires sont intervenues, à savoir que durant la même période le parti avait changé sa position sur la question du Labor Party. »

Et à la question posée: *"Pouvez-vous nous résumer la nature du changement sur la question du Labor Party ?"*, Cannon répond: *« Il s'agissait d'un changement dans une direction opposée au moment où nous avions adopté la déclaration (janvier 1938 - NDR). Nous refusions de soutenir les propositions allant dans le sens de l'organisation d'un Labor Party, c'est-à-dire d'un parti fondé sur les syndicats. Mais durant l'été 1938, nous avons changé notre position et sommes arrivés à la conclusion que ce mouvement pouvait avoir plus d'avantages progressistes que d'inconvénients. »* Et il répond à une question posée par le juge sur la méthode utilisée pour préparer ce changement :

« Le comité national du SWP a adopté une résolution rendant public le fait qu'il changeait de position. Cette résolution a été envoyée aux membres du parti dans le bulletin intérieur et une période de discussion, je crois, de 60 jours a été ouverte dans laquelle chacun pouvait exprimer son opi-

nion pour ou contre le changement de position. Cela a été discuté très largement dans le parti. En fait, pas tous les membres du comité national étaient d'accord avec ce changement de position. A la fin de la période de discussion, un référendum a été organisé parmi les membres et une majorité a voté en faveur de la résolution amendée. »

Hormis ce rappel historique, il est significatif que d'aucune manière dans les cent et quelques pages de *Socialism on Trial*, Cannon ne juge utile de revenir sur l'orientation vers le Labor Party, confirmant d'une certaine manière qu'elle a conservé durant cette période de l'avant-guerre pour le SWP le caractère abstrait et académique contre lequel Trotsky mettait en garde.

Dans un passage sur la politique électorale du SWP, il répond aux questions du juge de la manière suivante. La question posée est : *"Quelle est l'attitude du parti à l'égard des élections ?"* Réponse de Cannon :

« Notre parti présente des candidats partout où il est à même d'être partie prenante des élections. Nous conduisons des campagnes extrêmement énergiques pendant ces élections et en général au mieux de notre capacité dans les limites que nous imposent nos ressources nous participons aux campagnes électorales (Il cite un certain nombre de campagnes électorales où le SWP avait présenté des candidats). »

A la question posée: *"Est-ce que le parti est amené à soutenir d'autres candidats ?"*, il répond: *« Oui. Dans les cas où nous n'avons pas de candidat, c'est notre politique comme une règle de soutenir les candidats d'autres partis ouvriers ou de Labor ou de Farmer Labor Party. Nous les soutenons de manière critique, c'est-à-dire que nous ne prenons pas en charge leur programme mais nous votons pour eux et appelons à voter pour eux, tout en expliquant que nous*

n'approuvons pas leur programme. Nous les soutenons contre les candidats des partis démocrate et républicain.» Et Cannon donne l'exemple du soutien apporté par exemple au candidat du Farmer Labor Party du Minnesota en précisant que ce soutien a été apporté "dans tous les cas où nous ne pouvions pas avoir de candidats de notre propre parti, où nous avons soutenu également des candidats de l'American Labor Party à New York dans des circonstances similaires".

Ce qui me paraît significatif dans ce passage, c'est la manière extrêmement restrictive dont est abordée la question des candidatures. Il est juste de présenter des candidats, mais en même temps la méthode dégagée par Trotsky, on l'a vu dans les discussions précédentes, visait à examiner toutes les possibilités offertes pour le dégagement de candidats ouvriers, comme segments du processus de construction du Labor Party. Et Trotsky soulignait la place que les trotskystes doivent occuper dans cette activité.

Or l'orientation politique du parti trotskyste aux États-Unis aurait dû à l'époque et également après la Deuxième Guerre mondiale et encore aujourd'hui se formuler de manière légèrement différente, à savoir que dans le combat stratégique pour le Labor Party, nous travaillons en toutes circonstances à essayer de dégager de véritables candidatures ouvrières indépendantes, comme jalons sur la voie de l'organisation indépendante politique du prolétariat en étant partie prenante de ces processus sur la voie d'un Labor Party. Que par ailleurs, en toutes circonstances où cela n'est pas possible, nous présentons dans les limites de ce qui est possible les candidats du SWP.

Cannon aborde les choses, on le voit, de la manière opposée. Candidatures du SWP partout et par défaut, soutien - ce qui là est

correct - à toute candidature ouvrière qui, même si on n'en soutient pas le programme, s'oppose aux candidatures démocrate et républicaine.

Mais d'une certaine manière, c'est la transition qui disparaît ici et en particulier, l'utilisation des élections dans la transition. Il serait erroné de considérer que cette formulation tient aux conditions dans lesquelles Cannon a fait cette déclaration car, si l'on examine toute l'histoire postérieure du SWP, elle a été principalement marquée, voire exclusivement par une politique de présentation systématique aux élections. Ce qui avait un aspect parfaitement justifié pour dégager la nécessité de candidatures ouvrières indépendantes en refusant l'alternative Démocrates ou Républicains, mais qui, il semble, amène à ne pas explorer toutes les possibilités du combat à partir des organisations syndicales pour des candidatures ouvrières indépendantes. Et ce trait caractéristique de l'attitude du SWP s'est retrouvé de manière caricaturale dans l'activité de Socialist Action.

On sait par exemple, que Socialist Action, avec une certaine influence dans le mouvement syndical en Californie n'a jamais mené de bataille conséquente pour la présentation de candidatures ouvrières indépendantes appuyées par l'AFL-CIO de Californie ou des secteurs de l'AFL-CIO, en rupture avec le Parti démocrate. La politique de Socialist Action, reproduisant celle antérieure du SWP a toujours consisté à présenter dans la limite de ses moyens des candidats, en particulier à la mairie de San Francisco ou à d'autres postes électifs dans cette ville.

Il y a bien sûr un seuil qualitatif entre la position de Socialist Action en 1991 et la manière dont Cannon aborde la même question au procès de Minneapolis en 1941. Mais il y a aussi une filiation, un élément de continuité de l'un à l'autre.

À propos de continuité

Une étape charnière dans l'histoire du SWP est ce qui s'est passé à la fin des années 1940 et dans la première partie des années 1950. Après avoir connu un fort développement et une grosse implantation dans le mouvement ouvrier, dans les syndicats et en particulier parmi les Noirs durant la Deuxième Guerre mondiale et dans les années qui suivirent, le SWP a subi les coups les plus durs de la part du gouvernement américain et de la bourgeoisie dans le cadre du Maccarthysme. Il est difficile d'imaginer aujourd'hui l'ampleur des coups qui ont été portés. La persécution systématique des militants dans les entreprises, l'implication des dirigeants des organisations syndicales dans la chasse aux sorcières en direction dans un premier temps des militants du Parti communiste américain et ensuite très largement en direction des militants du SWP.

Chassés des entreprises, perdant leur emploi, persécutés politiquement, isolés par l'appareil syndical lui-même, le SWP a connu une situation extrêmement difficile. Et, dans cette situation, il est clair que le développement du pablisme à l'échelle de la IV^e Internationale est rentré en écho avec le développement du courant de Cochran, les cochranistes, au sein du SWP. Les cochranistes qui avaient représenté un secteur implanté dans la classe ouvrière et des positions importantes dans le mouvement syndical, avaient comme caractéristiques que, subissant les conditions extrêmement difficiles imposées par le Maccarthysme au début des années 1950, ils avaient tendance à théoriser la nécessité d'opérer un repli dans la construction du parti. Par exemple, ils s'opposaient à la présentation de candidats aux élections, dans le mesure où cela exigeait d'aller chercher des signatures pour pouvoir présenter des candidats. Ils considéraient que la classe ouvri-

ère était à ce stade-là trop réactionnaire, pour que toute candidature puisse avoir le moindre intérêt, de même qu'ils considéraient comme impossible d'avoir un déploiement de masse pour la diffusion de *The Militant* et pour les abonnements au journal.

Il est indiscutable que cette fraction cochraniste a exercé une pression importante à l'intérieur du SWP et qu'elle s'est naturellement rencontrée avec l'offensive pablisme au niveau de la IV^e Internationale. Il est important de souligner cela pour mesurer plusieurs aspects de la manière dont la direction du SWP s'est disposée dans cette crise et des aspects qui auront une importance pour la suite.

Le premier élément à mettre en évidence, c'est la manière dont la direction du SWP a réagi à la crise de la IV^e Internationale. On le sait, la direction du SWP est restée sourde aux appels de la section française, lorsque celle-ci a été exclue par Pablo parce qu'elle refusait de se dissoudre dans l'appareil stalinien. Dans cette attitude de la direction du SWP, il faut faire la part de deux éléments: d'une part, les conditions objectives du combat politique aux États-Unis qui amenaient Cannon et la direction du SWP à considérer qu'il leur fallait consacrer l'essentiel de leurs forces et de leurs efforts à la préservation du parti aux États-Unis et ces conditions objectives sont indiscutables. Mais, d'autre part, le fait que pour pouvoir préserver le parti, il y ait eu l'illusion qu'il était possible de passer un accord avec Pablo fermant les yeux sur la politique qu'il imprimait de liquidation de la IV^e Internationale. Il faudra attendre l'offensive des cochranistes à l'intérieur du SWP et le soutien apporté aux cochranistes par Pablo pour que la direction du SWP réagisse.

Cannon fera tout pour séparer la lutte contre la fraction Cochran aux États-Unis de la lutte contre Pablo. Devant le congrès national

du SWP, en juillet 1952, en répondant à une intervention qui avait relié les questions nationales et internationales, il indique qu'il n'est pas d'accord avec la formulation de Pablo sur "des siècles de transition", "des siècles d'État ouvrier dégénéré". Mais il ajoute ceci:

« Pas plus aujourd'hui qu'hier, je n'apprécie la tentative d'opposer deux lignes de pensée dans notre mouvement international: l'une caractérisée comme le pablisme et l'autre, à défaut d'un meilleur nom, comme le cannonisme. Non, je vous assure, une telle ligne de démarcation n'existe pas. Personnellement, j'admire et j'apprécie le travail et la pensée qui a été dévouée à la construction de notre mouvement international du camarade Pablo. Je ne suis pas le seul. Je pense que toute la IV^e Internationale partage ce point de vue, comme cela a été démontré par le fait que le congrès mondial, avec une représentation plus large je crois que nous n'avions jamais connue venant des quatre coins de la terre, s'est reconnu dans un accord fondamental avec lui (avec Pablo - NDR). Je considère Pablo comme un marxiste orthodoxe, un trotskyste orthodoxe qui essaie de mettre en application les enseignements de Marx et Trotsky et de les appliquer à des nouveaux processus qui n'étaient jamais apparus auparavant dans le monde. Cela est la manière dont il faut considérer Pablo et je n'aime pas voir des attaques personnalisées contre lui. » (Conclusion du rapport politique, congrès du SWP, 17 juillet 1952, publié dans "Speeches to the Party").

Et dans le même rapport de conclusion, après avoir souligné le contenu des désaccords politiques avec Pablo toujours sur cette question des "siècles de transition", Cannon met en garde: "Tout cela, ce sont des questions que l'on peut discuter calmement quand nous en aurons le temps et quand nous aurons fini de combattre contre les

ennemis de la IV^e Internationale qui tentent de discréditer les décisions du III^e Congrès mondial et essaient de présenter Pablo comme un agent stalinien qui chercherait à transformer la IV^e Internationale en une espèce de piège pour les militants révolutionnaires pour les ramener sur le terrain du stalinisme. Tout cela, ce sont des calomnies, tout cela c'est une représentation déformée des faits et je me refuse à donner un quelconque appui à cette offensive directement ou indirectement." (Ibidem)

Au moment où Cannon tient ces propos, la majorité du PCI a été expulsée depuis plusieurs mois par Pablo de la IV^e Internationale. Pour Cannon cependant, Pablo reste toujours le modèle du trotskyste orthodoxe. C'est du moins ce qu'il assure. Le pense-t-il réellement? Un peu moins d'un an plus tard, Cannon donnera une autre version des faits. Entretemps, la crise se sera exacerbée au sein du SWP. La fraction Cochran encouragée par Pablo a engagé une lutte à mort au sein du SWP. Dans le cadre de cette lutte, Cannon donne une nouvelle version des événements.

Pour qui veut comprendre ce que sont les forces et les faiblesses du "cannonisme", il est essentiel de relire le discours intitulé "L'Internationalisme et le SWP", discours prononcé à une réunion de la tendance majoritaire à New York, le 18 mai 1953. A cette date, la lutte au sein du SWP fait rage. C'est une lutte fractionnelle qui aboutira dans les mois qui suivent à des ruptures flagrantes de la discipline du parti de la part des cochranistes, aboutissant à leur expulsion justifiée à l'automne 1953.

Un an et demi s'est écoulé depuis que la section française a été bureaucratiquement exclue de la IV^e Internationale. Pour la première fois, dans un discours public, Cannon aborde cette question. De quelle manière? Tout l'axe du discours est centré sur la lutte contre Cochran, contre le cochranisme

comme une expression d'un phénomène américain au sein du SWP. Au passage, il met en cause Pablo sur un seul terrain, celui des méthodes organisationnelles. Et il dit, concernant la section française, qu'un "désaccord est apparu en rapport avec les développements dans le parti français. Quelques mois après le congrès mondial, nous avons entendu dire qu'il y avait une scission ou une scission partielle dans le PCI. Le secrétariat international était intervenu, avait déposé la majorité du comité central et mis un représentant du SI comme président impartial au-dessus d'un comité paritaire (...). Nous ne sympathisons absolument pas au plan politique avec la majorité française dont je considère qu'elle refusait de mettre en oeuvre les décisions du congrès mondial. Mais nous nous posons la question: comment va-t-il être possible de construire une Internationale, si vous pensiez que vous pouvez ainsi remettre en cause une direction élue d'un parti national?"

Cette citation est extrêmement intéressante parce qu'elle indique deux choses: d'une part, à supposer que telle ait été effectivement la position de Cannon et de la direction du SWP, il est significatif que cette position ait été tenue secrète durant un an et demi et que d'aucune manière la direction du SWP ne soit intervenue contre l'expulsion de la section française. Mais d'autre part, on remarquera le soin que met Cannon à écarter tout contenu politique dans sa démarcation d'avec Pablo. Il réaffirme son désaccord politique avec la majorité du PCI français. Il ne met aucunement en relation les méthodes bureaucratiques de Pablo avec le contenu politique révionniste liquidateur dont elles étaient le support organisationnel. Il s'agit purement et simplement en l'occurrence de mettre en garde Pablo et le SI contre toute

tentative d'intervention au sein de l'organisation américaine.

Toute la méthode de Cannon est donnée dans ce passage de son discours:

« Lorsque la situation s'est développée et aggravée en France, Renard, l'un des dirigeants de la majorité française, m'a lancé un appel dans une lettre. Je n'ai pas répondu à cette lettre durant des mois. Je ne voyais pas comment j'aurais pu écrire sur cette question française sans faire référence à cette monstruosité organisationnelle qui avait été commise par le secrétariat international. Finalement, j'ai rédigé ma réponse sur le terrain de considérations purement politiques et je n'ai aucunement fait mention des violations organisationnelles. Renard les avait pourtant soulevées dans sa lettre. Et je crois que c'est la première fois de ma vie que j'ai répondu à une lettre politique en prétendant que je n'avais pas lu certains passages, précisément ces passages, dans lesquels Renard se plaignait des violations organisationnelles qui avaient été commises.»

L'aveu de Cannon est honnête. Il s'est refusé explicitement et délibérément à répondre à l'appel de Renard et est passé par dessus l'attaque destructrice de la section française.

Sur le plan politique, dans le même discours, il se justifie de son refus de combattre contre le pablisme en disant que dans une situation où il y avait des attaques extérieures contre Pablo, il n'était pas souhaitable d'entrer en combat ouvert contre lui à l'intérieur de la IV^e Internationale. Dans le même discours, Cannon signale que nombre de militants du SWP ont été désorientés par la thèse de Pablo sur les "siècles de transition", que nombre de militants l'ont interpellé en disant: "A quoi bon

continuer à se battre pour construire le parti, vendre le journal, si nous en avons pour des siècles de transition.” Et Cannon explique: *“Ces militants avaient raison mais nous avons décidé de ne pas engager cette bataille de manière frontale.”*

Et c'est là la constante de la position de Cannon durant la crise de 1950-1953: éviter, retarder le plus possible, essayer d'éviter jusqu'au bout la confrontation politique avec Pablo. L'illusion de Cannon est qu'il va lui être possible de sauver le SWP en réglant le compte de la fraction cochraniste et en laissant filer en quelque sorte la crise de dislocation de la IV^e Internationale. C'est la première manifestation majeure d'un point de vue national-trotskyiste. Le sort du SWP était directement dépendant du sort de la IV^e Internationale. Mais cela, Cannon n'a pas su ou n'a pas voulu le considérer à cette époque.

De manière très significative, dans le rapport qu'il présente au plénum du comité national du SWP, à la fin du mois de mai 1953 (publié dans *“Speeches to the Party”*), Cannon répond à la question: *“Est-ce que, d'une manière ou d'une autre, il s'est opposé au troisième Congrès mondial.”* Et dans une longue plaidoirie, il cite plusieurs aspects visant à prouver le contraire: sa loyauté à l'égard des décisions du III^e Congrès mondial, de ses résolutions et de la direction de la IV^e Internationale assurée par Pablo.

Parmi les six preuves qu'il donne de cette loyauté, il indique à nouveau de manière explicite que la manière dont il a répondu à Renard doit être inscrite au bénéfice de la loyauté de la direction du SWP à l'égard des décisions du III^e Congrès mondial.

Il indique notamment ceci: *“Qu'est-ce que j'ai dit à Daniel Renard? Voici ce que je lui ai écrit: “Nous jugeons la politique de la direction de l'Internationale à*

partir de la ligne qu'elle a élaborée dans ses documents officiels. Dans la récente période, il s'agit des documents du III^e Congrès mondial et du X^e Plénum. Nous ne voyons aucune marque de révisionnisme dans ces documents. Nous considérons ces documents comme étant absolument trotskystes.” Voilà ce que j'ai écrit au camarade Renard à propos du III^e Congrès mondial. Non pas une réponse de démagogue, prenant part à une lutte fractionnelle mais une intervention pour aider la direction de l'Internationale dans la lutte au sein du parti français. Et j'ai précisé que c'était l'opinion unanime de la direction du SWP que les auteurs des documents cités avaient rendu un grand service au mouvement de la IV^e Internationale.»

C'est seulement après l'expulsion des cochranistes, en novembre 1953, que Cannon met en cause explicitement la responsabilité de Pablo dans la scission organisée par les cochranistes. Dans son discours au Plénum du comité national des 2 et 3 novembre 1953, vingt-quatre heures après l'expulsion des cochranistes (publié dans *“Speeches to the Party”*), Cannon explique:

« Notre rupture avec le pablisme, comme nous le voyons aujourd'hui clairement, se concentre sur un point: la question du parti. Ce qui apparaît clairement aujourd'hui à nos yeux, c'est que nous avons vu le développement du pablisme en action. L'essence du révisionnisme pabliste est de renverser, de balayer cette partie du trotskysme qui est aujourd'hui la plus vitale, la conception selon laquelle la crise de l'humanité est la crise de la direction du mouvement ouvrier, centrée dans la question du parti. Le pablisme ne cherche pas seulement à renverser le trotskysme, il vise à renverser ce qui dans le trotskysme procède de ce que Trotsky a appris chez Lénine (à savoir la question du parti - NDR).»

A partir de ce moment-là, Cannon va se livrer à une critique en règle et fort justifiée du contenu politique et organisationnel du pablisme. Mais il est stupéfiant de constater que cette critique apparaîtrait au lendemain de la rupture avec les cochranistes. Elle en est la conséquence directe, à savoir qu'elle intervient comme un élément de la défense du SWP contre l'offensive destructrice dont il est l'objet, du SWP comme parti américain et, découlant de cela, elle intervient comme une prise de position sur le plan de l'Internationale, mais toujours subordonnée à l'attitude prise du point de vue du SWP américain.

C'est là tout l'enjeu pour les trotskystes américains. Il s'agit de contribuer au combat pour la reproclamation de la IVe Internationale en tirant jusqu'au bout les enseignements et le bilan du "canonisme".

Il faut souligner qu'au moment même de la rupture avec Pablo, la direction du SWP est amenée à réévaluer la possibilité du combat pour un Labor Party. C'est dans son discours au 6^e Congrès du SWP en novembre 1954 que Pablo explique qu'en rapport avec la chasse aux sorcières, les coups portés à la classe ouvrière, etc., « *il n'y a pas de perspective autant que nous pouvons en juger, si nous mettons de côté l'explosion imprévisible pour que les travailleurs se tournent vers un Labor Party dans les prochaines deux années. Cela correspond à la réalité, cela exige que nous modifions notre mot d'ordre qui était "construisons un Labor Party maintenant" et que nous nous consacrons à une explication pédagogique selon laquelle les travailleurs devraient s'orienter vers une politique indépendante comme classe et construire leur propre parti mais en laissant de côté les conséquences d'une telle orientation pour l'action immédiate. Notre principale tâche pour les prochaines deux années est d'expliquer patiemment les princi-*

pes de la lutte de classe au plan politique et de recruter des militants ayant une conscience de classe au parti. Cela est le plus grand travail révolutionnaire pour notre époque, c'est le travail de préparation pour le futur. »

Et plus loin: « *Notre mot d'ordre pour un Labor Party est un mot d'ordre de propagande à l'heure actuelle. Compte tenu de la situation actuelle, il ne peut pas être un mot d'ordre pour l'action, pas plus qu'un mot d'ordre pour l'agitation pour la prochaine période.* »

Il serait nécessaire de procéder à une réévaluation précise de ce tournant de la direction du SWP fin 1954. Pour une part, il est largement fondé sur une appréciation réelle de la situation politique à ce moment et il est certain qu'à ce moment précis le combat pour le Labor Party revêtait nécessairement pour l'essentiel un aspect d'explication et de propagande, mais en même temps la coupure, la muraille rigide établie par Cannon entre ce qui relève d'un côté de la propagande pour le Labor Party qui lui paraissait possible et d'un autre côté l'action pratique a joué un rôle important dans l'évolution et la dérive du SWP.

En effet, même dans les moments où la classe ouvrière est en recul ou dans les moments où il y a des persécutions politiques, les tâches qui relèvent de la propagande peuvent à tout instant même sur un segment limité déboucher sur des formes d'action pratique, de matérialisation, quand bien même elles sont extrêmement réduites. La section française l'a expérimenté elle-même à savoir que sur une ligne générale qui est celle de l'élaboration de la transition dans la construction du parti, il a été possible de chercher des matérialisations même limitées: le CLADO, les comités pour l'Alliance ouvrière, plus tard le MPPT, mais même lorsqu'il s'agissait de seg-

ments limités dans le temps et l'espace, ponctuels, ils étaient la matérialisation du fait que les trotskystes, même dans la situation où ils sont très peu nombreux et en situation difficile, cherchent toujours à faire passer leur position de propagande sur le terrain de la réalisation pratique.

En érigeant une muraille absolue, séparant les tâches de propagande des possibilités de matérialisation pratique et ceci en rapport même avec l'attitude observée dans l'Internationale, la direction Cannon a favorisé quelque chose qui a été ensuite théorisé pour une longue période par la direction du SWP, puis par Socialist Action (5), à savoir l'idée selon laquelle les tâches se limitant à la propagande, le combat pour le Labor Party se réduit à l'affirmation de principe de la nécessité du Labor Party sans aucune matérialisation.

Le corollaire de cette position sera la tendance à l'adaptation à toutes les formes de radicalisation dans des secteurs différents. Il faudrait étudier dans le détail l'attitude du SWP à l'égard de Malcom X puis des Black Panthers. Il est très clair par exemple si on relit les introductions faites par Georges Breitman aux livres de Malcom X qu'il y a la combinaison de deux facteurs: d'une part et à juste titre une très grande attention apportée à ces phénomènes de radicalisation parmi les Noirs américains, une politique justifiée de dialogue avec Malcom X ou avec ces courants politiques. De manière générale, quand on relit les documents du SWP autour de Malcom X, ils sont marqués par une adaptation aux positions politiques de Malcom X. Et ceci pour une raison évidente.

Le renoncement au combat pratique pour un Labor Party a amené les dirigeants du SWP dans le dialogue avec Malcom X à ne pas poser concrètement la question du combat pour un parti noir, relié au combat plus général pour un Labor

Party. C'est une position objectiviste, impuissante à peser réellement dans les processus de cristallisation vers un Labor Party, intégrant le Black Party comme une détermination particulière.

De manière plus générale un développement serait nécessaire sur la question de la position du SWP à l'égard du Black Party. Il est indiscutable lorsqu'on reprend l'ensemble des textes de discussion de Trotsky avec les dirigeants du SWP sur cette question que plus encore que sur la question du Labor Party, la direction du SWP à la fin des années 1930 a opposé une vive résistance à l'orientation politique proposée par Trotsky et ne se l'ait réellement jamais assimilée. C'est la raison pour laquelle, chaque fois qu'elle s'est trouvée confrontée à des phénomènes qui permettaient d'ouvrir la voie à la constitution d'un Black Party, qu'il s'agisse de Malcom X, plus tard des Black Panthers ou, à la fin des années 1970, lors de la constitution du NBIPP, le SWP ait toujours oscillé entre une attitude d'adaptation opportuniste et une politique sectaire.

Si l'on reprend chacun de ces épisodes, la ligne du SWP n'a jamais été d'aider à aller le plus loin possible jusqu'au bout dans la constitution d'un parti noir de masse en y aidant pratiquement, tout en préservant son indépendance politique, c'est-à-dire en le reliant à la question pour un Labor Party. Son attitude a été soit d'adaptation pure et simple comme vis-à-vis de Malcom X soit un mélange d'adaptation puis de dénonciation sectaire comme cela a été le cas avec les Black Panthers, soit une attitude qu'on peut qualifier de "plumer la volaille", finalement sectaire (voir leur attitude dans NBIPP où les cadres du SWP ont en fait cherché à tirer la couverture à eux et ont participé du processus qui a vu la dislocation de ce regroupement).

Alors qu'il y avait des vagues de radicalisation extrêmement importantes parmi les Noirs des Etats-Unis, on ne peut pas considérer que la politique du SWP ait constitué une aide, un point d'appui pour aller vers la constitution d'un parti noir. Certes, il y a des textes internes, des textes politiques du SWP qui posent relativement correctement la question et on pourrait revenir ici sur les textes intitulés Freedom Now ou sur la réponse de Gus Horowitz à Mandel en 1971 revenant sur la question du nationalisme noir. Ces textes devraient être étudiés attentivement, de même que l'expérience de 1979-1980 au sein du NBIPP, mais il n'en reste pas moins qu'alors que le SWP disposait dans les années 60 début 70 avec son organisation de jeunesse d'une force politique organisée de plus de 2000 militants, alors qu'il avait une implantation non négligeable y compris d'ailleurs dans certains secteurs du mouvement noir, son orientation n'a jamais été celle de mise en oeuvre pratique.

C'est-à-dire que ce qui était déjà une formalisation excessive et dangereuse dans le discours de Cannon au congrès de 1954 est devenue ensuite une ligne théorisée, constante de la direction du SWP qui n'a jamais cessé de répéter y compris dans les années 1970: comme notre orientation ne peut aller au-delà de la propagande en général donc la propagande pour le Labor Party, la direction du SWP a considéré de fait que sa responsabilité n'était pas engagée dans l'aide apportée au regroupement indépendant de la classe dans le Labor Party et à l'expression politique indépendante pour les Noirs dans le Black Party.

Et bien évidemment l'axe d'un bilan sur les forces et les faiblesses du "cannonisme" devrait porter sur une évaluation exacte, précise et argumentée sur le fait que un lien étroit relie la tendance au national-trotskyisme avec son renonce-

ment au combat pour un parti ouvrier aux Etats-Unis. Par exemple, il est évident que le refus de prendre ses responsabilités au niveau de la IV^e Internationale, l'adaptation opportuniste à l'égard de la direction castriste ont nourri directement la réunification sans principe de 1963.

Si on prend un exemple, la question des élections. Le SWP a toujours défendu la position de principe correcte qu'il était nécessaire d'avoir des candidats ouvriers indépendants aux élections et a traduit cette orientation constamment dans la présentation systématique de candidats du SWP à tous les niveaux. Certes dans les 1950, au début des années 1960, il y avait peu d'opportunités de travailler au dégagement de candidats ouvriers indépendants ou de candidats Noirs indépendants. Cependant, même si on ne peut pas réécrire l'histoire, il est certain qu'à partir du milieu des années 1960 puis dans les années 1970, en rapport avec les processus se développant dans la classe ouvrière et parmi les Noirs, les opportunités existaient de travailler à des groupements présentant des candidats noirs indépendants des candidats ouvriers indépendants et que cela n'a jamais été la préoccupation et la politique de la direction du SWP.

Il est évident que Socialist Action offrira une version caricaturale de tous les traits du SWP sur ce plan et que sa direction s'est toujours opposée à toute tentative de traduire pratiquement l'orientation vers un Labor Party.

De manière plus générale, il faudrait développer deux autres aspects: d'une part, le trait commun à tous les courants nationaux-trotskyistes issus de la crise de la IV^e Internationale. C'est le renoncement au combat pour la transition, pour la construction du parti ouvrier, transition vers la construction de la IV^e Internationale,

c'est-à-dire le renoncement à l'application pratique de l'orientation stratégique du Programme de transition, selon laquelle la crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat.

Sous des formes diverses, c'est un trait commun au SWP, à Healy, à Moreno qui tous ont été amenés à considérer leur parti comme répondant définitivement à la question de la reconstruction d'une direction révolutionnaire du prolétariat qui tous, sous des formes diverses ont été amenés à une politique autoproclamatoire, sectaire, prétendant résoudre la crise de la direction du prolétariat dans les limites d'un seul pays et prétendant le résoudre par le simple grossissement linéaire de leur propre organisation.

Cette incompréhension de la transition rejoint nécessaire une incompréhension de la signification du combat pour le front unique. Mais elle a eu pour conséquence corrolaire qu'il faudrait étudier qu'en "n'occupant pas le terrain" du combat pour la transition, l'espace a été laissé pour que se développent des obstacles à la construction du parti ouvrier indépendant.

Par exemple, aux Etats-Unis, il est clair que lorsqu'il y a la rupture avec les cokranistes, la question du Labor Party occupe une place centrale sous un angle: au nom du combat pour le Labor Party, agitant frauduleusement ce drapeau, les cokranistes se prononcent en fait pour la disparition du SWP en tant que tel. La défense par Cannon, essentielle, du SWP, tend à tordre le baton dans l'autre sens. Mais qui aurait pu être aisément corrigé ensuite si la IV^e Internationale n'avait pas été détruite comme cadre organisationnel international. Mais le repli national du SWP a eu comme conséquence que lorsque d'autres opportunités se sont offertes de dégagement de courants cherchant confusément, non sans liens avec la bureau-

cratie, la voie de regroupements indépendants, le SWP s'y est toujours opposé et donc a laissé le terrain à d'autres.

Si on prend l'exemple du courant appelé Labor note qui est une aile gauche de la bureaucratie syndicale, mais une aile gauche qui a ceci de particulier qu'elle est structurée largement sous l'influence des Schachtmannistes, le fait que Labor note puisse influencer un courant de milliers de cadres syndicaux en se prononçant, certes de manière formelle, mais en réunissant des conférences, en éditant un bulletin qui se prononce pour un Labor Party, il est certain que ce terrain a été d'autant plus facilement occupé par les Schachtmannistes qu'il avait été déserté par la direction du SWP.

De même, sous une autre forme, la place occupée par *The Militant* sur la ligne opportuniste qui est la sienne en Grande-Bretagne a été facilitée par la dégénérescence d'Healy et la manière dont il a cru régler définitivement la question du Labor Party. Et il est probable que des développements à venir en Argentine, par exemple, de différenciations dans la bureaucratie péroniste et de rupture dans ces courants révéleront les conséquences néfastes de la politique de Moreno sur ce point.

Donc, c'est un élément sur lequel il faut insister parce qu'au bout du compte tout cela est le produit de la crise de l'Internationale et nous ramène à nos tâches, à l'orientation du combat pour l'Internationale ouvrière, à Barcelone, etc.

L'autre élément qu'il faut dégager, c'est que depuis que Socialist Organizer s'est constitué avec deux mois d'existence, il est frappant de constater à tel point ce petit groupe avec des moyens limités a été capable de faire sur le terrain des liens établis et de la discussion politique, sans sectarisme et sans opportunisme, aussi bien avec des courants de militants Noirs qu'avec des courants autour de Mazocki combattant pour le Labor

Party, il est frappant de constater que la place occupée par ce groupe n'est pas celui d'un des 200 groupes politiques d'extrême-gauche américains mais qu'il occupe d'ores et déjà une autre place.

Que le journal se vende à plus de 1000 exemplaires, que 200 abonnements aient été réalisés, qu'il regorge d'interviews de dirigeants Noirs, de dirigeants syndicaux, que nous soyons même de manière limitée, liés au courant de Labor Party Advocate (lié aux militants Noirs), que nous soyons en mesure de peser de manière encore modeste dans le sens de candidatures ouvrières indépendantes ou de candidatures noirs indépendantes pour les prochaines élections est l'expression du fait et la confirmation de ce que c'est, partant de l'orientation de l'Internationale, du combat qui vise à reproclamer la

IV^e Internationale dans le combat pour l'Internationale ouvrière, c'est partant de ce cadre que nous sommes à même de rétablir le combat pour la construction d'un parti trotskyste aux Etats-Unis dans son cadre véritable qui est celui du combat pas simplement propagandiste mais pratique pour le parti ouvrier et pour le parti Noir.

De même que l'ébauche d'une première initiative commune aux Mexicains, Canadiens et aux Américains contre le Traité de libre commerce indique comment les questions concrètes, pratiques de la lutte de classe peuvent se relier à un cadre international à partir d'une position de principe commune, d'un cadre de travail et de campagne qui a été défini à Barcelone.

(1) Le terme "Cannonisme" n'est pas une dénomination scientifique.

Il est généralement utilisé pour désigner les méthodes et l'axe politique découlant de la pensée et de l'action de JP Cannon, dirigeant du Parti communiste américain qui a rejoint Trotsky et l'opposition de gauche dès 1927. Il fut le fondateur et le constructeur de l'organisation américaine, le Socialist Workers Party (SWP). Il est mort en 1974.

(2) Pablo: De son vrai nom Michel Raptis, il était le dirigeant du Secrétariat international de la IV^e Internationale. C'est sa politique pro-stalinienne qui conduira à la crise dislocatrice de la IV^e Internationale de 1953.

(3) Cochran: Le porte-parole au sein du SWP des positions liquidatrices de Pablo

(4) Fraction léniniste-trotskyste, fraction internationale impulsée par le SWP, qui tout en développant tout une série de positions correctes a trouvé sa propre limitation dans le refus de remise en cause du cadre du SU, où pouvait donc coexister des positions de défense du trotskysme et des positions liquidatrices du trotskysme.

(5) Socialist Action est une organisation US liée au SU, qui après avoir connu une évolution "à gauche" à l'instar du SWP a reculé, révisant ses propres positions pour demeurer au sein du SU (voir Vérité N° 5)

Rédaction, administration et correspondance
(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France

Directeur : Pierre Lambert

**Comité de rédaction : François Forgue, Daniel Gluckstein,
Warner Uhde, Frank Arnold, Raul Gomez, Joao Alfredo Luna,
Andreu Camps, Jean-Jacques Marie, Marc Gauquelin,
Miguel Cristobal, Malcolm Bagayako.**

Imprimerie INFOTEC 2000 Paris



Commission paritaire : n° 66926